

Montpellier de Médillan

Montpellier de Médillan. 1912.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

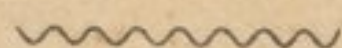
7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisationcommerciale@bnf.fr.

58 4220

38.422.

2, du 32, 3/4

CHARENTE-INFÉRIEURE



Montpellier

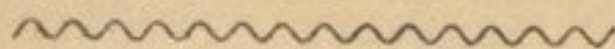
de

Médillan

PAR

F. CHARRON

Instituteur

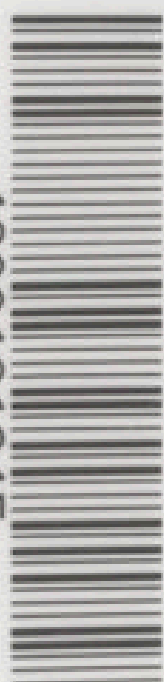


LA ROCHELLE
LIBRAIRIE BOUÉ
Rue Chaudrier.

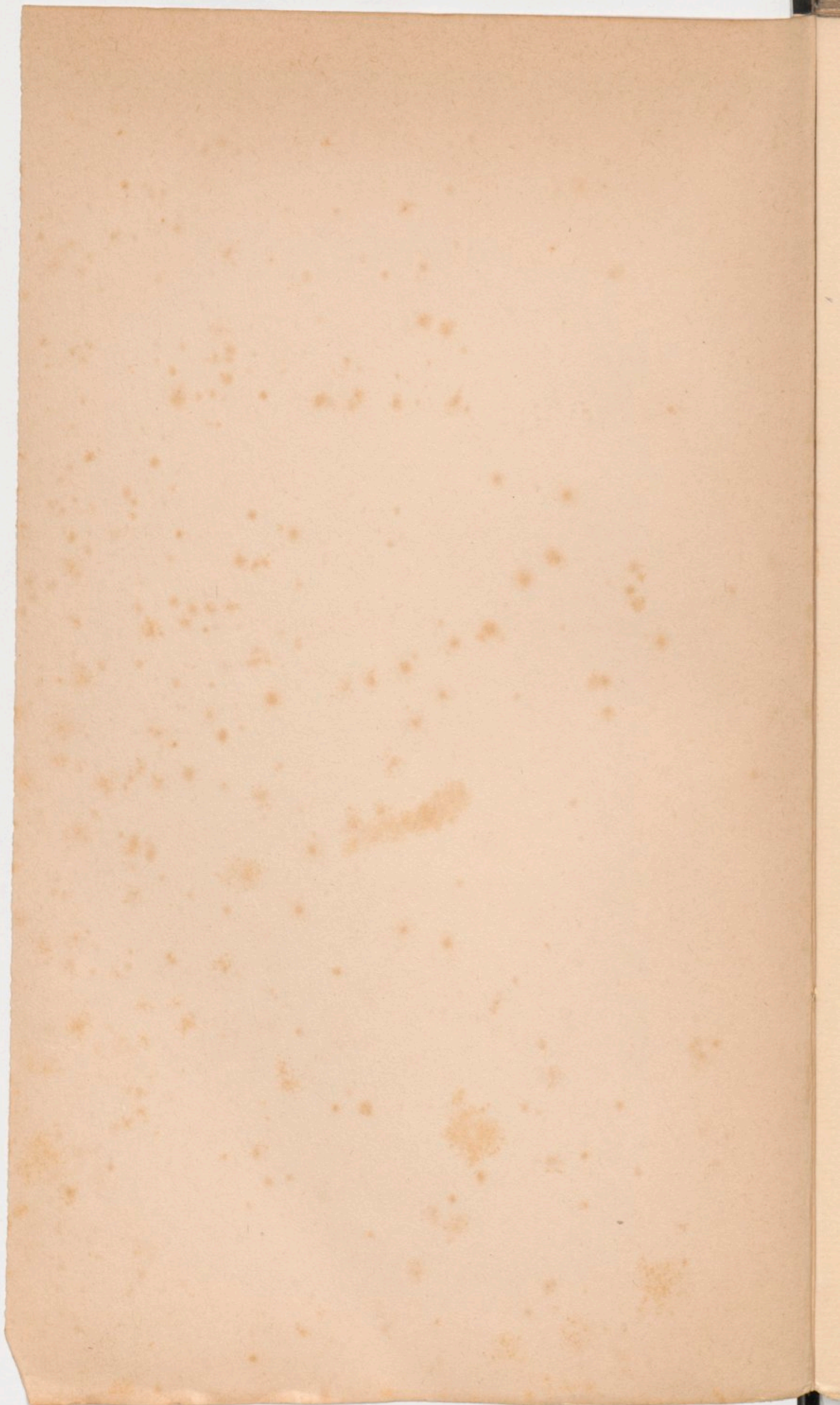
SAINTES
LIBRAIRIE PRÉVOST
Cours National.

1912

Médiathèque CDA



4600161945



Montpellier

Médillan

Montpellier de Médillan

Montpellier de Médailles

CHARENTE-INFÉRIEURE

38.422



Montpellier

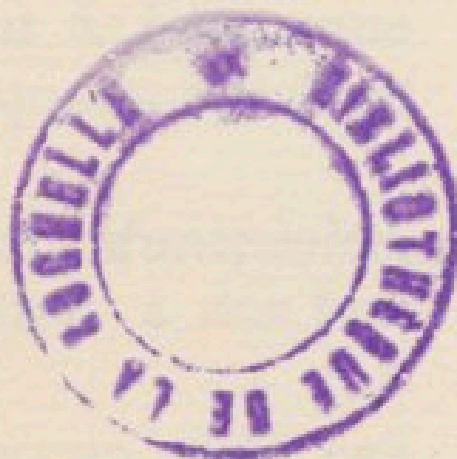
de

Médillan

PAR

F. CHARRON

Instituteur



LA ROCHELLE

IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER

Rue des Saintes-Claire, 29

—
1912

CHARENTE-INFÉRIEURE



Montpellier

de

Méditerranée

PAR

F. CHARRON

Instituteur



LA ROCHELLE

IMPRIMERIE NOUVELLE ROSE YVON

Rue des Bains-Chauds, 22

1872

MONTPELLIER DE MÉDILLAN

I

LE PAYS

De l'origine du nom.

La commune de Montpellier appartient à l'ancienne province de Saintonge, de la capitale de laquelle elle n'est éloignée que de seize kilomètres.

Son nom, que l'on trouve écrit *Monpesler*, *Montpesler*, *Monpeslier*, *Montpeslier* et enfin *Montpellier*, a des formes archaïques (1).

Son étymologie, sur laquelle, d'ailleurs, on n'est pas fixé d'une façon définitive, a donné naissance à plusieurs hypothèses, singulièrement différentes les unes des autres.

Dans ce mot, certains chercheurs ont vu :

Mons pessulus (mont fermé au verrou).

Mons puellarum (mont des Pucelles).

Mons pistillarius (mont des épiciers) (2).

D'autres, surtout les littérateurs, estiment que Montpellier vient de *Montpuellier*, *Mons puellaris* (mont de la jeune fille).

(1) Camille Chabanneau, *Remarques sur le texte du Mémorial des Nobles*.

(2) Eugène Thomas, *Dictionnaire topographique du département de l'Hérault*.

Enfin, pour M. Léon-G. Péliissier (1), la seule étymologie valable serait *Mons petrosus* (montagne de pierres), d'où on aurait fait *Montpeirié*, et, ajouterons-nous, peut-être, *Montpellier*, par corruption.

Cette dernière hypothèse nous paraît être la plus vraisemblable et la plus près de la vérité, du moins en ce qui concerne Montpellier de Saintonge, qui est assis sur un banc de pierres.

Quant au mot *Médillan*, d'où vient-il, et que signifie-t-il ?

Faut-il admettre qu'il vient de *Médillac*, mais qu'il est plus récent, et qu'il signifie ruines romaines ? La chose est possible, bien que cependant on ne conserve pas le souvenir de vestiges romains dans les environs ; ou bien, en décomposant le mot, faut-il y voir *med* (milieu, centre de réunion) et *lann*, mot irlandais, signifiant : saint, sanctuaire, cimetière. Cela nous porterait à supposer, alors, que, du temps de l'occupation romaine, c'était à Montpellier qu'avaient lieu les enterrements des personnages de marque et que c'était un centre de réunion où les peuples s'assemblaient. C'est encore possible ; car, dans le domaine de l'hypothèse, où ne peut-on pas aller ? Et puis, certains travaux agricoles ont mis à découvert plusieurs sarcophages.

Cependant, pour nous, notre avis est tout autre et beaucoup plus terre à terre : *Médillan* devait être, autrefois, le nom d'un village, aujourd'hui disparu, ou le nom d'un fief, débaptisé. Et, pour corroborer notre opinion, nous avons, dans les environs, Lidon (village) pour Saint-André, et Pellouaille (lieu dit) pour Saint-Simon.

Climat.

Le climat est tempéré ; le voisinage de l'Océan (25 kilomètres) et de la Gironde (15 kilomètres) détermine des hivers tièdes et pluvieux, rarement neigeux, avec des étés peu brûlants.

C'est le climat girondin.

(1) J. Berthelé, *Une nouvelle hypothèse sur l'origine du nom de Montpellier.*

Altitude.

L'altitude de la commune est peu élevée ; c'est ce qui fait que la configuration générale de la localité a un aspect plutôt plat.

Les principales cotes du nivellement général de la commune sont :

Le bourg, 37 mètres ;

Le Moulin de Gougeon, 36 mètres ;

Les champs de Briasse, 37 mètres ;

Les Cinq Timbres, 38 mètres ;

Durand, 36 mètres.

Ajoutons que, tout autour du bourg, une légère dépression de terrain forme le mamelon sur lequel est bâti Montpellier.

Le bourg.

Le bourg, propre et bien bâti sur un petit mamelon et par conséquent toujours à sec, coupé en croix par deux chemins de grande communication, est plaisant et agréable.

Il est prolongé par les villages de **La Grande Maison**, de **Chez Baty** et des **Bodins** ; il n'est point placé au centre de la commune, il s'incline un peu trop à l'est.

Tout autour les autres villages l'entourent comme une ceinture de forts.

Les maisons.

Elles peuvent se diviser en deux catégories : les anciennes et les nouvelles.

Les anciennes, celles qui ont été bâties il y a cent ans et plus, sont un peu orientées au hasard et nul goût n'a présidé à leur construction ; elles se composent du rez-de-chaussée comprenant une ou deux pièces et d'un grenier dans lequel on entasse les récoltes de blé, d'avoine, de pommes, de noix, etc.

Ces maisons sont généralement dépourvues de toute

commodité et très souvent la même pièce sert tout à la fois de cuisine, de salle à manger et de chambre à coucher. Les abords ne sont pas toujours bien praticables et pour sortir il faut quelquefois traverser de véritables cloaques.

Mais hâtons-nous de dire que ces habitations deviennent rares ; beaucoup ont été heureusement transformées par les générations nouvelles, et d'autres ont disparu pour faire place à des constructions neuves.

Celles-ci, mieux orientées, mieux aménagées et mieux distribuées, témoignent des progrès de l'hygiène à travers nos campagnes. La cuisine forme toujours une pièce à part ; les chambres à coucher sont aérées et éclairées par de larges fenêtres, et beaucoup ont un premier étage.

Convenablement entretenues, blanchies tous les ans, ayant les abords en harmonie avec l'édifice, elles révèlent comme maîtres des agriculteurs sans doute, mais aussi des hommes ayant le souci de leur dignité et de la santé de leur personnel.

La cure.

Dans ses *Etudes sur l'ancien diocèse de Saintes*, l'abbé Cholet dit : « Montpellier, cure, droit de patronage exercé par l'abbé de Baignes du XI^e au XVII^e siècle. »

C'est en vain que nous avons cherché la référence où l'abbé Cholet, d'ordinaire exact, s'était documenté. Nous n'avons rien trouvé.

Par contre, les différents pouillés, consultés à ce sujet, sont unanimes à désigner l'évêque de Saintes, comme collateur de la cure de Montpellier.

Ainsi Alliot, dans son *Bénéfices de l'Evêché de Saintes* (1527) dit : « Montpellier, cure, évêques de Saintes présente et confère. »

Lacurie, dans son *Pouillé manuscrit* (1), désigne également l'évêque de Saintes.

(1) Document appartenant à la *Commission des Arts et monuments de la Charente-Inférieure*.

Il donne même le revenu de la cure qui, d'après lui, aurait été

Au XIV ^e siècle de	6.000 livres
XVII ^e —	400 —
XVIII ^e —	700 —

Enfin l'abbé Bonnerot, dans son *Pouillé manuscrit*, donne aussi l'évêque de Saintes comme collateur ; l'abbé Bonnerot enregistre un revenu de 1.500 livres pour l'année 1782 ; seulement il fait relever cette cure de l'archiprêtré de Corme-Royal, tandis que, d'après l'abbé Cholet, elle relevait de l'archiprêtré d'Arvert.

Curés.

Joussin	1620-1626
Georget	1626-1627
Cosnidre	1627-1631
	1631-1676
Tuocan	1676-1676
Rastoulh	1676-1683
Desgranges (1)	1683-1714
Moulin	1714-1723
Bonneau	1723-1742
Bertry (2)	1742-1780
Gavat.	1780-1782
Baron Duclos (3)	1782-1793
(Suppression du culte)	1793-1803
Guillemeteau	1803-1805
Bouyer (4)	1805-1813

En 1813, au départ de M. Bouyer, la cure de Montpellier devint vacante et le service religieux fut assuré, à partir de cette date et jusqu'en 1848, par les curés de la commune de Rioux dont les noms suivent :

Guillemeteau	1813-1823
Rey	1823-1828

(1) Voir Documents, II.

(2) Voir Documents, IV, V, VI, VIII.

(3) Voir Documents, IX, XI.

(4) Voir Documents, XIII, XV.

Caillé.	1828-1829
Robert	1829-1832
Pohu.	1832-1848

Il est probable que la commune de Montpellier dut intervenir dans ce binage en assurant une rétribution quelconque au desservant. Mais ce n'est qu'à partir de 1839 que nous trouvons trace de cette rétribution, ainsi que l'indique la délibération ci-dessous du conseil municipal.

Le 10 mars 1839, le conseil municipal se réunit à la mairie pour que M. Pohu, curé de Rioux, vienne dire la messe tous les quinze jours, savoir : le deuxième dimanche de chaque mois à onze heures et le quatrième dimanche à dix heures ; il devra aussi faire faire la première communion.

« Le maire et les membres du conseil municipal se charge de lui faire une caite en laditte commune à la fin du mois d'août pour lui ramassé du grain pour laditte année. »

Le 26 mai 1839, le conseil vote au budget de 1840 une somme de cent francs à M. Pohu, desservant, pour son binage.

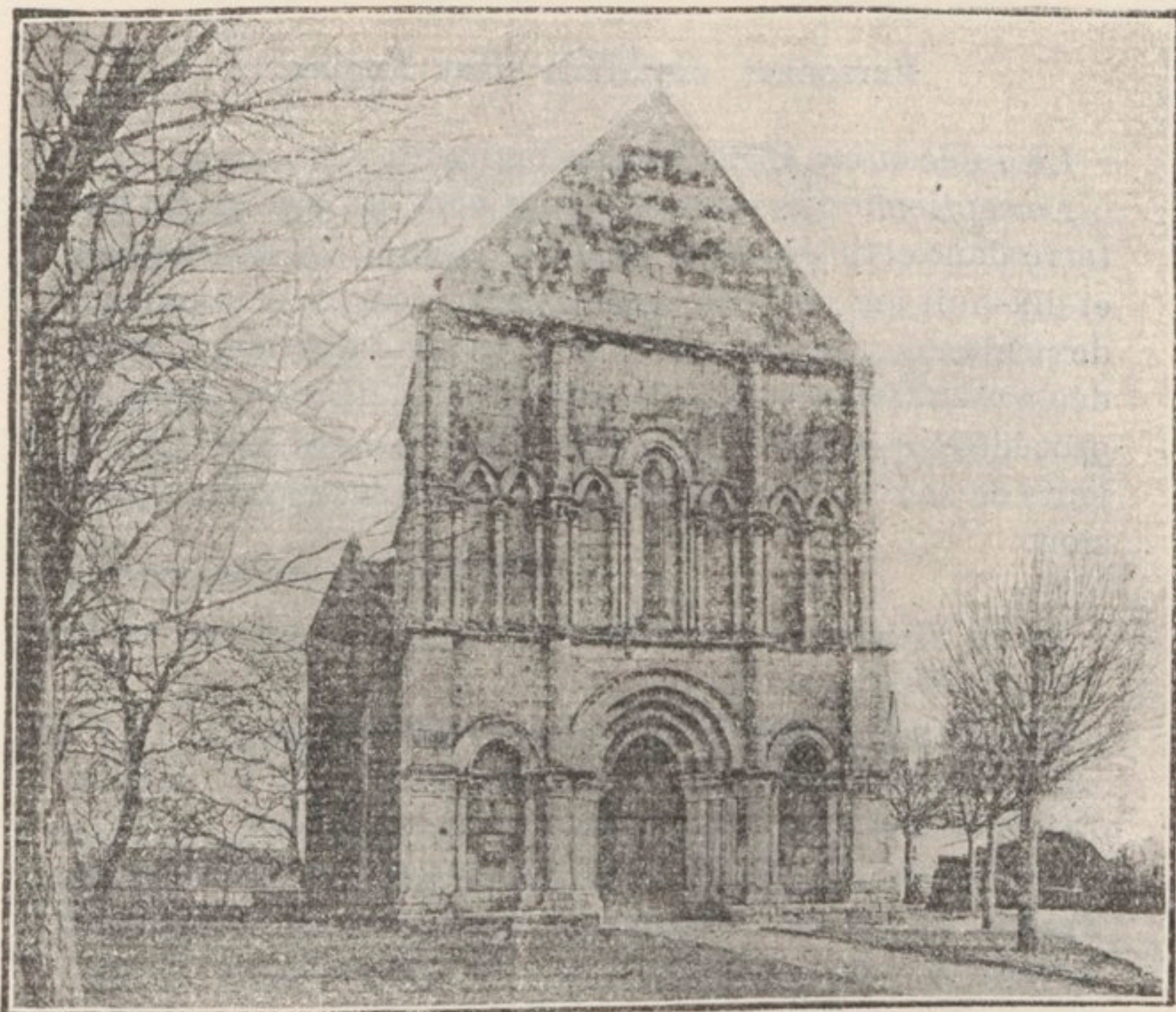
En 1848, la cure de Montpellier fut pourvue d'un titulaire et, depuis cette époque, MM. les Curés qui se sont succédé sont :

Salmon	1848-1855
Rautureau	1855-1857
Seillet	1857-1870
Cruchon.	1870-1884
Dadot	1884-1889
Portal	1889-1903
Gaveau	1903-1908
Nambrard	1908

L'église.

La vieille église paroissiale, entourée de l'ancien cimetière, aujourd'hui transformé en place publique, est actuellement placée sous l'invocation de saint Martin,

Or, si nous nous en rapportons à certains auteurs, ce saint n'a pas toujours été le patron de Montpellier car, dans son *Bénéfices de l'Evêché de Saintes* (1527), Alliot désigne comme patron saint Pierre, et l'abbé Lacurie cite saint Pierre et saint Martin à la page 56 de son *Pouillé manuscrit* (1586).



Cliché Braun.

FAÇADE DE L'ÉGLISE.

« Cette église est un monument datant de la fin du
« XII^e siècle pur, bien conservée, arcature fort remar-
« quable à la façade ; trois portails, celui du milieu ou-
« vert à quatre voussures, plein cintre pur ; les deux
« autres à ogives romanes. Aujourd'hui deux nefs, la
« troisième n'ayant pas été reconstruite lors de l'écroule-
« ment partiel de l'église ; chevet droit ; longueur

« 28 mètres, largeur 7^m60, hauteur, sous voûte, « 10 mètres » (1).

A la voûte dominant le chœur se trouve l'inscription suivante :

Pavete ad sanctuarium meum
Tremblez devant mon sanctuaire.

Personnes enterrées dans l'église.

Le 7 décembre 1679, Jeanne Vignaud.

Le septième décembre mil sept cent dix sept a été enterré dans cette église M^e Josias Coûtand, âgé de soixante et dix-huit ans, décédé après avoir reçu les sacrements de pénitence, d'eucharistie et d'extrême-onction et avoir déclaré hautement qu'il n'y avait nulle simulation dans son procédé et que, s'il en agissait de la sorte dans les derniers jours de sa vie, c'était par les motifs d'une véritable conversion.

MOULIN, curé de Montpellier.

Le 23 décembre 1719, M^e Jean Reutin, avocat en la cour du département.

Le 30 juillet 1722, Pierre Viaud, marchand.

Le 16 mars 1724, Perret Marie.

Le 5 novembre 1750, Daniel-Pierre Hyllairet.

Le 24 avril 1753, M^{me} Angélique de Beaumont, épouse de M. de Livenne, écuyer, seigneur du Grand Loron et autres lieux, dans la chapelle de l'église paroissiale de Saint-Martin de Monpeslier.

Le 1^{er} avril 1772, Marie Gelineau, épouse de Pierre Bertrand.

Le 9 novembre 1772, Jean Marchand, sacristain et instructeur de la jeunesse de cette paroisse, dans la chapelle collatérale de cette église.

Le 13 janvier 1773, Marie-Magdelenne Cadoreau, épouse de sieur Pierre Viaud.

(1) *Recueil [des Actes de la Commission des Arts et monuments de la Charente Inférieure, t. I, 1860-1867.*

Le 12 octobre 1779, Pierre Viaud, juge de Cozes et autres lieux.

Le 4 décembre 1780, M^e Pierre Bertry, curé de cette paroisse.

Il est regrettable que rien n'indique d'une façon précise où reposent ces corps.

Le clocher.

Le clocher, de forme carrée, a 17 mètres de hauteur et 4 m. 60 de largeur à l'intérieur. Il est percé de 8 fenêtres ayant 4 mètres de haut, 2 mètres de large à l'extérieur et 0 m. 80 à l'intérieur. Ces fenêtres, à plein cintre, étaient autrefois divisées en deux par une colonne ; actuellement, une seule existe dans son état primitif ; les colonnes des sept autres ont été détruites et les fenêtres à moitié maçonnes.

La cloche.

La cloche de l'église a été refondue une première fois en 1840, et le conseil municipal d'alors vota, dans sa réunion du 31 mai, une somme de 400 francs pour cette dépense : 360 francs seraient affectés à la refonte et au métal fourni et 40 francs à la ferrure.

Quant à celle qui existe actuellement, elle revient à 2.218 francs, pèse 550 kilos et porte l'inscription suivante :

J'AI ÉTÉ FONDUE EN L'AN 1869, SOUS L'INVOCATION DE SAINT MARTIN DE MONTPELLIER-DE-MÉDILLAN, PIE IX ÉTANT PAPE, NAPOLEON III, EMPEREUR, MONSEIGNEUR THOMAS, ÉVÊQUE, HENRI SEILLET, CURÉ, LOUIS GRILLET, MAIRE, BOLLÉE ET SES FILS FONDEURS A ORLÉANS.

MON NOM EST REGINA. MES PARRAINS ET MARRAINES SONT CEUX ET CELLES QUE PROTÈGE MA VOIX.

Parrains.

A. BEURRIER, E. GEORGET, A. GUICHARD,
J. GUILBAUD, A. LAPORTE, A. LUCAZEAU,
A. LUCAZEAU, G. LUCAZEAU, E. MOISNARD,
A. MORIN, E. MORIN, A. NEAUD,
L. POITEVIN, B. SOUCHAL, Z. SAUVIGNON. A. VIAUD.

Marraines.

E. ARRIVÉ, E. BEURRIER, A. CHEVALIER,
E. COURAUD, L. GRILLET, E. LUCAS,
M. MAUTRET, E. MOISNARD, E. PERDRIAU,
B. PERRIER, N. PERRIER, F. PICOULET,
P. PUYRAVAUD, E. ROUFFINEAUD, N. VIAUD.

La charpente du beffroi coûte 282 francs.

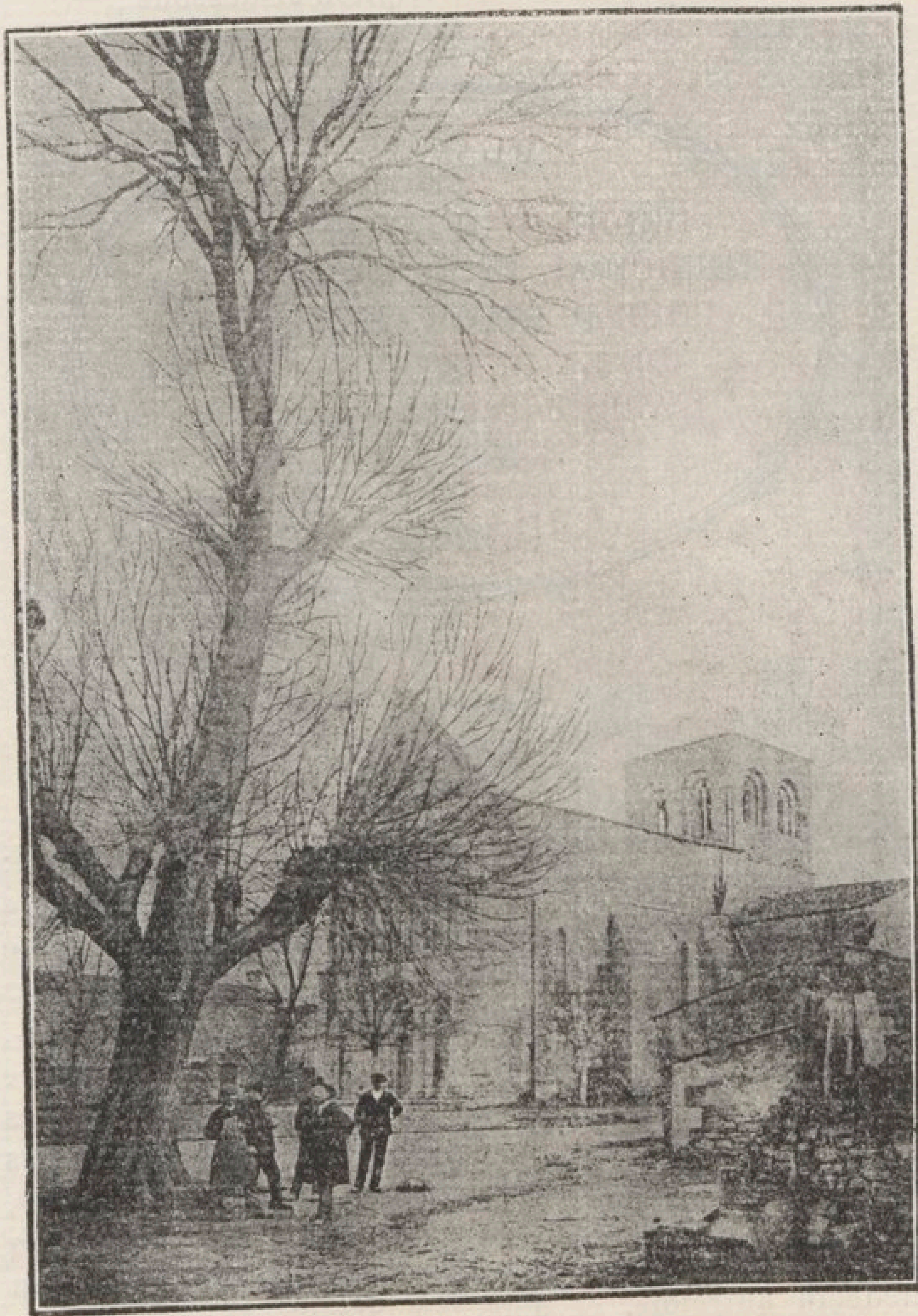
L'arbre de la Liberté.

L'arbre de la Liberté de la place de l'Eglise est un vieil ormeau aux racines puissantes et dont la tête altière domine la cité.

L'hiver, il est blanc de givre, tandis que, l'été, son épais feuillage sert de refuge à quantité de moineaux qui, justement parce que c'est un arbre de la *Liberté*, y établissent leurs nids sans crainte des représailles.

Cet arbre, d'une hauteur de vingt-six mètres, a un tronc d'une circonférence de 4 m. 25 à la base ; de 3 m. 25 à hauteur d'homme et de 2 m. 55 à 5 mètres de hauteur.

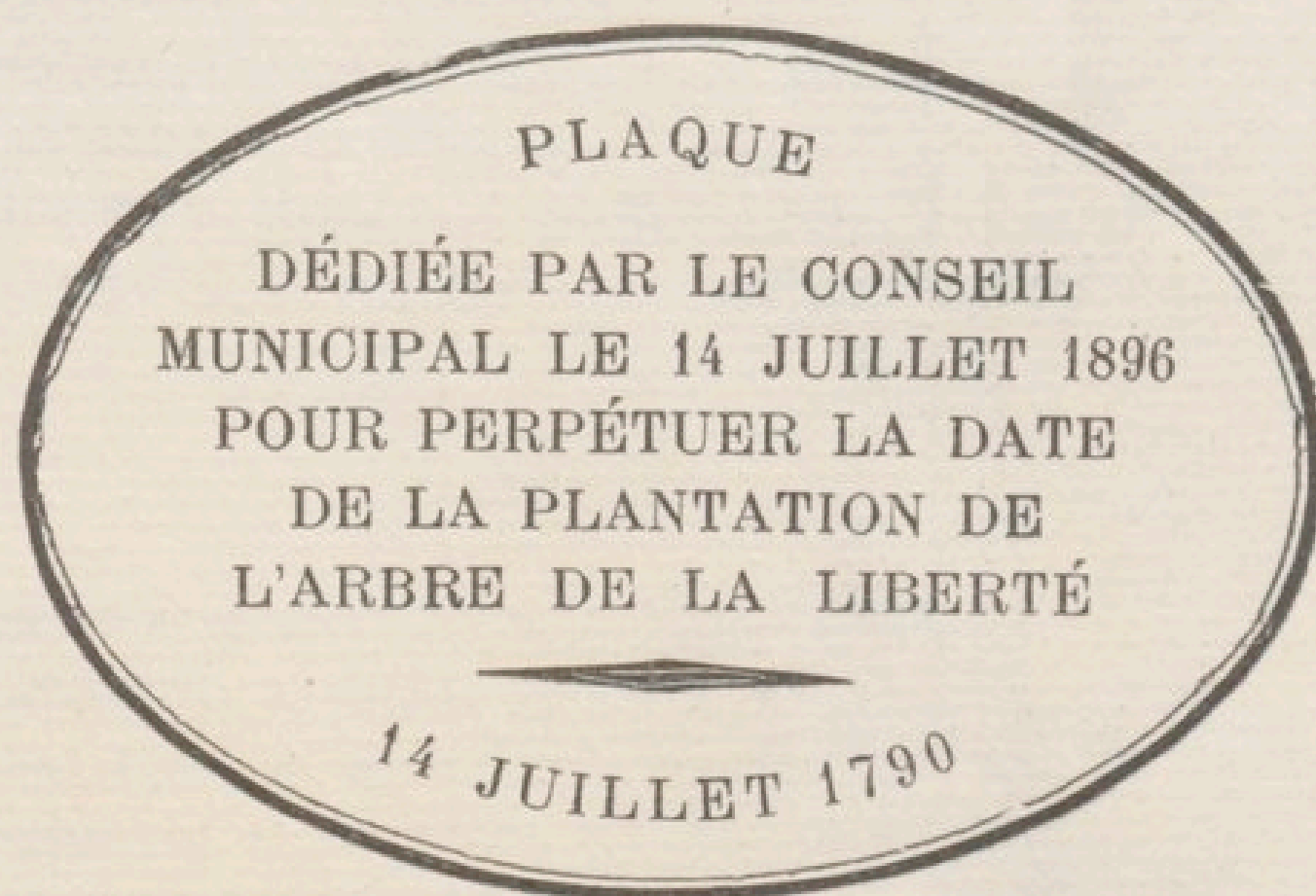
Il date de 1792 et, à ce titre, il mérite d'être surveillé et protégé par l'autorité municipale, car il doit être un des rares survivants de cette époque, ayant échappé aux investigations de la Restauration (1815-1830) et de Léon Faucher, ministre de l'intérieur (1848-1849), qui firent rechercher avec soin les arbres de la Liberté et donnèrent des ordres pour qu'ils fussent arrachés.



Cliché Braun.

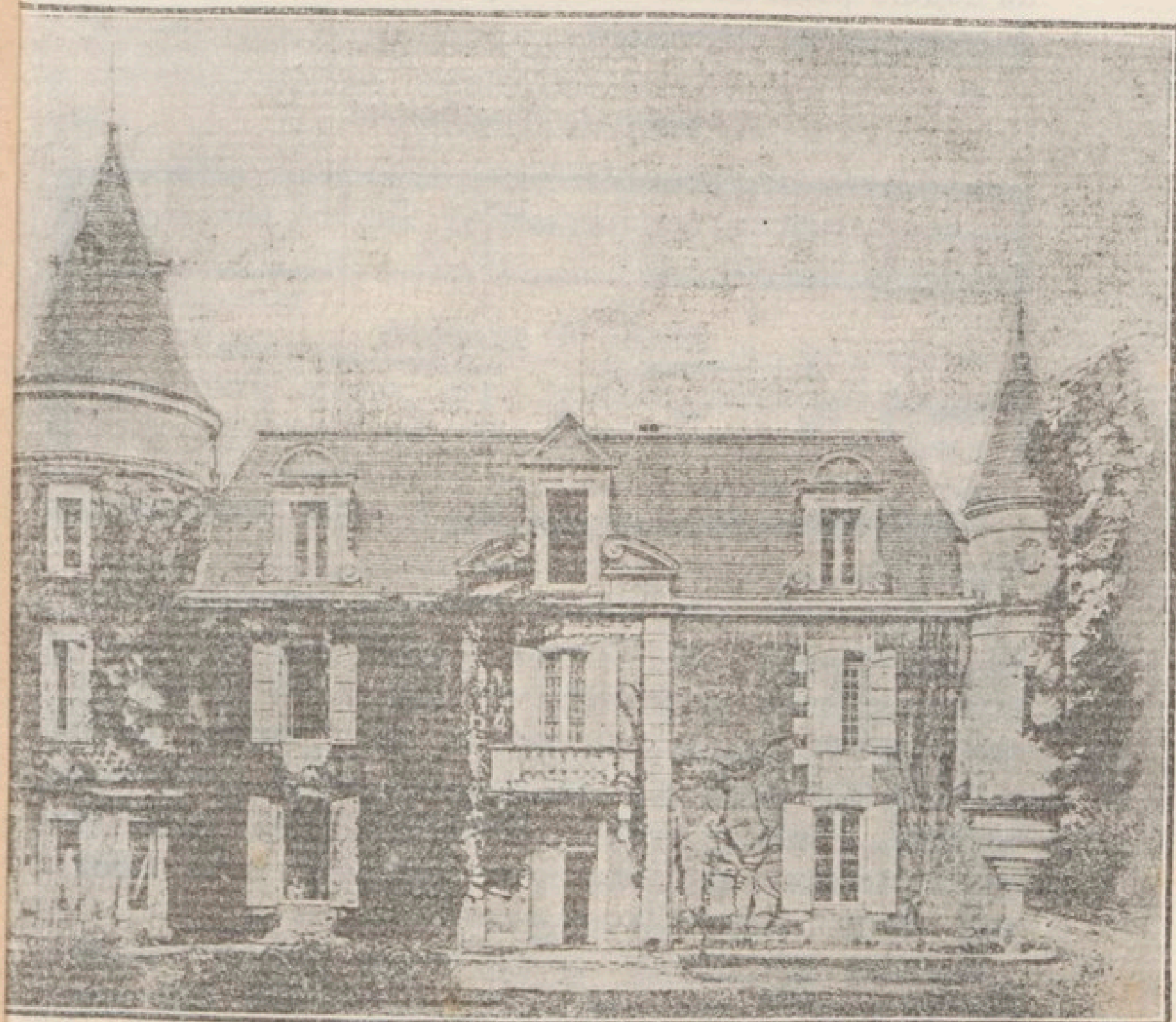
L'ARBRE DE LA LIBERTÉ.

En 1896, le conseil municipal y fit placer une plaque commémorative, portant l'inscription ci-dessous ;



Les villages.

Au sud, il y a **Orennes** avec ses carrières de sable ; **Les Maisonneuves**, petit hameau ; **La Sauveté**, gros village de près de 80 habitants ; **Crugence**, dans le marais, avec son usine malheureusement muette ; **Lorion**, séjour agréable, lieu de pêche et de chasse, arrosé d'eaux vives, entouré de mottes fertiles et qui possédait une chapelle autrefois ; à l'ouest, **Le Pérat**, protégé par des peupliers séculaires ; **Durand**, avec ses garennes et ses bois ; **Les Chapelles** sur la lisière des bois ; au nord, **Les Michauds**, site riant et ombragé avec ses arbres lierrus ; **Les Cinq Timbres**, carrières de silex ; **Les Juguets**, où il y avait un médecin autrefois, et dont le château fut probablement une petite seigneurie, car la propriété qui l'entoure était ceinte d'un fossé de deux mètres, encore bien apparent ; à l'est, **Chez les Lièvres**, pays de chasse, et **Les Arrivées**, petit village niché dans la verdure.



hé Ch. Colas et C^{ie}, Cognac.

CHATEAU DES JOGUETS

Le sol.

Le sol est formé de terrains crétacés ; il est fertile et assez profond et s'adapte, par conséquent, à toutes sortes de cultures.

Au point de vue agricole, il appartient, en majeure partie, à cette catégorie de terres dites varennnes ; cependant, on rencontre aussi quelques sables, des groies, de la banche, et dans le nord de la commune de riches carrières de silex.

Très morcelé il a une superficie de 1.470 hectares.

Le tableau ci-dessous en indique la répartition en 1911, au double point de vue de la superficie des propriétés et du nombre des exploitants.

Division de la propriété.

0 à 1 Ha	1 à 5 Ha	5 à 10 Ha	10 à 20 Ha	20 à 30 Ha	30 à 40 Ha	40 à 50 Ha
<i>Nombre des exploitants</i>						
278	114	50	27	6	3	1

L'exploitation du sol se pratique de trois manières différentes :

Il y a le faire-valoir direct, quand le propriétaire cultive sa propriété seul ou avec des domestiques ; le métayage, quand le propriétaire et celui qui cultive ont chacun la moitié des revenus ; dans ce cas, le maître fournit le sol et le cheptel, et le métayer son travail ; et enfin le fermage, quand un homme, fournissant bétail et instruments aratoires, exploite une propriété à sa guise et paye une redevance annuelle au propriétaire.

Dans les deux derniers cas, métayers, fermiers et propriétaires sont tenus à des engagements respectifs, mentionnés dans un bail, dont la durée est de 3, 5 ou 7 ans.

A Montpellier, c'est le faire-valoir direct qui est le plus en usage, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant :

Exploitation du sol.

FAIRE VALOIR DIRECT	MÉTAYAGE	FERMAGE
501	8	»

Quant aux terres louées, leur prix-courant de location est de 10 francs par journal (36 ares).

Faune et Flore.

Nous n'avons point ici de gros animaux sauvages. Il y a quelques années, cependant, un loup fut tué dans le pays.

Les hôtes habituels de nos bois sont : les renards, les putois, les fouines, les blaireaux, les belettes, quelques chats vivant à l'état sauvage, et, pour ravager nos cours d'eau, la loutre.

Les serpents que l'on rencontre sont : la couleuvre (vulgairement appelée *dard*) et plusieurs de ses variétés, dont la couleuvre à collier ; toutes sont non venimeuses et, par suite, inoffensives ; il y a aussi la couleuvre vipérine, la vipère, l'aspic, plus dangereux à cause leur venin.

Comme plantes, on trouve ; l'absinthe (*artemisia absinthium*), l'ache (*apium*), l'ajonc (*ulex europaeus*), l'anémone (*anemone pulsatilla*), l'angélique (*angelica silvestris*), l'arrête-bœuf (*ononis*), les bruyères (*erica*), le buis (*buxus sempervirens*), la grande ciguë (*conium maculatum*), la petite ciguë (*aethusa cynapium*), le chardon (*carduus*), la chélidoine (*chelidonia*), la douce-amère (*solanum dulcamara*), le genêt à balai (*sarothamnus scoparius*), le lierre terrestre (*hedera terrestris*), la lavande (*lavandula officinalis*), la menthe (*mentha sylvestris*), le myrte (*myrtus*), la morelle (*solanum*) la mélisse ou citronnelle (*melissa officinalis*), l'oseille (*rumex acetosa*), le pied d'alouette ou dauphinelle (*delphinium consolida*), la pâquerette (*bellis vivace*), le plantain (*plantago major*), le saigne-nez ou mille feuilles (*achillea millefolium*), la sanguenite (*artemisia maritima*), le sureau hièble (*sambucus ebulus*), la saponaire (*saponaria*), la sauge (*salvia sclarea*), le tussilage ou pas d'âne (*tussilago fanfara*), la valériane (*centranthus ruber*), la violette (*viola odorata*), la verveine (*verbena*), etc., etc.

Il y a aussi une quantité de plantes, auxquelles les habitants attribuent des propriétés médicinales, et qu'il faut cueillir à tel ou tel moment de l'année. Nous donnons, dans le tableau suivant, celles que nous avons pu nous procurer, en respectant scrupuleusement les croyances :

NOM VULGAIRE	NOM SCIENTIFIQUE	VERTUS	CUEILLETTE
Armoise.	<i>Artemisia vulgaris.</i>	Emménagogue.	Un peu avant d'être en fleurs.
Bouillon-blanc.	<i>Verbascum.</i>	Toux, migraine.	En fleurs.
Bourse à pasteur.	<i>Capsella bursa pastoris.</i>	Dépuratif.	En fleurs, se mélange avec feuilles de noyer, valériane et frêne mâle.
Capillaire.	<i>Adiantum capillus Veneris.</i>	Toux, fait cracher.	Au moment du besoin.
Camomille.	<i>Anthemis nobilis.</i>	Langueurs d'estomac, digestif.	Fleurs aux 3/4 ouvertes, se mélange avec d'autres mais en nombre impair.
Centauree.	<i>Centaurea.</i>	Tonique, amer, excite l'appétit.	En fleurs.
Chicorée sauvage.	<i>Cithorium intybus.</i>	Dépuratif.	En fleurs.
Fougère mâle.	<i>Polystichum filix mas.</i>	Faire coucher dessus les personnes faibles.	Mai et juin.
Guimauve.	<i>Althaea officinalis.</i>	Toux.	En fleurs.
Giron mâle (gouet).	<i>Arum italicum</i>	Racines contre hémorroïdes.	Septembre et octobre.
Herbe à la rate.	<i>Scolopendrium officinalis.</i>	Contre la rate gonflée.	Au moment du besoin.
Herbe de chancre (doradille).	<i>Ceterach officinarum Willd.</i>	Contre le chancre.	Au moment du besoin.
Marjolaine.	<i>Origanum vulgare.</i>	Toux.	Avant la Saint-Jean.
Millepertuis.	<i>Hypericum perforatum.</i>	Brûlures, coupures.	Le jour de la St-Jean avant soleil levé.
Mauve.	<i>Malva silvestris.</i>	Adoucissant, émollient.	En fleurs
Nénuphar.	<i>Nymphaea.</i>	Antiaphrodisiaque (1).	Recueillir la graine.
Ortie blanche.	<i>Urtica.</i>	Mal de gorge, leucorrhée.	En fleurs.
Ortie grande.	<i>Urtica dioica.</i>	Favorise la fécondation.	En graines.
Petit chène.	<i>Tanacetum chamaedrys.</i>	Emménagogue.	En fleurs.
Pierre-pierre (parietaire).	<i>Parietaria officinalis.</i>	Diurétique.	Au moment du besoin.
Reine des prés.	<i>Spirea ulmaria.</i>	Mal d'estomac.	En fleurs.
Sureau.	<i>Sambucus nigra.</i>	Sudorifique, émollient.	Entre la Saint-Jean et la Saint-Pierre.
Scabieuse.	<i>Scabiosa.</i>	Dépuratif.	En fleurs.
Serpolet.	<i>Thymus serpyllum.</i>	Toux, digestif.	En fleurs.
Thé vert.	<i>Chenopodium ambrosioides. L.</i>	Dépuratif.	En fleurs.
Thé des bois (grémil bleu).	<i>Lithospermum purpureo-ceruleum. L.</i>	Digestif.	En fleurs.
Troëne (la peau).	<i>Ligustrum</i>	Gargarisme.	Au moment du besoin.
Violette.	<i>Viola odorata.</i>	Toux.	En fleurs.

Toutes ces plantes doivent sécher à l'ombre.

(1) Le sang d'anguille a, dit-on, la même vertu ; d'autres prétendent qu'il combat l'ivrognerie.

Bois.

Les bois, situés surtout à l'ouest et au nord de la commune, occupent une assez vaste étendue de territoire ; ils ont pour essence dominante le chêne. On y trouve aussi des hêtres, des frênes, des pibles, des charmes, des taillis de châtaigniers, dont le bois travaillé par les *frétiers* sert à faire des cercles de barriques, des manches de pelles, des râdeaux, etc.

Comme champignons citons : les cèpes, les oronges, les chanterelles ou fesiques, les morilles, les carnioles, les brunettes, les clauneaux, les barbes, tous comestibles, recherchés et consommés. A noter encore une certaine quantité de champignons vénéneux ou tout au moins de suspects et auxquels on ne touche pas.

Hydrographie.

Comme hydrographie, la commune de Montpellier est pauvre ; elle ne possède que le petit cours d'eau de Loriou, alimenté par les superbes fontaines de Grand Font, et dont la végétation aquatique nourrit une certaine quantité de brochets et d'anguilles pour le plus grand plaisir des passionnés de la pêche ; il a pour affluent le petit ruisseau de la Boissonnerie, quelquefois à sec pendant l'été.

Du côté midi et sur une certaine étendue, Montpellier est arrosé par le canal de la Seudre qui lui sert de limite avec les communes de Saint-André-de-Lidon et de Thaims.

Administration.

Au point de vue administratif, Montpellier dépend de la sous-préfecture, du tribunal, du bureau de recrutement et de l'inspection primaire de Saintes ; du canton, de la justice de paix, de la brigade de gendarmerie, du doyen-né et du timbre et domaine de Gémozac ; de la perception de Tesson ; du bureau de poste et des contributions

indirectes de Saint-André-de-Lidon (1), des ponts et chaussées de Saujon ; du consistoire de Cozes ; des mines et carrières de Bordeaux et de l'inscription maritime de Royan.

Autrefois

D'après l'aveu de 1659, Montpellier faisait autrefois partie « de la baronnie et chastellenie de Cozes en Xaintonge, relevant du roy à cause de son chasteau de Xaintes au debvoir d'un long espervier apprétié à demy escu sol, à muance de seigneur, consistant en ung chasteau, haulte, moyenne et basse justice, debvoir de guet, bians, courvées, droicts de fours et de moulins baniers, fuye, garrennes, droicts de moutonnage et de capitainage sur toutes les parroisses de ladite chastellenie, dixme de bled et de vin, droict de banc à vin durant six sepmaines en toutes lesdites paroisses, droicts de sceaulx et de contracts, créer notaires, poids et mesures, minage, billette, plassage, ventes, péages, passages, marchez, huict foires par an, boucheries, ports, naufrages, pescheries dans l'étendue de la chastellenie, sans qu'aultres y puisse pescher et généralement tous aultres droicts de baron et chastellain confinant depuis
 «
 « et delà le long du grand chemin qui va à Monpeslier et de là à Pisany et à Thézac
 « et y a en ladite chastellenie et baronie les bourgs et paroisses de Cozes
 « Monpeslier et plusieurs
 « fiefs qui sont tous de la dite baronnie et chastellenie
 « et vault par an la dite
 « baronnie et chastellenie environ cinq mil livres de
 « revenu » (2).

Ajoutons que Montpellier a appartenu au canton de Cozes jusqu'en 1806, époque à laquelle il a été rattaché à Gémozac.

(1) La recette buraliste a été créée dans la commune en 1851.

(2) *Archives de la Saintonge et de l'Aunis*, 1876, page 403.

II

LA POPULATION

Vers quelle époque l'homme a-t-il fait son apparition dans la localité ?

C'est une question à laquelle nous n'avons pas la prétention de répondre, d'autant plus qu'à Montpellier il n'y a point de station préhistorique. On trouve cependant ceci, delà, quelques silex taillés ou polis, des flèches, des pointes, des haches, qui témoigneraient de la présence de l'homme à l'époque où il n'avait encore que ces armes et outils à sa disposition.

Puis les grandes invasions barbares sont venues ; les peuples primitifs ont été chassés et remplacés par d'autres, jusqu'au jour où les Gallo-Romains s'établirent définitivement dans le pays. C'est de ces derniers que descend toute la population de la Saintonge.

**

D'après le recensement de 1911, la population de la commune comprend 628 habitants et 210 ménages ou feux, ce qui fait une moyenne de 3 personnes par feu.

Or, en 1705, la paroisse de Montpellier comptait 180 feux et si, pour ne rien exagérer, pour rester même au-dessous de la réalité, nous estimons qu'il y avait 4 personnes par feu, cela nous donne une population de 720 habitants.

Et en prenant la même base pour les années qui vont suivre, nous avons :

1706 — 190 feux et 760 habitants.

1710 — 258 feux et 1032 habitants.

Dans son *Dictionnaire géographique*, l'abbé Expilly donne en 1770, 245 feux pour le bourg de Montpellier, ce qui, d'après notre base, aurait fait une population de 980 habitants.

Lorsque la Révolution éclata en 1789, le bourg comptait 220 feux et par conséquent 880 habitants.

**

Les registres de l'état civil coûtaient en 1706, trois livres et dix sols.

En 1710, la somme à payer pour les registres de l'état civil se décomposait ainsi :

Pour le greffier	13 livres
Pour le contrôleur	6 livres dix sols
Pour l'ancien contrôleur . .	6 livres dix sols
Pour papier des registres . .	1 livre deux sols

Total de la dépense : 27 livres deux sols

Actuellement ces mêmes registres coûtent 45 fr. par an.

Professions

Au point de vue professionnel, les 628 habitants de la commune de Montpellier se décomposent ainsi :

Cultivateurs	197	Bouchers	2
Ménagères	186	Boulangers	2
Sans profession	164	Cantonniers	2
Domestiques (femmes) . .	17	Marchands de bétail . .	2
Couturières	7	Meuniers	2
Maçons	6	Cafetier	1
Charretiers	5	Charron	1
Forgerons	4	Chiffonnier	1
Tonneliers	4	Curé	1
Scieurs de Long	4	Garde champêtre	1
Charpentiers	3	Instituteur	1
Cordonniers	3	Institutrice	1
Cordiers	3	Marchand de bois	1
Épiciers	3	Rentier	1
Lingères	3		

Sexe

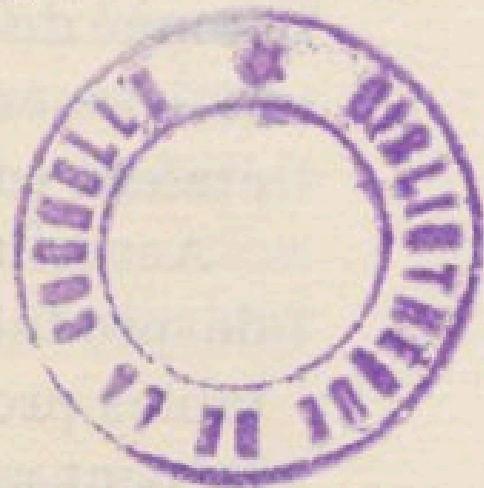
Masculin	318
Féminin	310

État civil

Mariés	312
Célibataires	253
Veufs	61
Divorcés	2

Densité de la population

43 habitants par kilomètre carré



Hygiène.

Peu à peu les règles de l'hygiène pénètrent nos mœurs campagnardes; et les diverses influences provenant des milieux dans lesquels l'homme évolue sont mieux appréciées.

C'est ainsi que la propreté va prédominant de plus en plus; le régime alimentaire s'améliore de jour en jour; l'eau, principal véhicule de bien des maladies, est employée avec plus de circonspection; les fumiers sont placés de manière à ne pas contaminer les puits et quantité d'ustensiles de cuisine malsains disparaissent peu à peu.

Dans les maladies, de nombreuses mesures prophylactiques sont prises.

Les conseils du médecin sont écoutés avec déférence, si ce n'est sous le rapport de l'enfance, où il y a encore beaucoup à faire.

Disons enfin que la stabulation est aussi en progrès et que les animaux sont mieux logés qu'autrefois.

Alimentation.

Si le régime alimentaire de nos grands-pères n'était point aussi varié que le nôtre, il était aussi bien plus sain.

Du pain de méture, de la bouillie de maïs, les légumes du jardin, le lait de la vache ou de la chèvre, les produits de basse-cour et la viande du porc, voilà quel était leur menu.

Si nous ajoutons qu'ils avaient du vin d'où étaient exclus le soufre et le sulfate de cuivre, l'on ne sera plus étonné de la robustesse de leur tempérament et de leur résistance aux maladies qui nous assaillent et qui leur étaient inconnues.

Actuellement, la campagne, comme la ville, est inondée de produits manufacturés, conserves et denrées, véritables produits chimiques qui délabrent nos estomacs et ruinent nos santés.

Vêtements.

Nos vieillards, qui ne subissaient pas comme nous les caprices de la mode, trouvaient aux villages tous les éléments nécessaires à leur toilette. Non seulement la laine de leurs moutons leur fournissait bas, chaussettes et gilets, mais encore une étoffe appelée *cadis* et qui servait à confectionner les habillements d'hiver ; quant aux costumes d'été, ils étaient pris dans la pièce de toile du tisserand.

Il y avait aussi une étoffe appelée *dreuillet* et avec laquelle on faisait des robes.

Aujourd'hui le contact des villes a amené toute une transformation : les vêtements de *cadis* ont été remplacés par des étoffes plus nouvelles avec une coupe plus seyante ; les jolis bonnets de nos paysannes ont fait place à des chapeaux multiformes et la chaussure fine a fait disparaître les souliers ferrés d'autrefois.

Il est cependant un long manteau de drap noir, à capuchon et appelé *cape*, que les femmes portent encore

aux champs, l'hiver, pendant le deuil, aux enterrements et aux services funèbres et qui résiste aux assauts de la mode.

Citons aussi le *devanteau* (tablier) et la *kisnotte* (coiffure d'été).

Eclairage.

Pour s'éclairer, nos ancêtres avaient une lampe à huile appelée *chareuil* ou *chaleuil*, mais plus souvent des chandelles de résine faites par la ménagère et supportées par une *youbé* placée dans la cheminée.

Cependant on se servait aussi de chandelles de suif faites avec le suif des moutons tués pendant les vendanges. Mais, vu leur petit nombre, on ne les employait que le plus rarement possible, pour que la provision dure longtemps, afin d'en acheter peu, car elles coûtaient de 1 fr. à 1 fr. 20 la livre.

Tout cela a disparu pour faire place à nos actuels moyens d'éclairage, plus dispendieux il est vrai, mais combien plus propres et plus éclairants !

Émigration et Immigration.

Ces mouvements de la population sont plus importants qu'on ne se l'imagine tout d'abord. Sans doute, ils procèdent lentement, par petites quantités, ne portent que sur quelques sujets, chaque année ; mais, à la longue, ils absorbent toute une agglomération de gens et finissent par modifier profondément la population d'une localité.

Du moins, c'est ce qui se passe à Montpellier, où nous pouvons dire que, tous les 50 ans environ, plus des trois quarts de la population sont changés.

Un cas de longévité.

Mercier Rose, née à Montpellier le 6 mars 1810, y est décédée le 13 mars 1908, à l'âge de 98 ans et 7 jours.

Années de grande mortalité.

1779

Année signalée par le curé Bertry (Voir *Registres paroissiaux*).

58 décès : 27 hommes, 31 femmes.

Mois de septembre : 13 décès, dont 8 enfants de moins de cinq ans.

Mois d'octobre : 16 décès, dont 11 enfants de moins de cinq ans.

1785

40 décès : 23 hommes, 17 femmes.

Les décès portent surtout sur les enfants de moins d'un an : 13 décès, et sur les personnes de 60 à 80 ans : 10 décès.

1800

30 décès : 20 hommes, 10 femmes.

Fructidor : 14 décès.

Personnes de 60 à 80 ans : 12 décès.

1805

36 décès : 15 hommes, 21 femmes.

Pas de mois chargés.

Personnes de 60 à 80 ans : 12 décès.

Etude comparative.

Période quinquennale.

1676-1677-1678-1679-1680.

Naissances, 115.

Mariages, 24.

Décès, 85.

Moyenne de la vie : 28 ans.

Période quinquennale.

1876-1877-1878-1879-1880.

Naissances, 87.

Mariages, 27.

Décès, 79.

Moyenne de la vie : 47 ans.

Période quinquennale.

1806-1807-1808-1809-1810.

Naissances, 127.

Mariages, 30.

Décès, 85.

Moyenne de la vie : 36 ans.

Période quinquennale.

1906-1907-1908-1909-1910.

Naissances, 33.

Mariages, 26.

Décès, 49.

Moyenne de la vie : 58 ans.

LES MŒURS

Si les habitants de Montpellier se font surtout remarquer par leur tenacité au travail, leur économie et leur amour de la famille, il faut aussi dire qu'étant d'un tempérament gai et enjoué, ils aiment les fêtes dont les principales sont : les fêtes du Carnaval avec ses bals masqués et ses déguisements grotesques, ses calvacades bizarres et ses réunions familiales bruyantes où l'on fait force crêpes, merveilles, beignets, etc. ; les plantations des mais (1) aux portes des jeunes filles (rares) ; les feux de la Saint-Jean avec ses rondes populaires et enfin les réjouissances de la moisson et de la vendange.

Pendant que le feu de la Saint-Jean brûle (le feu nouveau comme on dit), la jeunesse, timidement d'abord, forme une ronde ; puis, l'exemple étant contagieux, jeunes et vieux se donnent la main et répètent en chœur ce rondeau bien saintongeais :

Arrangé par O. Rousset.



(1) Ici, on ne plante pas d'arbres à la porte du maire et de l'adjoint comme cela a lieu dans quelques localités de l'arrondissement de Barbezieux (Charente).

Quand j'étais chez mon père } *bis*
Youp lou la larira
J'allis aux champs aux gorets
Youp lou la larirette au gué
Tra la la, tra la la
La la la !

En passant par la grand'lande } *bis*
Youp lou la larira
Mes gorets s'sont écartés
Youp lou la larirette au gué
Tra la la, tra la la
La la la !

Au son de ma cornemuse } *bis*
Youp lou la larira
Mes gorets s'sont rassembiés
Youp lou la larirette au gué
Tra la la, tra la la
La la la !

Y se sont pris par la patte } *bis*
Youp lou la larira
Et se sont mis à danser
Youp lou la larirette au gué
Tra la la, tra la la
La la la !

O ya rin que nout' veill' treue mère } *bis*
Youp lou la larira
Qui n'a pas voulu danser
Youp lou la larirette au gué
Tra la la, tra la la
La la la !

Nout' grous goret s'approcha d'elle } *bis*
Youp lou la larira
Ma mie voulez-vous danser
Youp lou la larirette au gué
Tra la la, tra la la
La la la !

Y mit sa quoue en trompette } *bis*
 Youp lou la larira }
 Et z'y poussit un grous p...
 Youp lou la larirette au gué
 Tra la la, tra la la
 La la la !

★★

Pour la moisson, c'est surtout quand on bat le blé que l'on fête.

Quand on arrive à la dernière gerbe à mettre sur la machine (1), personne ne peut la soulever. Les uns après les autres on essaye mais on retombe bientôt sous le fardeau en déclarant qu'elle est trop lourde et que l'on ne peut pas.

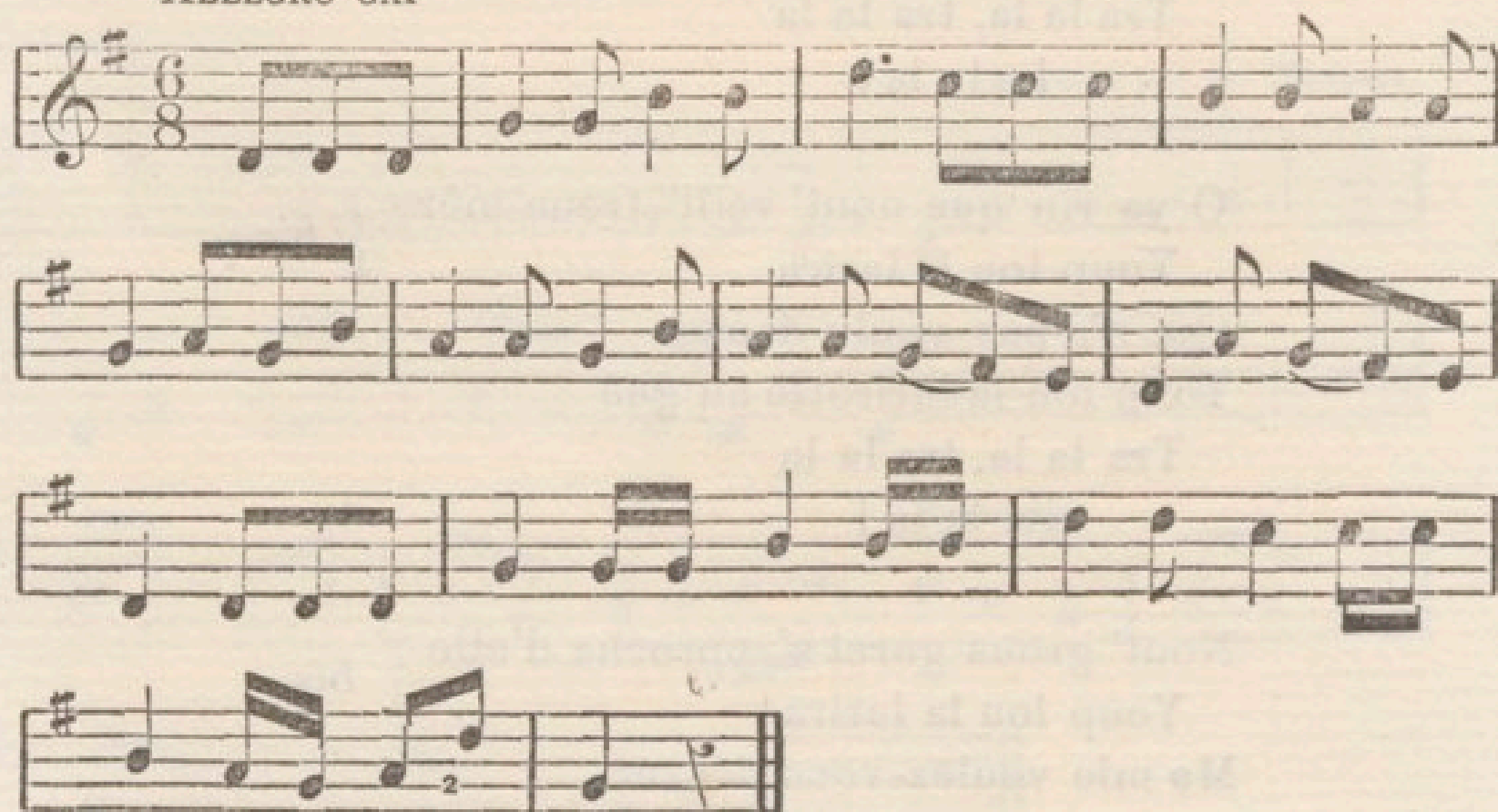
Mais voilà le maître de la maison qui arrive avec une marie-jeanne et des verres...

Chacun boit un coup ; la gerbe, devenue légère, vole sur la machine et le travail s'achève.

Au repas qui termine, plus d'un bon vin coule, les conversations sont animées, les chants se succèdent et l'on ne se sépare pas sans danser « *Le Cabinet* » dont voici l'air et les paroles avec quelques retouches :

ALLEGRO GAI

Arrangé par O. Roussel.



(1) Autrefois on battait au *clas* (fléau). C'est disparu pour le blé et l'avoine. Cependant on bat encore au *clas*, les pois, la pâture (jarosse).

Derrière chez nous, il y a un petit bois (*bis*)
Où l'on y cueille plus de cinq cents noix.
 Dans le cabinet, (*bis*)
Dans le cabinet de mon cousin, de ma cousine,
Dans le cabinet de mon cousin Joseph.

Où l'on y cueille plus de cinq cents noix. (*bis*)
J'en cueillis deux, j'en mangeai trois.
 Dans le cabinet, (*bis*)
Dans le cabinet, etc.

J'en cueillis deux, j'en mangeai trois ; (*bis*)
J'en fus malade pendant neuf mois.
 Dans le cabinet, (*bis*)
Dans le cabinet, etc.

J'en fus malade pendant neuf mois ; (*bis*)
Tous les médecins venaient m'y voir
 Dans le cabinet, (*bis*)
Dans le cabinet, etc.

Tous les médecins venaient m'y voir, (*bis*)
Mais mon amant n'y venait pas
 Dans le cabinet (*bis*)
Dans le cabinet, etc.

Mais mon amant n'y venait pas ; (*bis*)
Puis un beau jour il s'y trouva
 Dans le cabinet (*bis*)
Dans le cabinet, etc.

Puis un beau jour il s'y trouva ; (*bis*)
Sa seule présence guérit mon mal
 Dans le cabinet (*bis*)
Dans le cabinet, etc.

Sa seule présence guérit mon mal, (*bis*)
Et je retournai dans le petit bois,
 Dans le cabinet, (*bis*)
Dans le cabinet, etc.

Et je retournai dans le petit bois (*bis*)

Pour aller cueillir d'autres noix

Dans le cabinet, (*bis*)

Dans le cabinet, etc.

Cette chanson se chante en chœur et en formant une ronde. Mais quand on arrive au mot *Joseph*, il faut que chacun soit immobile, fixe, talons réunis. Celui qui n'arrive pas à la cadence ou qui fait un pas d'écart est condamné à boire un coup.

★★

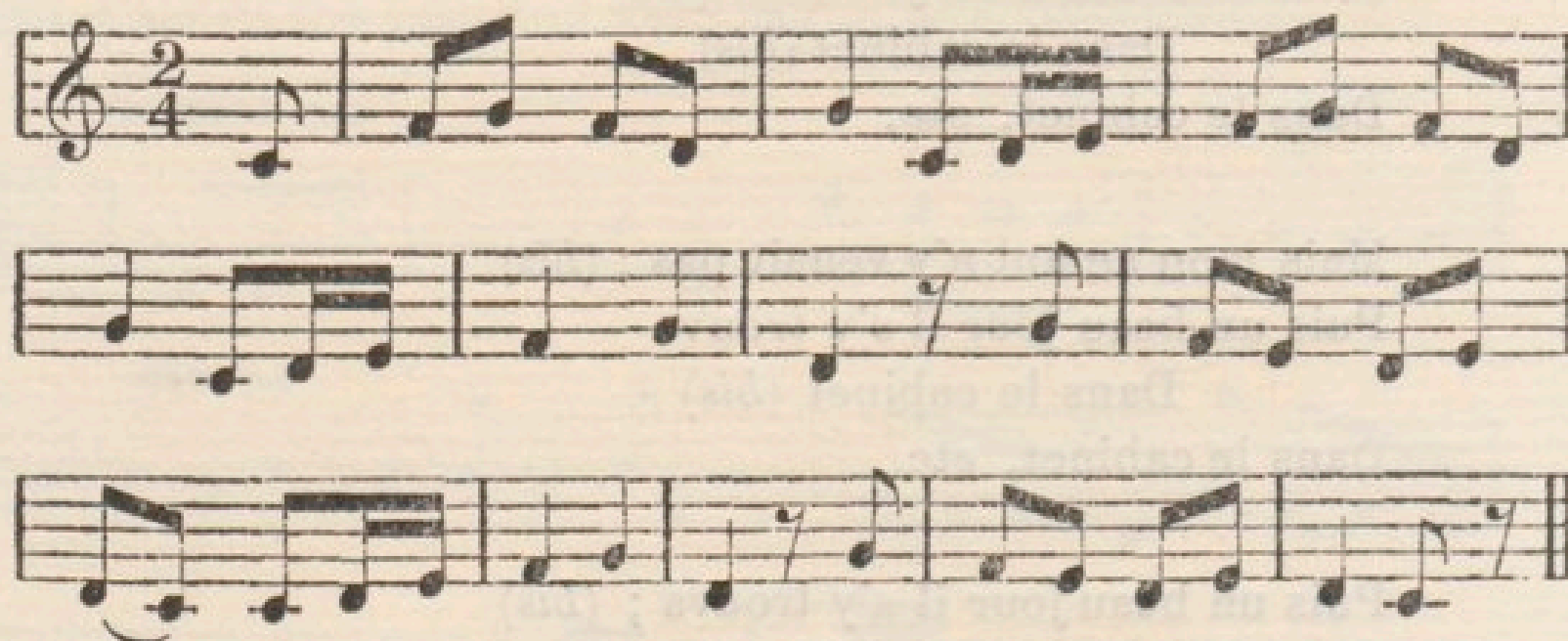
Mais ce qui marque surtout l'expansion de la joie la plus vive, ce sont les vendanges.

Le départ pour la vigne a ordinairement lieu en charrettes. Le chemin se fait alors au milieu de cris de joie, de plaisanteries, de quolibets décochés à l'adresse de tous ceux que l'on rencontre.

Si la route se fait à pied, c'est par groupes compacts et en chantant cette marche :

M^e DE MARCHE

Arrangé par O. Rousset.



Aux Brandes (1) nous allons
 Les vigneron sont bons garçons !
 Les vigneron sont bons,
 Mignonnette ma mie,
 Les vigneron sont bons
 Pour vendanger les vignes.

(1) Ou bien : Chez Chauvin.... Aux Tonnelles....

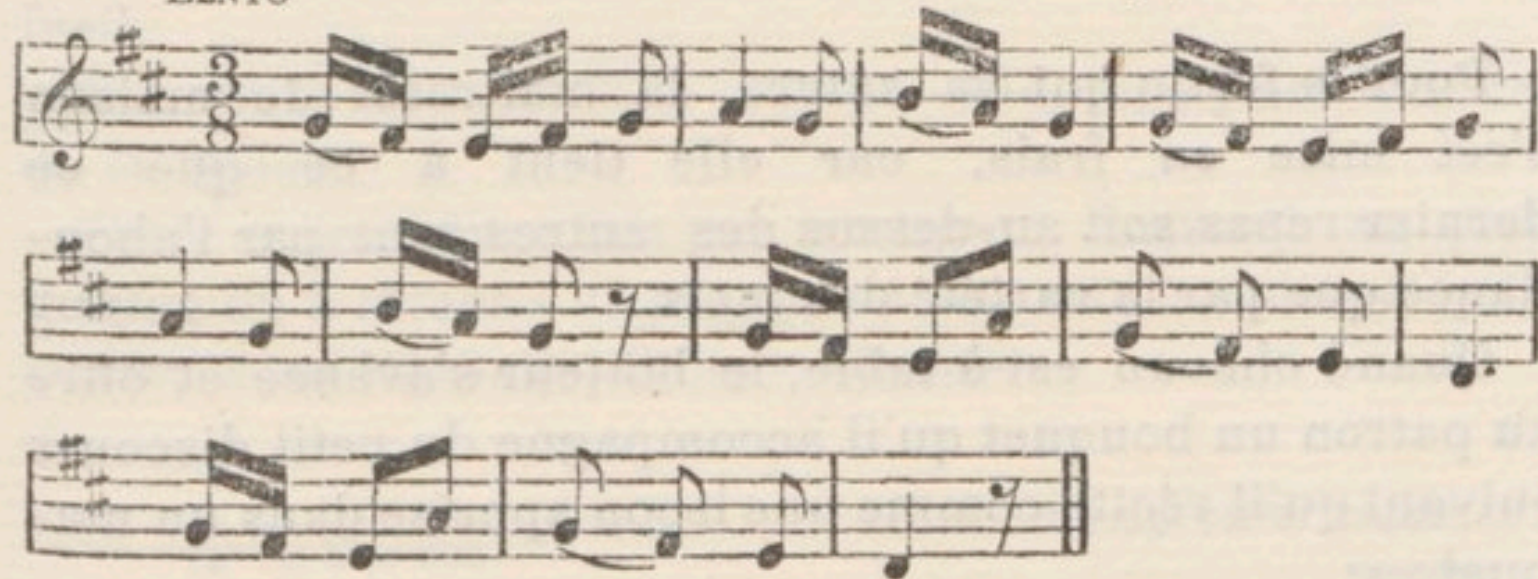
Dans les vignes, la même gaieté règne et les plus moroses eux-mêmes sont obligés de se dérider.

Chacun surveille scrupuleusement son travail et un peu celui de la jeune fille d'à côté car si un raisin lui échappe, oh ! alors, tant pis pour la coupable ! Elle est impitoyablement, mais amicalement débarbouillée avec une graine du raisin oublié et puis ensuite... embrassée.

Les vendanges terminées on mange l'oie comme on dit. Ce jour-là, les vendangeurs reviennent des vignes avec un bouquet enrubanné que l'on mettra à la fenêtre du chai ; et grimpés sur des charrettes, ils chantent :

LENTO

Arrangé par O. Rousset.



En m'envenant de la foire,
Et dondon ma dondaine !
De la foire à Saint-Roman
Les rubans volant au vent !

J'ai rencontré une bergère,
Et dondon ma dondaine !
Qui gardait ses moutons blancs,
Les rubans volant au vent !

Je lui demandai la belle,
Et dondon ma dondaine !
Combien gagnez-vous par an ?
Les rubans volant au vent !

Je ne gagne pas grand'chose,
Et dondon ma dondaine !
Je ne gagne que deux cents francs
Les rubans volant au vent !

Venez avec moi la belle,
Et dondon ma dondaine !
Vous en gagnerez autant,
Les rubans volant au vent !

Vous n'aurez qu'un lit à faire,
Et dondon ma dondaine !
La couchette au petit Jean
Les rubans volant au vent !

Vous coucherez avec ma mère,
Et dondon ma dondaine !
Et avec moi le plus souvent,
Les rubans volant au vent !

Pour le festin qui va suivre, la maîtresse de maison s'est mise en frais, car elle tient à ce que ce dernier repas soit au-dessus des autres tant par l'abondance que par la variété des mets.

Quand chacun est à table, le hotteur s'avance et offre au patron un bouquet qu'il accompagne du petit discours suivant qu'il récite comme une leçon apprise dans un manuel.

Je vous présente ce bouquet,
Qui n'est ni beau ni bien fait ;
Il n'est pas si beau que vous le méritez,
Je vous prie de m'excuser.

Cette petite cérémonie faite, le repas commence, les langues se délient et on se sépare fort avant dans la nuit en se donnant rendez-vous pour l'année prochaine, mais non sans que les chanteurs aient été mis à contribution.

Quelquefois même un bal de vendange clôture.

★★

Les noces sont l'occasion d'agapes fraternelles, où, pendant plusieurs jours, les amusements et les chants se succèdent sans interruption.

La mariée est toujours précédée d'un musicien, qui joue ses marches les plus entraînantes, pendant que le cortège se déroule dans les rues du village.

C'est un honneur pour elle que de tirer des coups de fusil sur son passage, quand elle se rend à la mairie et à l'église.

Avant de se séparer, on monte la couronne. Alors, au haut d'une longue perche, qu'on est allé couper dans les bois avec le musicien, et qu'on place à la tête d'un arbre peu éloigné de la maison ou à l'un des angles de la maison elle-même, on attache une couronne et une bouteille, vide ou pleine, que le marié devra briser d'un coup de fusil.

Si c'est la dernière fille de la famille, on y joint le balai de la maison.

Cette opération se fait par un invité, travesti, au pied duquel on a attaché une longue corde. Et à mesure qu'il s'élève dans l'échelle, la noce chante :

M^e DE MARCHE

Arrangé par O. Rousset.



Mon père a fait bâtir château,
La monterons-nous la couronne en haut ?

Dondaine ! dondaine !

La monterons-nous la couronne en haut ?

La monterons-nous

Sans boire un coup ?

Celui qui monte la couronne boit un coup, s'élève d'un degré dans l'échelle, et le chant continue :

Encore un échelon plus haut,
La monterons-nous la couronne en haut ?
Dondaine ! dondaine !
. etc.

Et l'on ne s'arrête que quand la couronne est montée. C'est alors que le marié doit briser la bouteille d'un coup de fusil. Il tire ordinairement deux coups, car le premier est chargé à blanc.

★★

Il y a quelque quinze ans, il était d'usage d'aller porter la couronne à la mariée, la veille de la noce, au soir.

Cette couronne, encadrée de quatre chandelles allumées, était placée sur un *boyard* (brancard), soutenu par deux filles et deux garçons. Toute la jeunesse suivait.

Cette habitude est, aujourd'hui, tombée en désuétude.

★★

Quand une personne se marie avec un veuf ou une veuve, il est encore d'usage d'aller la *corner*, comme on dit. Alors, avec des instruments bizarres : arrosoirs, casseroles, sifflets, etc., on fait, chaque soir et quelques jours avant le mariage, une cacophonie épouvantable, devant la demeure de cette personne.

Ce tapage cesse quand le *corné* a payé une bombance aux *corneurs*.

C'est le *charivari*.

★★

Parlerai-je enfin de la fête de Noël qui, chaque année, ramène sous le toit paternel les enfants et quelques parents éloignés ?

A cette occasion, on met la bûche de Noël, dont quelques familles ont encore conservé la vieille tradition. Avec un quasi respect, toute la maisonnée va la chercher pour la mettre au feu, et il faudra que, sans s'éteindre, elle dure jusqu'au premier de l'an. C'est de bon augure.

Heureuse tradition !

La foire se tient le deuxième mercredi de chaque mois, et les frairies ont lieu : l'une, le premier dimanche de juin ; l'autre, le dernier dimanche d'août.

Ces jours-là, on reçoit de nombreux amis ; car si les Montpelliérains éprouvent toujours du plaisir à rencontrer de vieilles connaissances, ce plaisir est doublé quand ils les reçoivent chez eux.

Toute l'après-midi et une bonne partie de la nuit, il y a bal. La jeunesse évolue alors dans les valses, quadrilles, polkas et danses diverses et nouvelles.

Mais ce que dansaient surtout nos grands-pères, c'était le bal dont mainte vieille femme murmure encore l'air et les paroles à ses petits enfants, et que voici :

♩ ANIMÉ Arrangé par O. Roussel.

Aux abords de Marennes
J'ai perdu mes bas, ma mère !
Aux abords de Marennes
J'ai perdu mes bas.

Et mes jarretières étout
J'ai tout quitté là-bas, ma mère !
Et mes jarretières étout,
J'ai tout quitté là-bas !

Pour terminer, disons que, pour les enterrements, il est d'usage de payer un repas aux porteurs, chez les restaurateurs du bourg, et que la passion de la foire fait perdre plus d'une belle journée, qu'on regrette plus tard.

IV

LE LANGAGE — L'INSTRUCTION

Le langage est, grâce à la diffusion de l'enseignement primaire, un français plus ou moins pur, mais bien compréhensible.

Il existe cependant un vieux parler séculaire, employé couramment par les habitants et qui, sous l'influence de l'école, des relations commerciales, de la presse et de nos actuels moyens de communication, s'efface peu à peu devant le français qui cependant, dans cette usurpation toute pacifique, ne peut même pas se prévaloir du droit d'aïnesse.

Encore quelques années et ce parler aura vécu ou sera déformé !

Pour qui ne regarde que le côté politique et social, ce sera un grand bienfait sans doute ; mais pour le pittoresque de la vie, lorsque tous les idiomes français auront disparu, la perte sera irréparable.

L'idiome en usage ici est le parler saintongeais. Sans harmonie, plutôt lourd, il prend pourtant un certain cachet d'originalité et de gaieté dans la bouche d'un joyeux conteur en veillée, ou quand on s'assemble le soir pour casser des noix qui fourniront la provision d'huile de la famille.

Si les gens de la localité en font le fond de leur conversation ordinaire, et n'éprouvent aucun embarras à le causer et à le saisir, il n'en est pas moins vrai qu'il est assez difficile à prononcer et encore plus difficile à lire et à

écrire. Il est même la syllabe *thieu* qui est improprement rendue par la plume.

Certaines expressions locales d'ailleurs perdraient de leur saveur à être traduites. C'est ainsi que l'on dit : *ola basit* (cette chose a fondu, disparu) ; *le pessos me gueurl'* (l'estomac me lève) ; *s'archinder* (se préparer, s'habiller) ; *ébrener* (étendre, écraser) ; *promeloge* (précocité).

L'accent local n'a aucune ressemblance avec les accents voisins. Il se manifeste par un prolongement traînard de la dernière ou de l'avant-dernière syllabe et toujours précédée d'un *é* fermé : *miséère, enféant*.

**

L'instruction est donnée par un instituteur et une institutrice laïques.

Les registres paroissiaux de 1721 signalent un nommé Jean Marchand comme « instructeur de la jeunesse de ce bourg. »

Depuis la loi Guizot (1833), les instituteurs qui se sont succédé dans la commune sont :

Instituteurs

Bouchet.	1833-1840
Métivier.	1840-1846
Poitevin.	1846-1856
Lucas	1856-1878
Eugé.	1878-1884
Robin	1884-1900
Charron.	1900-

Institutrices

La première école publique de filles a été créée vers 1857. Elle a eu pour directrice M^{lle} de Sersé qui dirigeait déjà une école libre à la Sauveté.

Jusqu'en 1882, l'enseignement fut donné par des congréganistes, et les institutrices religieuses ayant successivement exercé sont :

Sœur Saint-Paul	1857-1874
Sœur Ursule	1874-1878
Sœur Clément	1878-1879
Sœur Magloire	1879-1882

En 1882, l'école fut laicisée et eut, à partir de cette époque :

M ^{lles} Pilon.	1882-1883
Fenioux.	1883-1884
M ^{mes} Robin	1884-1900
Charron.	1900-

V

PRODUITS — INDUSTRIE COMMERCE

La fertilité du sol de la commune de Montpellier le rend, avons-nous dit, apte à toutes les cultures. Aussi la population, essentiellement agricole, cultive-t-elle le blé, l'avoine, le seigle, l'orge, le maïs, toutes les céréales en un mot.

D'ailleurs, une sélection soignée des graines de semences, des assolements intelligents et l'usage des engrais chimiques donnent de bons rendements.

La vigne y tient également une large place et la renommée des vins blancs de Montpellier, crûs des **Joguets** et des **Cinq Timbres**, n'est plus à faire. Ce vin est ordinairement, soit distillé à la propriété, soit vendu à des négociants pour faire des eaux-de-vie dites à bouquet et connues dans tout le monde entier sous le nom de *Cognacs*.

Quant au vin rouge, de bonne qualité lui aussi, il se consomme sur place et est rarement exporté.

L'art de la vinification, qui permet de rendre passables des produits médiocres, pénètre peu à peu dans les mœurs des habitants. Beaucoup de vigneronns ont compris que si la nature du sol est un facteur important et qui influe considérablement sur la finesse d'un produit, le goût et les soins qui doivent présider à la transformation de ce produit ne sont pas moins importants. Aussi la cueillette

des raisins se fait-elle d'une manière mieux entendue et les fûts vinaires sont-ils, en général, biens soignés.

Une essence de bois, connue au loin sous le nom de bois de Saintonge et dans le pays sous le nom d'*ormeaux forts* ou *tortillards*, est très répandue et très recherchée par le charonnage pour faire des moyeux.

Les prix, très élevés, excitent un peu la convoitise des habitants qui, oubliant toute prudence, font de véritables hécatombes de ces arbres.

Il serait plus sage, croyons-nous, d'être plus modéré dans l'exploitation de cette richesse du pays.

Qui veut voyager loin, ménage sa monture.

L'exploitation des nombreuses et riches carrières de silex des villages des **Cinq Timbres** et **Chez Freuchet** occupe, pendant toute l'année, de nombreux ouvriers, gens du pays ou des communes voisines et qui trouvent dans ce genre de travail un salaire rémunérateur. D'ailleurs, la vente de ces silex, très recherchés par les ponts et chaussées, est un revenu pour les propriétaires des terrains.

Aussi tous les jours, d'un bout de l'année à l'autre, tombereaux et charrettes véhiculent-ils ces cailloux (car il sont exportés) aux gares de Saint-André-de-Lidon, Tesson et des Mauds.

Les arbres fruitiers sont nombreux ; bien exploités ils rapporteraient davantage.

Des mottes, où on cultive toutes sortes de légumes qu'on pourrait livrer au commerce, s'étendent des deux côtés de la plus grande partie du cours des petits ruisseaux de Loriou et de la Boissonnerie.

C'était autrefois des chènevières.

Il est regrettable que l'on ait abandonné cette culture du chanvre pour se rendre tributaire de produits similaires importés, dont la qualité ne vaut pas celle du chanvre.

Du même coup, on a détruit la profession de lamier et rendu muets les métiers des tisserands qui étaient très nombreux puisqu'on disait : « Montpellier, fabrique de grosse toile. »

La culture des plantes sarclées et l'établissement de silos bien compris, favorisent l'engraissement du bétail : bœufs et moutons.

Mentionnons encore les produits de la basse-cour dont mainte ménagère tire de bons revenus.

L'ensemble de ces diverses ressources crée à Montpellier un petit bien-être général qui serait doublé si les moyens de transport étaient plus faciles.

Une requête (1739)

A Monsieur le Juge sénéchal du marquisat de Barbezieux.

« Supplie humblement Estienne Gurin, maistre espinglier, demeurant au bourg de Montpellier en Saintonge, disant qu'il aurait affermé à Estienne Soulard, « maistre serrurier, trois journaux et demy de terres labourables ou environs, situées au lieu appelé au Poulalier, paroisse de Saint-Hillaire, par contrat reseu par « M^e Jean Naud, notaire sous les seaux du marquisat de « Barbezieux... »

Nous arrêterons là cette citation, voulant seulement montrer qu'autrefois, on fabriquait des épingles à Montpellier ; probablement de ces épingles jaunes, à tête mobile et dont on rencontre encore parfois des échantillons (1).

(1) *Revue de Saintonge et d'Aunis*, 1907, p. 309.

VI

VOIES DE COMMUNICATION

Au point de vue vicinalité, Montpellier possède les chemins de Grande Communication :

- N° 14, de Marans aux Monards, par Les Chapelles ;
- N° 36, du Gua à Cognac, par la traversée du bourg ;
- N° 39, de Rétaud au port des Monards, par Saint-André-de-Lidon ;
- N° 43, de Meursac à Saint-Genis, par La Sauveté.

La commune n'a point de chemins d'intérêt commun. C'est plutôt un avantage, car un tiers des centimes passe, de ce fait, sur les chemins vicinaux dont voici la nomenclature :

- N° 1, de la Croix de Montpellier à Lorigou ;
- 2, de Montpellier à Saint-Simon ;
- 3, de Montpellier à La Billette ;
- 4, de Crugence à Montpellier ;
- 5, du moulin de Gougeon au Marais de la Prée ;
- 6, d'Orennes ;
- 7, de La Sauveté à Thaims ;
- 8, des Maisonneuves à Thaims ;
- 9, des Joguets à Montpellier ;
- 10, d'Orennes Chez-Lezeau ;
- 11, de Chez-Chauvin.

A cet ensemble il convient d'ajouter le réseau des chemins ruraux.

Mais à notre époque tout cela ne suffit plus. Ce que l'on considérerait comme suffisant et avantageux il y a soixante

ans, est aujourd'hui caduc, vieillot, démodé et ne répond plus à nos besoins.

Or Montpellier ne possède ni train, ni tram, ni bureau de poste, ni cabine téléphonique.

Cette lacune aura, croyons-nous, sa répercussion sur le développement de la localité.

Le chemin de Charlemagne

Le gens désignent ainsi un chemin qui venait du village de Chez-Viguiard, commune de Saint-André-de-Lidon, et passait par La Cafourche-des-Eaux (bifurcation), où il y avait autrefois un gué.

Aujourd'hui ce chemin a disparu; seul le tronçon qui conduit dans le marais subsiste.

VII

LES MOUVEMENTS POLITIQUES

1789

Aujourd'huy huit mars mil sept cent quatre-vingt-neuf, en l'assemblée convoquée au son de la cloche, en la manière accoutumée, sont comparus au devant la porte de l'Eglise paroissiale de Montpellier, par devant nous Thomas Hillairet, notaire royal, plus ancien officier publicq en labsance de M. le juge et autres officiers : sieurs Nicollas Guillaud de Sersé, Jean-Pierre Viaud bourgeois, maître Thomas Phélix Hillairet, notaire royal, Pierre Boisson, Mathieu Rouffineau, Jean Rouffineau, Pierre Arrivé, Jean Tremblier laboureurs, Daniel Mercier masson, Charles Chauvet, ancien maréchal, Jean Viaud masson, Pierre Moissnard laboureur, Pierre Ballangé masson, Jean Neaud, Jean Hervé laboureurs, Pierre Chaillou tisseran, Jean Mersier masson, Jacques-Jean Hillairet, Joseph Papain laboureurs, Jacques Labbé frétier, Yves Boissnard meusnier, Jean Hillairet tisseran, Pierre Bouyé vigneron, Jacques Arrivé, Jean Giron, Pierre Boisson laboureurs, Pierre Boissnard frétier, Pierre Marchand masson, Pierre Barbotin, Louis Moissnard, Louis Godeau laboureurs, Jean Picoulet, Jean Jacaud laboureurs, Joseph Sauvignon, Jean Renou, Pierre Hory, Joseph Rambaud laboureurs, Jean Sorignet, Jean Rocheteau, Jacques Roudier vignerons, tous nés français ou naturalisés, âgés de vingt-cinq ans, compris dans les rolles des ympositions, habitans

du présent bourg et paroisse de Montpellier composé de deux cent vingt feus, lesquels pour obéir aux ordres de Sa Majesté portées par les lettres donnée à Versailles le vingt-quatre janvier mil sept cent quatre-vingt-neuf pour la convocation et tenue des États Généraux de ce royaume et satisfaire aux dispositions du règlement y annexé ainsy qu'à l'ordonnance de Monsieur le lieutenant général de Saintes dont ils nous ont déclaré avoir vu la parfaite connoissance tant par la lecture qui vient de leur en estre faite, que par la lecture et publication ci-devant faite au prône de la messe de paroisse par M. le Curé cejourd'huy, et par la lecture et publication et affiches pareillement faites le même jour à l'issue de laditte messe de paroisse au devant la porte principale de l'Eglise ; nous ont déclaré qu'ils alloient d'abord s'occuper de la rédaction de leur cayer de doléances, plaintes et remontrances, et en effet, y ayant vaqué, ils nous ont représenté ledit cayer qui a été signé par ceux desdits habitans qui savent signer, et par nous, après l'avoir cotté par première et dernière page et paraphé *ne varietur* au bas d'icelle.

Et de suite lesdits habitans, après avoir mûrement délibéré sur le choix des députés qu'ils sont tenus de nommer en conformité desdittes lettres du roy et règlement y annexé, et les voix ayant par nous été recueillies en la manière accoutumée, la pluralité des suffrages s'est réunie en faveur des sieurs Nicollas Guillau de Sersé, Thomas Viaud, Thomas Hillairet, notaires royaux qui ont accepté laditte commission et promis de s'en acquitter fidèlement.

Laditte nomination des députés ainsy faites, lesdits habitans ont en notre présance remis aux dits sieurs leurs députés leur cayer afin de le porter à l'assemblée qui ce tiendra le douze présent mois de Mars devant Monsieur le lieutenant général de Saintes et leurs ont donné tous pouvoirs requis et nécessaires à l'effet de le représenter en laditte asssemblée pour toutes les opérations prescrites par l'ordonnance susdite de Monsieur le lieutenant général, comme aussy de donner pouvoirs généraux et

suffisans de proposer, remontrer, aviser et consentir tout ce qui peut conserner les besoins de l'État, la réforme des abus, l'établissement d'un ordre fixe et durable dans toutes les parties de l'administration, la prospérité générale du royaume et le bien de tous et de chacun des sujets de Sa Majesté.

Et de leur part, lesdits députés se sont présentement chargés du cayer des doléances de laditte paroisse de Montpellier et ont promis de le porter à laditte assemblée et de ce conformer à tout ce qui est prescrit et ordonné par lesdittes lettres du roy, règlement y annexé et ordonnance sus-dattée, desquelles nomination de députés, remise de cayer, pouvoirs et déclarations, nousavons à tous les susdits comparans donné acte et avons signé avec ceux desdits habitans qui savent signer et avec lesdits députés notre présent procès-verbal ainsy que le duplicata que nous avons présentement remis auxdits députés pour constater leurs pouvoirs, et le présent sera déposé aux archives ou secrétariat de cette communauté lesdits jour et an ; et comme il ne seroit pas just que les députés aux Etats généraux du Tiers Etat y fussent à leurs fraix, lesdits habitans donnent pouvoirs à leurs dits députés de consentir à un emprunt conjointement avec ceux des autres communautés d'une somme convenable pour subvenir aux dits fraix.

HILLAIRET, GUILLAU DESERSÉ, VIAUD, ROUFFINEAUD,
BOISSON, P. ARRIVÉ, ROUFFINEAU, TRAMBLIER,
MERCIER, CHAUVET, JEAN VIAUD, P. MOISNARD,
BALLANGÉ, HERVÉ. JEAN NEAU, J. HERVÉ, CHAIL-
LOU, JEAN MARTINAUX, HILLAIRET, HILLAIRET,
J. PAPIN, LABBÉ, BOISNARD, HILLAIRET,
P. BOUYER, ARRIVÉ, GIRON, BOISSON, BOISNARD,
PIERRE MARCHAND, P. BARBOTIN, MOISNARD,
LOUIS GODEAU.

HILLAIRET, président l'assemblée
pour ne variatur (1).

(1) Archives départementales.

**

Réduction en un seul des cahiers de souhaits, doléances et remontrances du Tiers-Etat des paroisses de **Cozes, Ars-en-Cozes, Grézac, Corme-Ecluze, Tains, Saint-André-de-Lidon, Montpellier, Rioux, Thézac et Cravans**, réunis ensemble sous la dénomination de distric dudit **Cozes**. Ladite réduction opérée ce jour par les sieurs **Hillairet aîné, Perrinet, Viaud, Tourneur, Boibellaud et Guillau de Sersé**, commissaires nommés à cet effet par tous les députés desdites paroisses ce jour douze mars mil sept cent quatre-vingt-neuf.

1° **Insister** fortement pour n'être plus en pays d'élection et sous l'autorité de l'Intendant dont l'arbitraire et la faveur ont été de tous les temps les plus injustes et les plus disproportionnés dans la répartition des tailles et toute attribution pour le contentieux des dites élections aux ordinaires ; en conséquence, réitérer vivement ses instances pour obtenir si fait n'a été, de la bonté du Roy des États provinciaux pour notre Saintonge, et de voter par tête et non par ordre.

2° **Réduire** en un seul les impôts sur les propriétés, dont la perception soit plus simple et moins dispendieuse pour ce qui s'en verse au trésor royal, et que ce seul impôt soit réparti exactement et légalement sur chaque propriétaire des trois états indistinctement.

3° **Abolition** de la prestation en argent pour les corvées des grands chemins et autres travaux publics qui seront désormais soumis aux États provinciaux ; forcer les intendants, subdélégués et autres gens, employés et adjudicataires desdites corvées et travaux, à rendre compte des sommes considérables qui ont été réparties et palpées sur les différentes paroisses ; et faire observer que les propriétaires qui ont perdu du fond dans les alignements n'ont point été dédommagés ; et réduction des chemins de traverse à une largeur convenable.

4° **Abolition** des aydes, octrois, inventaires, entrées et droits réservés, à l'instar desdits aides, traites, gabelles

et autres qui rongent le peuple par la multitude d'employés à la perception.

5° **Libre** circulation des grains dans tout le royaume, sauf aux États provinciaux d'empêcher les monopoles et d'arrêter ladite circulation dans le cas de calamité et nécessité pour chaque province.

6° **Juste** interprétation du tarif de 1722 concernant les droits domaniaux particulièrement des articles qui règlent ce droit sur la qualité des parties, et former des classes claires et distinctives sur les divers États. Il est inouï que dans la perception actuelle les commis assimilent de simples cultivateurs et autres états mécaniques, aux plus notables bourgeois, etc.

7° **Autre abus** subsiste dans ce parti des domaines au terme de l'ordonnance de 1735 pour les testaments à peine de nullité, il faut l'institution d'héritier, et notre uzance de Saintonge veut qu'on ne puisse disposer que de tous meubles et acquêts et tiers des propres, pour que les deux tiers demeurent franc et quittes à l'héritier légitimaire institué. En collatérale le commis perçoit un droit d'insinuation au tarif à raison de cette institution forcée par l'ordonnance, en telle sorte que sur le testament d'un misérable de la basse classe cy dessus rappelée, il est palpé compris les dix sols pour livre 45 livres pour contrôle et deux droits d'insinuation qui absorbent quelquefois la valeur de la succession du testateur ; et quoique le légataire renonce par acte public qu'il ne doit être sujet qu'au plus simple droit de contrôle, le commis force l'héritier à payer le contrôle du testament sur le pied de la qualité.

8° **Autre vexation** dans le même parti : au prix principal des mutations, le commis joint le capital du devoir seigneurial pour en former un total sur lequel il perçoit le contrôle et le centième denier, en telle sorte que ce qui devrait être plutôt diminué sur la valeur du fond est porté en augmentation au prix de l'achat. Rien de plus absurde.

9° **Autre abus** sous la même administration des domaines : les employés qui relèvent dans les bureaux et

chez les notaires des actes de mutations par des copartageants de famille, prétendent de là qu'il y a eu partage, forment des demandes, des contraintes et prononcent des amendes, et les font payer en forçant les parties à représenter des sous-seing privés qu'ils voudraient tenir secrets pour ne pas perdre le crédit des familles ; tout comme si aucune loi du Prince assujettissait le citoyen à stipuler des actes publics pour toutes affaires quelconques.

10° **Liberté** aux parties de faire expédier les actes en papier timbré et non en parchemin qui coûte dix fois autant que le papier ; d'ailleurs l'écriture s'efface plus tôt.

11° **Suppression** des dix sols pour livre, tant sur la partie desdits domaines que sur toutes autres de l'administration actuelle.

12° **Abolition** des francs-fiefs aussi onéreux qu'injustes puisqu'ils mettent un roturier qui n'aurait qu'un bien noble à peine suffisant pour la subsistance de sa famille, dans le cas de manquer de pain, étant forcé de donner une année et demie de son revenu. Ce droit d'ailleurs rappelle trop la servitude honteuse à laquelle on l'assujettit et qui le retient dans les améliorations qu'il pourrait faire, par la crainte que ses enfants lui succédant, ne soient, deux ou trois ans après le fruit de ses travaux, forcés de payer ce droit.

13° **Réformer** les différents employés dans les différents partis de l'administration actuelle, ne laisser subsister que ceux qui seront nécessaires pour la perception des droits qu'on ne pourra absolument abolir, vu les besoins actuels de l'Etat ; en un mot mettre un frein à la cupidité desdits employés.

14° **La liberté** du commerce dans tout l'intérieur du royaume en reculant les barrières aux frontières.

15° **Abolition** de l'usage des lettres de cachet qui laisse toujours le citoyen dans le doute s'il ne sera pas enlevé du sein de sa famille pour être plongé dans les cachots les plus obscurs sans pouvoir se défendre.

16° **Suppression** des offices d'huissier-priseur dans les sénéchaussées dont la résidence ordinaire dans la Capi-

talle, à quinze et à vingt lieues de l'extrémité de la province, gêne les parties, retarde les opérations pressées et les rend plus dispendieuses ; et si cette suppression ne pouvait pas être effectuée de suite à cause du remboursement de la finance, forcer les priseurs d'avoir un commis à sa résidence dans l'arrondissement de chaque bureau de contrôle.

17° **Réforme** de la procédure civile : la suppression de la vénalité des charges qui autorisent les épices ; corriger la barbarie du code pénal et l'instruction criminelle ; tirer les anciennes lois du cahos ; établir par une marche légale, une distance raisonnable de la justice des judiciaires ; enfin que tous les hommes soient soumis à la loi et qu'ils ne puissent être jugés dans tous les cas que par elle.

18° **Réunir** à la couronne et aliéner au profit de l'Etat les propriétés et revenus immenses dont jouit actuellement le clergé qui n'a aucune charge des paroisses : donner des émoluments honnêtes aux évêques et bénéficiers, convenables à leur dignité et à leur charges, en user de même envers les curés et desservants des paroisses, ces derniers ainsy que les évêques méritant des égards particuliers, en raison de l'employ spirituel dont ils sont chargés ; et supprimer une infinité de monastères inutiles des deux sexes, en réglant pour chaque individu une subsistance raisonnable jusqu'à l'extinction entière ; le tout pour l'amélioration des revenus de l'Etat.

19° **Etablissement** en chaque distric d'une maison de charité pour empêcher la mendicité en infligeant une peine à ceux qui sortiraient de leur paroisse pour mendier.

20° **Le port d'armes** aux notables et marchands du Tiers-Etat en voyage seulement pour en imposer aux brigands sur les routes.

21° **Tout individu** du Tiers-Etat pourra aspirer aux grades militaires et acquérir la noblesse par ses actions distinguées et son mérite.

22° **Tous privilèges** et exemptions attachés aux emplois

lucratifs n'auront aucun lieu, surtout si les pourvus sont domicilliés.

23° **Abolition** des droits de bannallité et corvées, ainsy que tous autres droits envers les seigneurs qui font revivre l'ancienne servitude du Tiers-État, si odieuse et si opposée aux mœurs actuelles en tout ce qui force l'individu à cette même servitude personnelle ; obliger les nobles à passer des actes publics, tant pour la ferme que pour la régie de leurs terres, afin que leurs fermiers ou régisseurs simullés, ne puissent se soustraire à l'imposition qui en peut et pourra résulter, pour soulager d'autant l'imposition industrielle du Tiers-État.

24° **Abolition** des gratifications et pensions de faveurs, et n'admettre que celles dûes au mérite et à la bravoure d'un digne militaire.

25° **Que les différents grades** qu'aura obtenu un officier lui ayant acquis des pensions, soient réunis et modérés lorsqu'il aura obtenu une place supérieure à celle qu'il avait.

26° **Sans s'écarter du respect** dû au chef visible de l'Église, proposer l'abolition des taxes et même la solliciter vivement concernant les dispense de parenté en cour de Rome, et que ce même chef soit instamment sollicité de donner ses pouvoirs aux Primates ou Évêques, à quelque degré que ce soit, pour que le numéraire ne sorte pas du Royaume.

27° **Enfin deffendre aux évêques** d'exiger comme ils font le meluis-animal des curés.

Fait et arrêté la présente réduction, ledit jour et an, par lesdits commissaires, soussignés :

HILLAIRET, GUILLAU DE SERSÉ, PERRINET, VIAUD,
BOYBELLAUD, TOURNEUR (1).

(1) Archives départementales.

1793

Un émigré.

Le 11 juillet 1793 est décédé, à Jersey, Henri de Bureau du Bourdet, fils de Charles et de Marguerite Brejon, originaire de Montpellier-de-Médillan, où les Brejon avaient un logis, volontaire dans la compagnie de Monsieur le duc de Châtillon, sous les ordres de Monsieur le prince de Léon, embarqué, avec sa compagnie, dans *La Marguerite*, bâtiment de transport anglais, installé depuis quelques jours et qu'il faut, par conséquent, rayer de la liste des victimes de Quiberon (1).

L'émigré Henri de Bureau du Bourdet avait été, à tort, porté sur la liste de ceux qui ont péri à Quiberon, en 1793. Il est né à Montpellier, le 28 janvier 1768, et a été baptisé le 2 février suivant.

**

Le 17 floréal an II, le citoyen et la citoyenne Brejon Lamartinière demandent que l'administration nomme des arbitres aux fins de procéder au partage des biens de leur mère, sequestrés pour cause de l'émigration d'un de leurs frères.

Par arrêtés du 26 prairial et du 2 messidor an II, mainlevée des scellés fut faite, et la part seule de l'émigré resta à la nation (2).

**

Le 6 thermidor, an IV de la République, déclaration que fait Marguerite Brejon, mère de Henri Bureau, émigré, qu'elle a eu d'un premier mariage avec Charles Bu-

(1) *Revue d'Aunis et de Saintonge*, 1887.

(2) *Archives départementales*, série Q.

reau, de tous les biens, meubles et immeubles à elle appartenans, situés dans l'étendue du département de la Charente-Inférieure des fonds situés sur la commune de Montpellier, canton de Cozes, consistant en dix-sept journeaux de prés, bois et ajoncs, sis au lieu du Brizard ; quinze journeaux et demi de terres labourables, dites la pièce de La Pierrière ; sept journaux vingt-cinq carreaux de terres labourables, dites Le Renclos, et trois journaux soixante-quinze carreaux de terres labourables, auprès du Moulin-Chapeau, toutes se joignant et confrontant, évalués par la matrice au rôle de ladite commune à 176 fr. 10 et que la déclarante estime 4.120 fr. (1).

1814

Procès-verbal de prestation de serment d'obéissance et de fidélité au Roy.

Aujourd'hui, trente octobre 1814, par devant nous, Pierre Barbotin, maire de la commune de Montpellier, canton de Gémozac, arrondissement de Saintes, département de la Charente-Inférieure, les membres et adjoint du conseil municipal, assemblés en vertu des ordres de M. le sous-préfet de l'arrondissement.

« Ont juré individuellement et promis à Dieu de garder
« obéissance et fidélité au roy, de n'avoir aucune intelli-
« gence (*sic*), de n'assister à aucun conseil, de n'entretie-
« nir aucune ligue qui serait contraire à son autorité, et si
« dans la commune ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame
« quelque chose à son préjudice, je le ferai connaître au
« roy. »

Et ont signé avec nous le présent :

RAMBAUD, BRIDIER, TREMBLIER, PERDRIAU, BOIS-
SON, BARBOTIN, BEURRIER, NAMBRARD, LAMAR-
TINIÈRE, BERTRAND adjoint, BARBOTIN maire (2).

(1) Archives départementales, série Q, Documents non inventoriés.

(2) Archives départementales, série M.

1848

L'année 1847 avait été si dure, le pain avait atteint un prix si élevé, que le peuple accueillit avec plaisir la Révolution de février 1848. Et quand la deuxième République eut accordé à tous les Français le droit de vote, certains citoyens, entre autres Bauré, notaire à Montpellier, le chirurgien Tenaud, commandant la garde nationale, et Monroux (1), maire de Thaims, recommandèrent hardiment aux électeurs de voter pour des républicains.

Bauré alla même jusqu'à monter dans la chaire de l'église pour exposer ses idées, tandis que le chirurgien Tenaud y pénétrait à cheval, à la tête de ses gardes.

Ils furent même, dit-on, quelque peu malmenés pour ces actes.

A cette époque, on allait voter à Gémozac.

A propos d'une élection.

Le 1^{er} août 1848, après les élections municipales, qui avaient eu lieu le 30 juillet, le maire, M. Métivier, qui n'avait obtenu que 39 voix, adressa à M. le préfet une lettre, pour l'informer « que le sieur Bauré, notaire, « homme vil et sans bonne foi et qui vit en concubinage « depuis plusieurs années, a employé des moyens indignes pour s'attirer des suffrages et se faire nommer représentant et maire de la commune, en la parcourant « pendant plusieurs jours..... »

Résultats de l'élection :

Votants. 183.

Bauré 138 voix élu.

Baudin 97 voix élu.

Ballottage pour le reste (2).

(1) A son enterrement, qui eut lieu en 1853, la garde nationale lui rendit les honneurs. Quand le corps fut descendu dans la fosse et que la garde l'eut salué d'une fusillade, on constata qu'une balle avait troué le cercueil (*Récit de Proux François, du village de La Sauveté*).

(2) *Archives départementales*, série M.

Election du Président de la République

Le 8 décembre 1848, le Conseil s'est réuni à la mairie pour procéder à la nomination des conseillers chargés d'assister comme scrutateurs aux opérations électorales, qui devaient avoir lieu le dix du présent mois, pour la nomination du Président de la République.

Ont été choisis :

BAURÉ MATHIEU, BARBOTIN LOUIS, GRILLET LOUIS,
MICHAUD FRANÇOIS, SEGUINAUD NICOLAS, VIAUD
PIERRE père.

Le serment de fidélité.

Autrefois, dès leur entrée en fonctions, les conseillers municipaux devaient jurer au Chef de l'Etat le serment de fidélité ainsi conçu : « Je jure obéissance à la Constitution et fidélité au Roi ou à l'Empereur. »

Le 9 mai 1852, le maire Baudin déclara s'abstenir de cette formalité ; il fut réputé démissionnaire et remplacé par Barbotin adjoint.

Le 20 juin 1852, Bauré, notaire, déclara qu'il avait prêté serment comme notaire et qu'il ne voulait pas le faire deux fois.

1870

Le plébiscite.

Le 8 mai 1870, la France fut appelée à voter par *oui* ou par *non* sur l'acceptation du plébiscite.

Le résultat des opérations électorales de Montpellier a été :

210 *oui* ;

6 *non*.

Election de deux députés à l'Assemblée nationale.

Lorsque la guerre avec la Prusse fut terminée et que la paix eut été signée à Francfort, le peuple fut appelé à nommer ses représentants à l'Assemblée nationale.

Le vote eut lieu le 2 juillet 1871 et cette première con-

sultation des électeurs sous la troisième République donna à Montpellier les résultats suivants :

MM. Lemercier Anatole. . . .	63 voix
Duret Léon.	55
Mestreau	45
Denfert - Rochereau . . .	42
Rouher	28
Murat Joachim.	25
Souriceau	1
François d'Orléans. . . .	1
Comte de Paris.	1
Gambetta	1
Bulletins nuls	2

Officiers publics

Bernard Joseph, 1792-an III ;
 Perdriau Jean, an III-an IV ;
 Poulhiès B., an IV-an VIII ;
 Tremblier Jean, an VIII-an VIII.

Maires

Beurrié, 1792-an VIII ;
 Tremblier Jean (1), maire provisoire, an VIII-1808 ;
 Armand du Jossey (2), 1808-1810 ;
 Lamartinière Daniel-Alexandre, 1810-1811 ;
 Barbotin Pierre, 1811-1830 ;
 Gorry Paul, 1830-1830 ;
 Métivier Jean, 1830-1848 ;
 Baudin Henri, 1848-1852 ;
 Barbotin Pierre-Louis, 1852-1860 ;
 Laporte Jean-Baptiste, 1860-1860 ;
 Grillet Louis, 1860-1876 ;
 Barbotin Pierre-Louis, 1876-1884 ;
 Perret Pierre-Joseph-Symphorien, 1884-1892.
 Gagnier Clodomir, 1892.

(1) Voir *Documents*, XII.

(2) Voir *Documents*, t. XV, XVI.

VIII

HISTOIRE ÉCONOMIQUE

Les mesures locales

Malgré l'établissement du système métrique et son emploi obligatoire, il existe encore certaines mesures locales, d'un usage quotidien et dont nous donnons ci-après la nomenclature et la valeur, pour l'intelligence de ce qui va suivre.

Longueurs. — Toise, 2 mètres ou 6 pieds; brasse, 5 pieds; aune, 1^m20; pied, 0^m33; pouce, 0^m027; ligne, 0^m002.

Surfaces. — Journal, 36 ares; carreau, 36 mètres carrés; toise carrée, 2 mètres de long sur 2 mètres de large.

Volumes. — Toise cube, 2 mètres de long, 2 mètres de large, 2 mètres de haut; pied cube, 0^m33 de long, 0^m33 de large, 0^m33 de haut; dans un mètre cube il y a 27 pieds cubes.

Capacités. — Barrique (1) 228 litres ou 30 veltes; velte, 7^l60; boisseau, 30 litres; picotin, 3^l75; pinte, 1^l20; chopine, 0^l50.

De la pochée

Elle équivaut à : 4 boisseaux; 6 doubles décalitres; 32 picotins; 120 litres.

(1) L'expression barrique est encore employée dans une barrique de chaux, une demi-barrique de chaux; elle équivaut alors à 200 litres.

En 1911, le commerce de Cognac a décidé d'acheter désormais les vins au degré-hectolitre, mesure justifiée par la variation de la barrique avec les régions (Voir *Bulletin du Syndicat Général de la Charente-Inférieure*, n°s du 5 novembre et du 5 décembre 1911).

Exemple : Un vin pesant 9 degrés et acheté 3 francs le degré-hectolitre est vendu 27 francs l'hectolitre.

Elle pèse :

BLÉ	AVOINE	ORGE	SEIGLE	Maïs	Pommes de Terre	NOIX
90 kil.	60 kil.	75 kil.	90 kil.	90 kil.	100 kil.	50 kil.

Généralement on vend et on achète au poids. Si, cependant, c'est à la mesure, les céréales se mesurent *ras*, et les pommes de terre, noix, marrons se mesurent *comble*, de même que la chaux.

Du quinteau

Pendant la moisson, les gens ont l'habitude de faire, dans les champs, des tas de six gerbes qu'ils désignent sous le nom de *quintaux* et que l'on devrait appeler des sixains.

C'est sur ce nombre de *quintaux* que beaucoup paient leur battage (1) et qu'ils se basent pour établir approximativement le rendement de leur récolte. Dans les bonnes années, deux quintaux de blé doivent donner une pochée de grain (on dit alors : mon blé a doublé), et un quinteau d'avoine, un hectolitre.

(1) L'usage de battre à l'hectolitre se généralise de plus en plus.

Les propriétés.

En consultant des actes pris sur place, il nous a été possible d'établir le tableau ci-dessous, indiquant les fluctuations vénales de la propriété :

ANNÉE	LIEUX-DITS	NATURE DES PROPRIÉTÉS	CONTENANCE	PRIX
XVII ^e SIÈCLE				
1670	Le Piblard.	bois taillis.	10 carreaux.	13 ¹ 10 sols.
1671	Le Piblard.	terre labourable.	40 carreaux.	16 livres.
1675	Les Bodins.	une maison et ses dépendances.	89 carreaux	540 livres.
1677	Les Sables.	terre labourable.	1 journal.	22 livres.
1690	Les 3 Moulins.	terre et vigne.	64 carreaux.	54 livres.
1698	La Sauveté.	terre labourable.	14 carreaux.	10 livres.
1700	Champ du Moulin.	terre labourable.	18 carreaux.	34 livres.
XVIII ^e SIÈCLE				
1713	Le Grand Verger.	terre labourable.	21 carreaux.	63 livres.
1737	Les Tonnelles.	terre labourable.	136 carreaux.	136 livres.
1766	La Rivière sainte.	terre labourable.	60 carreaux.	100 livres.
1777	Les Fosses.	terre labourable.	30 carreaux.	45 livres.
1779	La petite vigne.	terre labourable.	60 carreaux.	300 livres.
1783	Les vieilles maisons.	terre labourable.	5 carreaux.	15 livres.
1788	Loriou.	bois taillis.	24 carreaux.	36 livres.
XIX ^e SIÈCLE				
1805	Bois de Durand.	terre labourable.	40 ares.	600 francs.
1814	La Madionne.	motte.	3 ares 33.	100 francs.
1824	Le Bois rond.	terre labourable.	23 carreaux.	40 francs.
1825	Les Groies de Dabin.	terre et vigne.	82 carreaux.	300 francs.
1837	La Renardièrè.	terre labourable.	74 ares.	635 francs.
1857	Le Brizaud.	terre et vigne.	22 ares.	250 francs.
1861	La Croix.	terre labourable.	18 ares.	460 francs.

Dentrées.

	Il y a 70 ans	En 1911
Une pochée de blé	40 ^f	23 ^f
Une pochée de méture.	30	18
Une pochée de pommes de terre . .	2	8
Une barrique de vin rouge	18	90
Une barrique de vin blanc	10	60
Eau-de-vie (la barrique de 27 veltes).	90	180 l'hect.
Une paire de poulets	1 50	4 50
Une livre de viande	0 30	1 10
Une livre de beurre	0 75	1 50
Une livre de sucre.	1 20	0 45
Les huîtres (le cent)	2	6
Une livre de morue.	0 20	0 60
Sardines (2 pour)	0 05	0 25
Les œufs (la douzaine).	0 30	1 20
Les noix (les 50 kilos).	8	15
Ail (le cent)	1	5
Un repas	0 40	2
Les pétoncles (le cent)	0 15	1 10

Salaires.

	Il y a 70 ans	En 1911
Un domestique (par an)	130 ^f	350 ^f
Une servante —	60	150
Un homme de journée (par jour) . .	0 75	2
Une femme de journée. —	0 35	1
Un vendangeur	0 30	1
Un hotteur.	0 75	2 50
Un homme de chai.	0 75	2 50
Un tailleur.	1	2 25
Une couturière	0 40	1
Un tonnelier	1 25	2 50
Un maçon	1 25	2 50
Un charpentier	1 25	2 50
Un scieur de long	1 25	2 50
Un musicien (par soirée).	3	10
Une entrée de bal	0 10	1

Bétail.

	Il y a 70 ans	En 1911
Une paire de bœufs de 4 à 7 ans . . .	300 ^f	1.000 ^f
Un cheval de 5 à 12 ans	500	900
Une vache de 4 à 8 ans	400	300
Un veau	20	100
Un mouton.	8	40
Un agnelet.	3	15
Un porcelet	5	25

Travaux à la tâche.

	Il y a 70 ans	En 1911
Labourer (par journal).	5 ^f	10 ^f
Faucher . —	3	6
Moissonner —	5	12
Tailler . . —	4	8
Ecavaillonner (tirer les cavaillons) .	2	5
Fagoter (le cent de fagots à 2 liens) .	6	12
Fagoter (le cent de fagots à 1 lien) .	3	6

Etude fiscale

IMPOTS

ANNÉES	TAILLE	Capitation	Ustensiles pour cavale- rie et infan- terie.	Fourrages pour l'année	Milice	Capitation de la noblesse	Chambre de commerce	Totaux
1743	2800	1060	683	443	70	27	16	5099
1745	2900	1060	762	473	»	27	16	5238
1747	2900	1052	793	461	58	27	15	5306(1)

Moyenne : 5.214 livres par an.

(1) Archives départementales, série C.

Etude fiscale (*Suite*).

ANNÉES	TAILLE	Vingtièmes	Impositions accessoires	Capitation	Capitation de la noblesse	TOTAUX
1784	2860	3481	1664	1613	15	9633
1785	2800	3438	1630	1581	19	9468
1786	2800	3435	1630	1581	19	9465(1)

Moyenne : 9.522 livres par an.

Années	Foncier	Personnelle mobilier	Portes et fenêtres	Patentes	Prestations	Chevaux et voitures	Chiens	TOTAUX
1909	8254	1769	855	648	2713	390	262	14891
1910	8371	1802	868	756	2704	377	256	15134
1911	8481	1814	878	887	2836	395	271	15562 (2)

Moyenne : 15.196 francs par an.

Si nous admettons — et sur ce fait nous ne craignons point d'être contredit, parce que nous sommes au-dessous de la vérité — qu'actuellement, l'argent a une valeur deux fois moindre qu'avant la Révolution, nous constatons que, malgré nos charges actuelles, les impôts de nos pères étaient plus lourds que les nôtres.

(1) Archives départementales, série C.

(2) Archives communales.

IX

HISTOIRES LOCALES ET CROYANCES

Etant donné l'esprit un peu superstitieux de la population, ces histoires et ces croyances, que l'on se transmet de génération en génération, sont toutes empreintes de la frayeur de l'inconnu ou d'une crédulité mystique.

Les sorciers

Il faut admettre, dit-on, que, puisqu'il y a certaines personnes qui ont le pouvoir de faire du bien (les panseurs, les panseuses), il peut aussi exister d'autres personnes ayant la faculté de faire du mal. Ainsi il n'est pas niable que les A.... et les B.... ont toujours été des sorciers de père en fils. D'ailleurs il se passe chez eux des choses qui ne sont pas ordinaires ; et puis, où vont-ils souvent la nuit.... ?

Ah ! beurnonsio ! jhe veudri pâ thi vinderian chin nou.... !

Et voici ce que l'on raconte :

Une dame ayant perdu plusieurs enfants en bas-âge, avait remarqué que sa voisine, sorcière bien connue, venait toujours la voir quelque temps après son accouchement. Elle regardait le bébé, l'embrassait, aidait à le changer de langes. Le lendemain, l'enfant mourait.

On ne pouvait tolérer plus longtemps ces choses ; il

fallait agir, et, à une autre naissance, lorsque la sorcière se présenta encore pour prendre des nouvelles de la mère et de l'enfant, un prétexte quelconque l'empêcha de rentrer.

Mais il fallait que la sorcière jetât son sort. Dès lors, avisant un chat qui, étendu, se chauffait tranquillement au soleil, elle alla le caresser. Le chat eut un soubresaut et creva.

Quant au bébé il fut sauvé, il vécut. C'était le grand père de X..., du village de Z...

Un homme était malade. Les soins et les remèdes des médecins n'y faisaient rien. De guerre lasse on eut recours à un devin qui dit : « Je vois la maladie de cette « personne : elle a été ensorcelée. Retournez chez vous. « Demain, celui qui lui a jeté un sort ira la voir, lui sera la main et votre malade ira mieux. »

C'est ce qui arriva en effet.

★★

Les animaux morts instantanément ou qui ont péri à la longue pour avoir été ensorcelés sont légion.

Une bergère gardait son troupeau. Passe A.... qui engage la conversation : « Quelle belle brebis tu as là, Rosalie ? Regarde-moi donc cette toison ! » et en même temps il la touche.

A... continue sa route, la bergère rentre ses moutons. En arrivant au toit, la brebis touchée fait un saut de trois pieds et tombe morte.

Un cultivateur avait deux superbes bœufs qu'il destinait à la foire prochaine. B... rentre dans la grange, examine les bœufs, leur passe la main sur les reins et s'en va.

A partir de ce moment les bœufs ne mangèrent plus, dépérèrent rapidement et c'est à grand peine qu'on put les vendre.

Alors que faut-il faire quand il y a eu ensorcellement ?

Pour les animaux, le remède est facile : il faut aller

chercher la personne qui a jeté le sort (1) (on la connaît toujours) et tout en la considérant comme capable de donner un bon conseil, la prier de venir voir l'animal malade. Son toucher et sa visite suffisent à la guérison.

Pour les personnes, le cas est plus sérieux, et il faut nécessairement aller consulter le devin.

Le devin

C'est un personnage grave, pondéré, sentencieux, s'écoutant parler et capable de lire dans un livre que lui seul peut déchiffrer.

Quand on arrive chez lui, il n'est pas là ; mais il y a sa femme, son fils, sa fille qui reçoivent avec les plus grands égards : « Voulez-vous manger ?... Voulez-vous boire ?... Reposez-vous donc ! » et ne manquent pas de questionner sur le but de la visite. Naturellement, devant un si bon accueil, on s'ouvre et on raconte par le menu les souffrances de sa femme qui a été ensorcelée et les ennuis que l'on éprouve.

Pendant cette confession le devin, qui est dans la pièce voisine, entend tout.

Cependant un bruit de pas se fait entendre dans la cour. « Ah ! le voilà. » Et en effet la porte s'ouvre et notre homme rentre.

Mais il connaît, à vous dévisager, le motif de votre voyage : « C'est votre femme qui est malade ; cela l'a prise de même ; cela la tient comme ça ; elle a été ensorcelée ; vous ferez ceci, vous ferez cela, et votre femme ira mieux... Mais, défiez-vous de votre voisin... »

Et après avoir ouvert son escarcelle, on repart enchanté et en même temps surpris de la justesse avec laquelle le devin a découvert la maladie (2).

Un conseil, braves gens.

Puisque vous connaissez les sorciers, il y a un moyen de

(1) Les gens disent : jeter son barbot.

(2) Comme devin d'une certaine célébrité, il convient de citer Moisan, au Terrier de Toulon, commune de Saint-Romain-de-Benêt.

conjuré les funestes choses dont ils sont capables de vous couvrir : c'est de faire ce que recommandent ces vers bien saintongeais :

*Si tu rencontres en ta route
In sorcier thi te veut dau mau,
En passant contre l'animau
Dis sept fois : « Sorcier, je te redoute. »*

*Ou bien encore portez
Entre la peau et la chemise
L'herbe de la remise.*

Les maisons hantées.

Il y avait aux Brandes, alors que le château existait encore, une chambre où, toutes les nuits, se faisait un tapage infernal. Bien plus, les meubles étaient changés de place et mis pêle-mêle.

Montait-on dans la chambre, le bruit cessait, mais le désordre subsistait.

Au village de X..., un propriétaire avait toujours ses bœufs détachés. Il avait beau les attacher, chaque fois qu'il retournait à sa grange, son bétail était libre et errait dans l'écurie.

La nuit, d'ailleurs, on entendait un bizarre bruit de chaînes ; et une fois, on vit à côté de l'écurie un être velu qui cherchait à se cacher.

C'était Satan.

Les vendus au diable.

Ils ne sont pas nombreux, mais cependant il y a eu des gens du pays qui, pour de l'argent, ont vendu leur âme au diable.

Ainsi K... et H... l'ont fait et voici ce qui leur arriva :

Une fois, en plein jour, K... était sur une route lorsque tout à coup il fut enlevé comme un fétu de paille. Après avoir tournoyé en l'air pendant quelque temps, il tomba à terre et se mit à courir, courir jusqu'à un buisson où il resta épuisé, anéanti.

Souvent aussi on voyait des boules de feu, des flammes, des étincelles autour de sa maison. Quant il mourut on entendit un grand bruit ; c'était le démon qui emportait son âme.

Quant à H... ses luttes avec le diable sont légendaires. Beaucoup d'ailleurs ont été témoins de faits et de gestes qui ne sauraient laisser subsister le moindre doute à ce sujet.

Les mal baptisés.

Mais l'histoire la plus pénible est sans contredit celle de cette jeune fille dont les parents étaient mal avec le curé et qui fut mal baptisée.

Pour se venger des parents, le curé frappa l'enfant.

Le jour du baptême il fit mal la cérémonie et prononça certaines paroles magiques qui vouèrent la pauvre fillette au démon. Aussi appartenait-elle au diable dont elle était le jouet et qui lui faisait faire les choses les plus extravagantes. Sans compter que quelquefois il la faisait changer en bête, elle se *bétamorphosait*.

Les trésors cachés.

Naturellement, Montpellier a, comme bien des localités, l'histoire de ses trésors cachés, de ses veaux d'or.

Où sont-ils ? C'est là le secret ; mais enfin il est généralement admis qu'ils existent.

Le premier (car il y en a deux) se trouve à La Châtaigneraie, à une distance de cinquante mètres d'un arbre vert.

Le deuxième est dans un souterrain reliant le Grand et le Petit Lauron, ou, d'après d'autres, à cent mètres de la porte d'entrée du corridor du château du Grand Lauron.

Et maintenant, amateurs de recherches à l'œuvre ! baguettes divinatoires, entrez en jeu !

Beaucoup de personnes ont encore conservé un certain esprit de routine dont elles s'éloignent difficilement.

Il en est même quelques-unes que les progrès scientifiques effraient.

Ajoutons que la croyance à beaucoup de vieilles superstitions subsiste encore et est même fortement ancrée dans certaines familles. C'est ainsi que renverser la salière, briser une glace, faire tourner un parapluie ou une chaise, marcher sur la queue d'un chat ou le tuer, entendre chanter un pinson, une chouette, un coucou, être treize à table, commencer quelque chose un vendredi, avoir son chemin traversé par une belette ou un serpent, faire don d'un couteau, chanter le jour de ses nocces, etc., sont autant de choses qui portent malheur.

En agriculture on redoute les méfaits de la lune rousse ; on fera des crêpes le jour de la Chandeleur (2 février) pour empêcher les taupes d'exercer leurs ravages dans les prés ; pour qu'il y ait des noix il faut que le noyer goutte le jour du Mardi-Gras ; il ne faut pas balayer sa maison le jour du Jeudi-Saint pour opposer au punais (charbon) de se mettre dans les blés ; s'il gèle le jour de la Saint-Didier (23 mai) il emporte tout dans son tablier ; et enfin, il est d'un usage commun de faire une sauce d'escargots pour la messe à minuit afin d'avoir toujours de l'argent dans sa bourse.

Au point de vue météorologique, certaines personnes ont encore foi dans ce qu'elles appellent **Lézagée**. Elles désignent ainsi la période de douze jours qui s'écoule du 26 décembre inclus au 6 janvier inclus, et où le temps qu'il fera dans chacun de ces jours correspondra aux douze mois de l'année qui va commencer.

Quelques unes admettent aussi que le vent reste les trois quarts de l'année au point cardinal qu'il occupe pendant la messe du dimanche des Rameaux.

Et quand il pleut le premier mardi de la lune, c'est de mauvais augure pour toute la lune.

★★

Si, d'une manière générale, on croit que les médecins soient aptes à soigner la plupart des maladies, on admet cependant qu'il en est d'autres auxquelles ils n'entendent

absolument rien. C'est dire que certaines gens croient encore à l'influence des bons et mauvais génies, aux sorciers, à ceux qui jettent des sorts. Dans ce cas-là alors, on abandonne le médecin pour avoir recours aux dormeurs, aux dormeuses, aux empiriques.

D'autres enfin croient aux revenants.

Aussi n'est-il pas rare d'entendre narrer, et avec une conviction profonde, l'histoire de un tel qui fut ensorcelé, et la non moins étonnante histoire de tel autre qui, après sa mort, revenait chaque soir faire certaines manifestations à sa famille, afin qu'on lui fasse dire des messes pour tirer son âme du purgatoire.

Il y a même quelques années, une hystérique de la localité avait, par ses troubles nerveux, acquis une quasi-célébrité et déterminé un commencement de pèlerinage au petit village de la Grande Maison où on se rendait chaque soir en groupes nombreux pour assister à des scènes vraiment stupéfiantes.

A ce sujet plusieurs séances d'exorcisme eurent lieu.

Il y a quelques années (surtout quand le vin était de qualité) on voyait, le soir, courir des *ganipotes* : farceurs recouverts d'un drap blanc, qui s'en allaient rôder autour des cimetières ou qui gesticulaient devant quelques passants attardés.

La conscience du danger qu'ils couraient les a fait renoncer à leur téméraire ruse et aujourd'hui on ne voit plus de *ganipotes*.

On admet aussi les accouplements les plus bizarres : ainsi on croit qu'une poule peut s'accoupler soit avec une couleuvre, soit avec un crapaud et qu'alors elle pond ces petits œufs sans jaune, renfermant un petit filet sanguin, que l'on appelle des *œufs cocatris* et que l'on ne consomme pas.

Si une poule chante le *jeau* comme on dit, c'est signe de malheur et il faut se hâter de la tuer (on ne doit pas la vendre), car autant elle chante de fois, autant de louis de dix francs elle fait perdre à son maître.

Il faut aussi s'abstenir de donner du pain bénit à la volaille, aux chats et aux chiens. La volaille et les chats

deviennent très méchants et les chiens hurlent à chaque fois qu'ils entendent sonner la cloche de l'église.

Enfin quand on entame un pain, il faut toujours faire la croix, cela porte bonheur.



On croyait autrefois que la main des rois avait des vertus quasi-miraculeuses et que bienheureux étaient ceux qui, atteints de certains maux, pouvaient se les faire toucher par eux.

Aujourd'hui, les rois ne sont plus, du moins en France, mais la vertu dont ils jouissaient se retrouve chez les **panseurs** et les **panseuses**, dans lesquels certains ont une grande confiance.

Qu'est-ce donc qu'un panseur ou une panseuse ?

C'est une personne ayant reçu de la nature le don de guérir certaines affections, grâce à son simple attouchement et à une prière.

Ces dons sont variés. Ainsi le septième garçon ou la septième fille consécutifs pansent pour les écrouelles (humeurs froides) ; l'enfant posthume, pour les tumeurs, grosseurs (malans) ; celui-ci pour les vents, celui-là pour les fics et les verrues, et cet autre pour les entorses.

Il faut toujours commencer un vendredi et, autant que possible, le premier vendredi du mois. On y va trois matins de suite ou bien neuf, c'est ce que l'on appelle faire une neuvaine. Les maux les plus rebelles ne tiennent pas devant une neuvaine, paraît-il. Ensuite il faut se faire panser les quatre jours de fête annuelle qui suivent.

Le panseur et le pansé doivent être à jeun (c'est pourquoi on y va dès minuit), et quand on a été pansé, ne fût-ce qu'une seule fois, il faut s'abstenir de faire gras les jours de fête annuelle, autrement le mal revient.

Qu'y a-t-il de vrai dans ces pratiques ridiculisées par la science et condamnées par l'Eglise ?

Nous l'ignorons. Toujours est-il qu'il est des personnes de la localité et qui ne sont dépourvues ni d'intelligence,

ni de bon sens, et qui nous ont affirmé avoir été guéries par les panseurs (1).

Mais une réflexion s'impose : étant donné la diminution de la natalité française, où prendra-t-on dans quelques années le septième garçon ou la septième fille...?

Soyons sans inquiétude, l'esprit humain aura découvert autre chose pour l'exploitation des crédules.

Quelques proverbes locaux

S'il tonne en janvier ou février,
Renverse tes cuves sur le fumier.

Autant la caille chante de coups,
Autant le blé vaudra de pièces de cent sous.

Temps rouge au matin
L'eau est par chemin.

Temps rouge au soir,
Bon espoir.

Quand les hirondelles volent bas
Mets ton foin en tas.

Pâques fagnouses
La Saint-Jean fromentouse.

Bonne apparence
Triste espérance.

Qui n'y va n'y chet.

A la Saint-Martin
Bonde ton vin.

Si tu veux un beau goret
Souhaite-lui deux fois la bonne année.

L'arc en ciel du matin
Ne doit pas détourner de son chemin.

(1) Parmi les panseuses en renom, citons M^{me} Diet, à Saint-André-de-Lidon.

X

LES REGISTRES PAROISSIAUX

Ils remontent à 1620 et jusqu'en 1631 ils ne mentionnent que les baptêmes : ce sont des baptistaires.

De 1631 à 1676, une lacune, mais à cette date ils portent le timbre de *Généralité de Bordeaux* et coûtent douze deniers par feuille. Les naissances, les mariages et les décès y sont mentionnés.

Dès cette époque on trouve les noms de familles qui habitent encore cette localité. C'est ainsi qu'il y a des Favre, des Neaud, des Beurrier, des Georget, des Nambrard, des Hillairet, des Sauvignon, des Boisson, des Arrivé, des Barbotin, des Renoulleau, des Botton, des Roudier, etc., etc.

Les actes des baptêmes des enfants du peuple portent : « fils de... et de... », tandis que ceux des enfants des familles ayant un certain prestige dans le pays portent : « fils de... et de *honneste* femme... »

En l'année 1700, le timbre change ; c'est celui de la *Généralité de La Rochelle* et chaque feuille coûte seize deniers.

Une abjuration

« Je, Jeanne Hillairet, reconnais et confesse d'un cœur
« humble et repentant, devant la Très Sainte-Trinité, de-
« vant la cour céleste, de vous tous qui êtes ici présents
« et témoins, que j'ai grièvement péché, adhérant aux hé-
« rétiques et croyant leurs erreurs et hérésies, notam-

« ment celles de Luther et de Calvin ; or maintenant, par
« la grâce de Dieu, étant remise au bon chemin, je dé-
« teste et anathématise les susdites hérésies et toutes
« autres sectes, croyant à la sainte Eglise catholique,
« apostolique et romaine, hors laquelle il n'y a point de
« salut, faisant profession de tout ce qu'elle croit et pro-
« fesse, et particulièrement j'adore la très sainte eucha-
« ristie, le saint sacrement de l'autel auquel est contenu
« le vrai corps et sang de Jésus-Christ, avec son âme et
« divinité sous les espèces du pain et du vin ; de plus
« j'invoque tous les saints du Paradis pour être à mon
« secours par leurs prières, surtout la bienheureuse
« Vierge Marie, mère de Dieu ; j'avoue qu'il y a sept
« sacrements par lesquels la grâce nous est communi-
« quée ; il y a un purgatoire où les âmes sont purgées
« après cette vie ; je reconnais notre Saint-Père le pape
« pour souverain pasteur de l'Eglise universelle, succes-
« seur de saint Pierre, vicaire de Jésus-Christ ; je pro-
« mets de garder et de suivre inviolablement désormais
« la foi qu'icelle Eglise catholique, apostolique et romaine,
« colonne et appui de vérités tient et prêche. Aussi je
« jure devant Dieu sur les saints évangiles que je tou-
« che. »

« Fait le 23 janvier 1678. »

« HILLAIRET, PERRET, NEAUD, RASTOULH, curé. »

Les autres abjurations signalés sont celles de :

Magdeleine Baudry, 23 janvier 1678 ;

Catherine Caillaud, 4 septembre 1678 ;

Marie-Jean Moine, 12 août 1680 ;

Barthélémy Joguet, 25 janvier 1721 ;

Elisabeth Pinaud, 25 janvier 1721 ;

Jean Touzeau, 15 septembre 1725.

Cependant tous les protestants n'abjurèrent pas.

Ceux qui demeurèrent fidèles à leur religion portèrent leurs enfants à Maistre Audibert Durand pour être baptisés au temple du château du Douhet ; « car le ministre
« Audibert Durand avait été délégué par l'Intendant,

« conformément à l'arrêt du 15 septembre 1685, pour
« faire les mariages et les baptêmes des protestants dont
« les temples avaient été interdits par arrêté du Conseil
« du Roy. Les Réformés, qui présentaient leurs enfants
« à Maistre Audibert Durand pour être baptisés au tem-
« ple du château du Douhet, venaient de.
. Montpellier. »

Quelques extraits

Le troisième mars mil sept cent dix-huit, environ les cinq heures du soir, il nous avoit été présenté par François Cadoreau, marchand de ce bourg, Jean Nézereau et Jeanne Métivié sa femme, une fille pour la baptiser, disant ledit Nézereau et ladite Métivié, en avoir été chargés par ledit Cadoreau il y a sept jours ; et ayant demandé avant de commencer les cérémonies à qui appartenait cet enfant, ils auroient répondu ne le scavoir point, et ledit Cadoreau de sa part, que cet enfant luy avoit été confié pour le mettre aux nourrices, sans que ceux qui le luy avoient confié, luy eussent dit le nom du père ny de la mère et ce, pour éviter le désordre que cela pourroit causer en quelques familles ; sur quoy, pour satisfaire à notre devoir en tirant d'inquiétude ledit Nézereau et ladite Métivié qui craignoient la mort de cette fille sans avoir reçu le baptême, nous luy avons administré ce sacrement ; l'un et l'autre ayant demandé d'être parrein et marreine, qui luy ont donné les noms de Marie-Anne, avec promesse de leur part, et ledit Cadoreau de la sienne, que si ladite Marie-Anne est bâtarde, comme ils le soubsonnent, ils tâcheront de découvrir le nom de la mère pour nous en faire leur déclaration, pour icelle être insérée ou adjoutée au présent registre, si besoin est même celle du père naturel s'il le demande.

CADOREAU, MARCHAND, MOULIN, curé de Montpellier.

L'enregistrement du baptême de Marie Goguet ne fut pas fait parce qu'on refusa de donner de l'argent au père Anthoine qui en demandoit et dit qu'il ne le feroit point sans cela, ainsi qu'il m'a été rapporté par plusieurs témoins.

MOULIN, curé de Montpellier.

★★

Le vingt-deux novembre mil sept cent quarante-deux est décédée Jeanne Guérin, attachée opiniâtement à la religion prétendue réformée.

BERTRY, curé de Montpellier.

Vers sur la prise de Berg-op-Zoom (1747)

L'Holandois

Nititur incassum Gallus certare puellam :
Casta fuit, casta est, castaque semper erit.

Le François

Nititur incassum Batavus servare puellam :
Casta fuit Gallo, nunc violata jacet.

TRADUCTION

Le Hollandais

C'est en vain que le Français s'efforce de prendre par la violence la jeune fille : celle-ci a été vierge, elle est vierge et sera toujours vierge.

Le Français

C'est en vain que le Hollandais s'efforce de défendre la jeune fille : celle-ci a été vierge pour le Français ; maintenant elle est à terre, vaincue par la force.

En résumé, la jeune fille représente ici la ville de Berg-op-Zoom, imprenable, selon le défi du Hollandais, mais prise par les Français, vaincue par la force.

★★

Le dix-huit de juin l'an mil sept cent cinquante-trois ont été reçus à la bénédiction nuptiale François Moisnard et Marie Yvonnet, lesquels ont reconnu la faute dans laquelle ils étoient tombés soit en suivant la religion prétendue réformée qu'ils rejettent et renoncent avec promesses faites à la face des autels de vivre et mourir en la religion catholique, apostolique et romaine, soit en vivant ensemble comme prétendus mary et femme sous le certificat d'un nommé Boyer, prestre errant et vagabond et qui se dit estre curé de Saint-Palais-du-Né, et d'autant que par l'habitude qu'avoient eu ensemble ledit François Moisnard et Marie Yvonnet, il serait né Louis Moisnard leurs enfants ; ils ont déclaré l'un et l'autre le légitimer et l'instituer et établir leurs légitimes héritier de leurs biens présent et à venir, lequel mariage a esté réabilité néanmoins sans aucun empeschement civil ni canonique et après avoir observé d'ailleurs les cérémonies et formalités accoutumées de l'Eglise, en présence de Pierre Mercier qui a déclaré ne scavoir signer, de Jean Boisson, de Joseph Balangé qui ont déclaré ne scavoir aussi signer et de Pierre Chaton et enfin de Jean Marchand lesquels ont signé.

MOYNARD, MARCHAND, CHATON, BERTRY, curé.

★★

Le vingt-trois janvier l'an mil sept-cent cinquante huit a esté baptisé Raymond Jacque, fils légitime de Michel Alliot et de Marie Renouleau ; a esté parein Jacque Favre et mareinne Jeanne Bessard, en présence de Jean Marchand, de Jacque Nambrard.

En marge se trouve la note suivante :

Baptisé Raimond Ailliot, son seul nom de baptesme, et non pas Raymon Jacque, ce qui est défendu accause de l'orgueil de ces personnes qui veulent imiter les princes qui prennent plusieurs noms.

BERTRY, curé.

★★

L'année mil sept cent cinquante neuf j'ai fait faire le partage de la paroisse pour faire venir mes droits chez moy et par ce moien je me suis affranchi de la servitude de porter les grains chez le fermier de Monsieur L'Evesque au lieu du Pérat où les curés depuis plus de cent ans alloient chercher leur portion.

La raison que j'ai alléguée c'est qu'il ny a point de société éternelle, que personne n'est obligé de tenir ses droits en commun malgré soy.

La mesme année qui fut très bonne pour la récolte des grains, il y eut une secousse de tremblement de terre qui se fit sentir sur les dix à onzes heures du soir, le dix du mois d'aoust ; vraisemblablement on doit attribuer ce tremblement de terre à la grande chaleur qui se fit cette année où trois mois au moins s'écoulèrent sans presque avoir de pluie icy et au environs quoiquaillieurs il y eut des pluie, des gresles considérables.

BERTRY, curé.

★★

L'an mil sept cent soixante j'ai fait la plantation de peupliers à la Chenevière de Pont-Chapeau et celle d'aubiers vime dans ycelle et à la Chènevière de Grand Fonds.

BERTRY, curé de Monpeslier.

★★

Ce jourdhuy 21 février 1761, j'ai déclaré au bureau de Pisanny que j'entendois et prétendois jouir de mon bénéfice par moy mesme et de la manière accoutumée : sca-voir par le ministère des dimeurs par moy gagés.

BERTRY, curé de Monpeslier.

Une dispense de mariage accordée par le pape.

Le six julliet l'an mil sept cent soixante-trois ont esté reçus à la bénédiction nuptiale Pierre Nicolle de la paroisse de Thin et Anne Arrivé de celle cy après avoir obtenu dispense de Nostre Saint Père le pape Clément

treize datée à Rome à Sainte Marie majeure du sept de janvier dernier *informa pauperum*, laquelle a esté fulminée et revisée par M^r de Lacoré Evesque de Sainte, qui a également dispensé les susnommés de l'empêchement canonique de parenté au second degré de consanguinité ainsi qu'il apert par laditte dispense dudit seigneur Evesque donnée au château du Douet le vingt cinquième de juin de la présente année, signée par Georget secrétaire qui s'est contenté d'en délivrer au soussigné un extrait des registres de son secrétariat, lequel extrait est néanmoins insinué et conterollé le trente juin de la présente année signé Marilliet greffier et faisant pour le conterolleur.

En outre ledit mariage des susnommés s'est fait sans qu'il soit venu aucun autre empeschement, et après avoir observé les cérémonies et formalités accoutumées de l'Eglise en présence de Pierre Barré, de François Boisson, de Thomas Sallaud, Pierre Puiraveau qui ont signé avec moy, sauf Boisson qui a déclaré ne scavoir le faire.

PIERRE NICOLLE, PIERRE BARRÉ, PIERRE PUIRAVEAU,
T. SALLAUD, BERTRY, curé.

Par un bref en datte du trois février mil sept cent soixante et dix-neuf, le pape Pie VI accorda une dispense de mariage à Pierre Labbé et à Marie Labbé.

Le six de janvier mil sept cent soixante-sept a esté baptisée Elisabeth, fille naturelle de Marie Gourdon et on a point déclaré le père ; a esté parein Sauvignon et marie Angibeaud.

En marge se trouve la note suivante : fille naturelle de Marie Gourdon, paroisse de Saint-Jean-d'Angély, faubourg d'Aunis. Cet enregistrement cest fait ainsi, faute par la mère de n'avoir pas fait sa déclaration devant moy ou juge compétant pour scavoir qui estoit le père.

BERTRY, curé.

Le treize de janvier l'an mil sept cent soixante et treize a esté inhumé le corps de mademoiselle Marie-Madelenne Cadoreau, épouse du sieur Pierre Viaud vivant et juge de Coze, âgée de soixante et dix-huit ans, dans l'église de cette paroisse, en présence de Charle Chauvet, de Pierre Marchand, de Pierre Beson, laquelle quoique née de parents protestant, s'estant mariée en face de l'Eglise canoniquement ; néanmoins depuis son mariage, elle a vécu séparée de l'Eglise et des sacrements, n'ayant jamais assisté au prêche des prédicants, soufferts depuis quelques années ; et la dernière action de sa vie a esté de couper du pain pour donner à la fille de son ancienne servante ; ainsi sa vie a fini en faisant l'aumône.

J'ai esté assisté de M. Querquy, curé de Thin, et de M. Mercier, vicaire de M. Tabois, curé de Rioux et archiprestre de Pons qui a employé son ministère avec soins par la grâce de Dieu, ainsi que moy son neveu pour son salut.

BERTRY, curé.

Note de l'extinction des Jésuites.

Clément quatorze par sa bulle du trente et un juillet mil sept cent soixante et treize a détruit, aboli, cassé la constitution de société de Jésus dont monsieur Ignace étoit le fondateur, de cette secte qui ne vivoit dans l'Eglise que pour semer des opinions qui ne tendoient sinon à l'hérésie du moins au schisme. Cette race ne subsiste plus et ne subsistera jamais grâce à Dieu.

BERTRY, curé.

Il s'agit ici de la bulle *Dominus ac Redemptor* qui prononçait la dissolution de l'ordre des Jésuites et que Clément XIV signa à regret, dit-on.

★★

Ceux qui viendront après moy dans cette paroisse feront attention à la note cy jointe : attendu que Félix-Thomas Hyllairet et Marie-Bénigne Pasquier estoient origi-

naires de ma paroisse, qu'ils y sont établis dans ce bourg, où sont situés leurs biens et plus amplement dans l'étendue de la paroisse, que d'ailleurs par les statuts sinodeau du diocèse, soit qu'on soit baptisé, marié ou inhumé dans une autre paroisse, il faut toujours que les extraits soient inscrits sur les registres de la paroisse d'où il dépendent, ce qui n'a pas été fait, ce qui est une prévarication contre le bon ordre et les loix.

BERTRY, curé (1778).

★★

Nota. — Que le trois aoust l'an mil sept cent soixante et dix-huit le sieur Félix-Thomas Hyllairet, notaire roial, épousa à Saint-André-de-Lidon, par M. Cossoul, curé du dit lieu, Marie Bénigne Pasquier, née du concubinage de Bénigne Hyllairet avec feu Pierre Pasquier protestant, qui n'ont été mariés ni par prédicant, ni par prestre étranger, ni par moy légitime pasteur, et on a donné sur le certificat du notaire roial qui est Thomas Hyllairet, père de Félix-Thomas et oncle de Marie-Bénigne Pasquier, lors de la publication des bans, on a donné di je à cette dernière la qualité de fille légitime du dit feu Pierre Pasquier et de laditte Hyllairet sa mère, contre toutes les loix du royaume et arrest du parlement de Bordeaux. Et sa sœur Susanne est dans le mesme cas.

Nota 2. — Que feu Pierre Pasquier et Bénigne Hyllairet sa concubine qui fréquentoit les sacrements de la religion catholique a mis au monde ses deux filles dans ce bourg ; que lors de leurs naissances, ils me les ont refusés pour les baptiser, et les ont portés à Coze ou Gemonzac, pour être baptisées par le prédicant.

Nota 3. — Que cette mizérable Bénigne Hyllairet qui a gardé son concubinaire jusqu'à sa mort chez elle, n'a pas fait aucune démarche pour sa conversion, et est restée séparée de l'Eglise et des sacrements jusqu'à ce jourdhuy.

BERTRY curé qui n'a point reçu l'extrait de l'impartition de la bénédiction nuptiale de la part du Sieur Cossoul

curé de Saint-André-de-Lidon, pour la coucher et inscrire sur ses registres, ni de la part du sieur Hyllairet, ni de son père ma esté présentée.

Remède dont on s'est servi pour la maladie épidémique
qui a régné sur les bêtes à corne dans les années
1748-1749-1750.

Cette maladie est une picotte ou un venin qui altère le foie, en sorte qu'il pourrit et fait mourir les bœufs ; ils avoient un dévoiement qui se dégénérait en espèce de dissenterie qui causait de cruels étranglements dans les intestins.

Il faut avoir une once de racinne de jansianne, une poignée de grenne de genièvre, une poignée de sel ; le tout concassé et mis infusé un peu de temps dans une bouteille de vin ; avoir soin tous les matins de frotter la bouche du bœuf avec un poureau, du sel et du vinaigre, de les nourrir à la routie et les tenir chaudement.

Autre Remède. — Il faut avoir deux onces de bonne thériarque que vous brouillerez en deux pintes de vin, leurs faire prendre à jeun, les tenir chaudement, les nourrir à la routie, et puis si les bœufs prennent de la nourriture ordinaire, les faire boire à l'eau blanche chaude.

BERTRY, curé de Montpeslier.

Mémoire pour faire un onguent excellent pour les blessures, fractures, dépôts, surtout quand ils sont ouverts, avec des mèches qu'on insinue dedans les trous, de mesme au mamelles des femmes nourrices qui ont leurs sein durs et corrompus par le lait.

Prenes une demie livre d'encens en poudre, une demie livre de lécanore d'or en poudre, une demie livre de galipode, ou raisinne vierge, une demie livre de cire jaune neufve, deux livres d'huile d'olive, une livre de cherpi de toille de chanvre et jamais de lin.

Vous prendres un grand plat, qu'on appelle aujourd'hui

plat de quatre sols ou de vendengeur tout neuf et qui nait jamais servi ; vous mettrez les drogues cy dessus énoncées infuser dès le soir avec le cherpi et puis le lendemain vous mettrez votre plat ou autre vaisseau tout neuf avec les drogues sur le feu, soit sur un récheau ou potagé dès le soleil levant ; il faut d'abord que le feu soit médiocre car le plat crèverait et vous perdriez votre onguent, et continuer le feu médiocre jusqu'à midi en brassant toujours les drogues avec une espatule ou grande cuillère de bois, après vous pures augmenter le feu un peu plus, pour le faire cuire jusqu'à sa fin, vous connoistres la raison de longueur quand il fera des bouclettes perlées et qu'il noircira, observez que le cherpi doit être coupé si menu qu'il puisse se confondre avec les drogues pour ne pas faire de cordages.

J'ai fait l'expérience de cet onguent, pendant bien des années, avec un grand succès, pour les pauvres.

BERTRY, curé de Montpellier.

Remède contre le chancre qui vient à la bouche
et à la gorge.

Cette année mil sept cent soixante et dix-neuf un mal de gorge s'est manifesté ainsi : la gorge composée des amiddales, lhuette et la langue, se trouvait enflammée de façon que la langue était garnie de boutons des plus cuisans, et le passage de la gorge pour les aliments fort resserré, si bien que les aliments avoient peine à passer, même les plus liquides.

On s'est servi du remède suivant : Prennés du trougne, il vient sur les chicons et dans les palisses, des feuilles de ronse, des feuilles de plantin, du persil, de l'écorce de grenade, du tout ensemble une bonne pincée que vous mettrez bouillir dans un pot ou caffetière de chopinne, avec moitié vin blanc et moitié bon vinaigre, que vous laisserez bouillir jusqu'à la consommation du tiers et puis vous en gargarisés la gorge le plus souvent que vous

pourés, et mâcherés les herbes que vous rejetterés ainsi que la boisson.

Depuis trente huit ans que je suis icy curé, je n'ai pas vu une maladie si empestée que celle qui a raigné dans l'esté et l'automne soit pourpre, picotte et dissenterie qui ont enlevé quantité d'enfants surtout jusqu'à l'âge de quinze ans, vingt ans, peu de vieillards,

BERTRY, curé.

XI

LE GRAND LAURON

Le château du Grand Lauron, dont on voit encore les ruines de la porte d'entrée du corridor, est aujourd'hui complètement disparu. Il a fait place à une ferme avec toutes ses dépendances. Il paraît avoir été une seigneurie assez importante, close de murs, renfermant vignes, prés, bois et consistant « en un chasteau, cour, bâtiments de servitudes, jardins, domaines et dépendances, sances, rentes, agrières, complants, droits de lods et de ventes et prestations, justice haute, moyenne et basse et généralement tout ce qui forme et compose ladite seigneurie avec tous ses droits tant actuels qu'aunorifiques, prérogatives, prééminances, profits, revenus et mouvances qui y sont attachés et qui en dépendent... » (1).

Cette seigneurie a été vendue à Louis-Philippe Bernardeau de la Briandière, par Charles de Livenne, à la date du 27 janvier 1768, par devant M^e Pasquier, notaire royal demeurant à Saintes, pour la somme de 64.000 livres plus 2.400 livres de pot de vin (1).

Après la vente, le procès-verbal de l'état des bâtiments et domaines de la terre et seigneurie du Grand Lauron, a été fait à la requête de messire Louis-Philippe Bernardeau de la Briandière à la date du 7 mars 1768, par M^e Pasquier, notaire royal à Saintes, assisté des experts Louis Chaillou, maçon, tailleur de pierre, demeurant à

(1) *Archives départementales.*

Montpellier, et de Jean Besson, charpentier, demeurant à Pessines, pour constater les réparations nécessaires d'y être faites (1).

La seigneurie du Grand Lauron possédait en propre la chapelle de l'église placée à droite de l'autel, et où elle avait son banc (1).

Si l'on en croit la légende, le drame suivant (qui ne serait point particulier à la localité) se serait déroulé au Grand Lauron :

Bernardeau de la Briandière et plusieurs seigneurs de ses amis rentraient d'une chasse peu fructueuse. En arrivant au château, ils voient, sur la toiture, des maçons en train de travailler.

Si je descendais un de ces moineaux, dit un seigneur ?

Un coup de fusil retentit, et un de ces malheureux vint s'abattre sur le sol, mort.

★★

Le premier seigneur, auquel il nous a été donné de remonter pour la possession du Grand Lauron, est :

Henry Gombaud qui, le 7 octobre 1564, se maria avec Antoinette de Rabaine, fille de Jacques de Rabaine, seigneur de Jazennes.

Henry Gombaud et Antoinette de Rabaine eurent deux fils, dont Jérémie, qui succéda à son père en qualité de seigneur du Grand Lauron, et qui se maria avec Marthe de Champelais (2).

De Jérémie Gombeaud, la seigneurie du Grand Lauron passa à Jacques Aymard aux termes d'un testament fait par Jean Aymar, écuyer, sieur « de Mathon et de la Sou-
« bretière, par lequel ledit Jean Aymard donne à Jacques
« son fils aîné, certains lieux y mentionnés (dont le Grand

(1) Minutes de Pasquier, *étude de M^e Laferrière*.

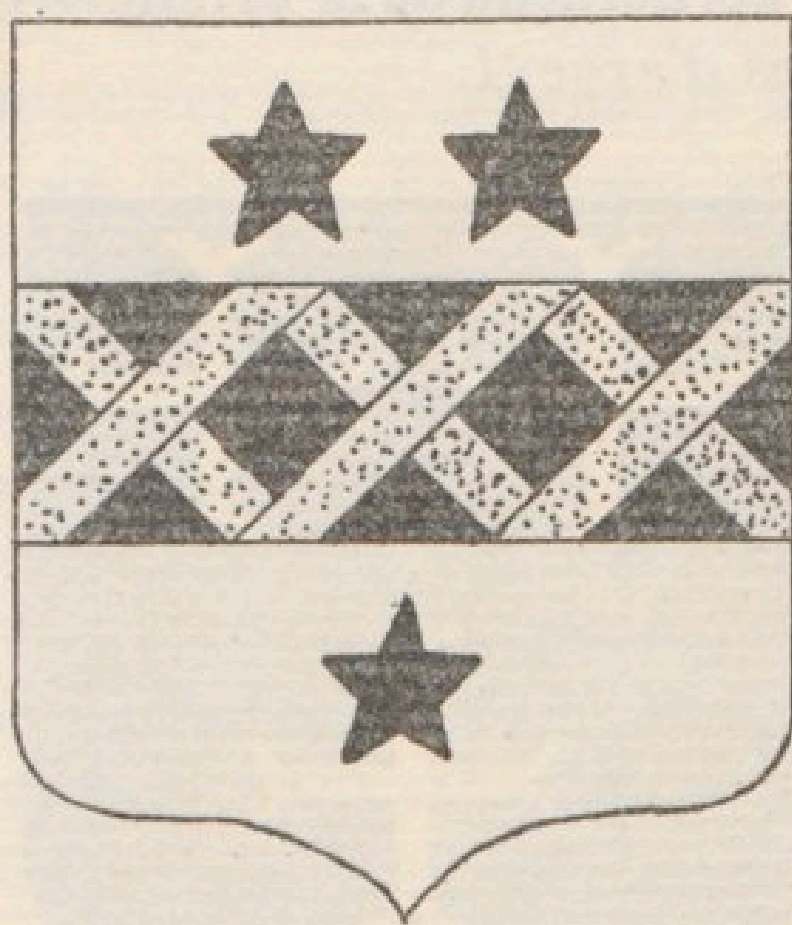
(2) Beauchet-Filleau, *Dictionnaire des familles du Poitou*.

« Lauron) dont il veut qu'il se contente pour son droit
« d'aînesse... » (1).

Jacques Aymard se maria avec Renée Urvoy dont il eut une fille, Marie, qui, le 5 juillet 1659, épousa Henri de Beaumont à qui elle apporta en dot le Grand Lauron (2), et de cette union sont nés plusieurs enfants, dont Angélique qui, en 1714, se maria avec Jean de Livenne (3).

De Livenne

Les **De Livenne** avaient pour blason: *d'argent, à la fasce de sable frettée d'or de six pièces, accompagnée de trois étoiles de sable, deux en chef et une en pointe.*



Jean de Livenne, chevalier, seigneur des Rivières, du Breuilet de Loron né en 1681, marié en 1714 avec Angélique de Beaumont, fille de Henry, seigneur d'Auge et du Grand Loron et de Marie Emard. Il fut père de Charles de Livenne, seigneur des Rivières, des Brousses aux Sicots, de Monchaude, baron de Balan, marquis de la Rochalais, marié en 1750 au château de Loron avec sa parente Marie-Paule-Pélagie de Livenne de Balan.

(1) Eschasseriaux, *Documents d'étude sur la ville de Saintes*.

(2) *Idem*.

(3) Beauchet-Filleau, *Dictionnaire des familles du Poitou*.

Ce Charles comparut au ban de 1758 ; nous ne savons pas au juste si c'est lui ou son père (Jean) dont il est ici question ; mais il s'agit probablement de Jean qui est *excusé par son grand âge* au ban de 1758 (1).

Or, d'après M. de La Morinerie, Charles de Livenne aurait été présent au ban de 1758 et à l'assemblée provinciale de février 1789.

Ainsi qu'il est dit plus haut, Charles de Livenne vendit, le 27 janvier 1768, le Grand Lauron à Louis-Philippe Bernardeau de la Briandière.

Bernardeau de la Briandière.

Le blason de **Bernardeau de la Briandière** était : *de sable, à 3 croix ancrées d'argent.*



Bernardeau Louis-Philippe, chevalier, seigneur de la Briandière, de Lauron et du Chantreau, naquit le 15 septembre 1731 et épousa le 26 août 1755 Suzanne-Charlotte de Bullion de Montlouet sa cousine. Il rendit aveu de la Briandière au château de Vouvant le 21 novembre 1776 et mourut laissant de son mariage :

1^o Suzanne-Henriette, née le 27 mai 1756, mariée le 11 mai 1774 à Denis Chevalier, seigneur de Nantillé ;

(1) *Rôles Saintongais*, par Th. de B. A.

2° Louise-Gabrielle, née le 23 janvier 1758, morte le 12 février 1838 ;

3° Marie-Anne, née le 21 mai 1759, marié en 1781 (1), à Jacques-Léonard baron Muller, lieutenant général des armées du Roi, inspecteur général de l'infanterie, chevalier de St-Louis et commandeur de la Légion d'honneur, décédée à Saintes en 1840 ;

4° Louis-Philippe, né le 27 mai 1761, décédé le 6 août suivant ;

5° Guillaume-Armand, né le 3 juillet 1762, décédé en bas-âge ;

6° Angélique-Henriette-Silvie, née le 24 février 1765, décédée le 7 septembre 1804 (2).

Le 7 janvier 1789, messire Louis-Philippe Bernardeau de la Briandière, veuf de dame Charlotte de Bullion, s'est remarié à Montpellier avec demoiselle Rose Pariolleau, fille mineure de Pierre Pariolleau et de Marie Guichard (3).

De ce second mariage, il n'y eut pas d'enfants. Mais de la première union, deux filles ont laissé postérité. (Les fils sont morts jeunes).

1° L'ainée, Suzanne-Henriette, mariée à Denis Chevalier, seigneur de Nantillé, eut une fille unique, Charlotte-Henriette, née le 8 février 1775 au Chantreau, où elle mourut célibataire en 1810. Elle laissa sa fortune à son parent Anne-Christophe de Courbon de la Roche-Courbon (4) ;

2° Marie-Anne, mariée au général Muller, et qui eut deux filles :

Louise-Gabrielle, née à Saintes, le 5 octobre 1790, morte en 1850, a épousé, à Saintes, le 4 juillet 1807, Marie-Côme-Ferdinand Carré de Sainte-Gemme, dont elle eut trois fils :

(1) Le mariage dont il s'agit a eu lieu à Montpellier le neuf novembre mil sept cent quatre-vingt-neuf.

(2) Beauchet-Filleau, *Dictionnaire des familles du Poitou*.

(3) *Archives communales*.

(4) Beauchet-Filleau, *Dictionnaire des familles du Poitou*.

1° Amédée, mort sans enfants ;

2° Marie-Jules-Louis-Charles qui épousa Victoire Montalieu, dont il eut un fils, Gaston-Raoul-Marie-Julien-Augustin-Gabriel, né à Paris le 3 septembre 1862 ;

3° Gustave, mort sans enfants ;

L'autre, Angélique, née au Grand Lauron, paroisse de Montpellier, le 7 floréal an IV, épousa, à Saintes, le 26 février 1821, Jean-Baptiste-Hector de Laborde-Lassale, dont elle eut deux fils : l'un mort à 14 ans, et l'autre, Eugène, qui épousa en 1853, Henriette de Mornac, décédée sans postérité.

Le général Muller

Le général Jacques-Léonard Muller n'est point né à Montpellier ; il est né à Thionville (Moselle) le 11 décembre 1749.

En 1789 il s'est marié avec Marie-Anne Bernardeau de la Briandière ainsi qu'en témoigne l'acte ci-après extrait des registres paroissiaux de la commune de Montpellier :

« Le neuf novembre mil sept cent quatre-vingt-neuf
« après les fiançailles et la publication d'un ban sans
« opposition tant en cette paroisse qu'en celle de Saint-
« Vivien de Pons ; vu les certificats du sieur Corinaud,
« curé de Saint-Vivien de Saintes et Barreau prieur, curé
« de Saint-Vivien de Pons en date du trois de ce mois ;
« vu aussi la dispense de deux bans, accordée par Mon-
« seigneur l'Evêque de Saintes datée du cinq de ce mois,
« signée de De Laage, doyen, vicaire général et Rollet
« secrétaire ; je, curé soussigné, ai donné la bénédiction
« nuptiale à sieur Jacques-Léonard Muller lieutenant au
« régiment de Courteu-Suisse, fils majeur et légitime et
« procédant du consentement de Monsieur Jacques-
« François Muller, bourgeois de Schmerlin au canton de
« Glaris et de feu Madame Marie-Françoise Isabelle
« Bauriaux demeurant à Saintes, paroisse de Saint-
« Vivien d'une part, et à demoiselle Marie-Anne Bernar-
« deau de la Briandière, fille majeure de messire Louis-
« Philippe Bernardeau, chevalier, seigneur de la Brian-

« dière, de Chantreau et Loron et de feu Madame
« Charlotte-Suzanne de Buillion demeurant cy-devant
« dans la paroisse de Saint-Vivien de Pons et actuelle-
« ment dans celle-ci, d'autre part, en présence de
« M^e Félix Thomas Hillairet notaire royal, de messire
« Pierre Modeste Demothès pour l'époux; de messire
« Louis-Philippe Bernardeau de la Briandière, père de
« l'épouse, de Pierre Pariolleau et de plusieurs autres
« soussignés et qui nous ont attesté la demeure des parties
« et leur liberté pour ledit mariage. »

« DE LA BRIANDIÈRE, MULLER, JACQUES LÉONARD
« MULLER, BERNARDEAU DE LA BRIANDIÈRE,
« DEMOTHES, DE LA BRIANDIÈRE, PARIOLEAU,
« ANGÉLIQUE BERNARDEAU DE LA BRIANDIÈRE
« BARON, DUCLOS curé. »

Après son mariage, le général Muller aimait à venir passer ses jours de repos au Grand-Lauron de Montpellier où il vivait en propriétaire saintongeais.

Il mourut à Saintes le 1^{er} octobre 1824. Son corps repose au cimetière Saint-Vivien. Sa veuve le suivit dans la tombe en 1840 (1).

De Bernardeau de la Briandière, le Grand-Lauron passa à Pierre-François Augier, chirurgien, demeurant à Berneuil et qui avait épousé Rose Pariolleau, veuve de Bernardeau de la Briandière.

Par acte en date du 4 mars 1834, passé devant M^e Nicolle notaire à Tesson, Pierre-François Augier vendit une partie du Grand-Lauron, dont les maisons, à Revillé André; et par adjudication du tribunal civil de Saintes en date du 28 février 1842, le Grand-Lauron passa à Pavageau Pierre-Félix qui, le 18 avril 1842, par acte passé par devant M^e Bauré, notaire à Montpellier, le vendit à Georget Jean aux descendants duquel il appartient encore actuellement.

(1) *Revue d'Aunis et de Saintonge*, 1904.

XII

LE PETIT LAURON

A peu de distance du bourg se trouve le Petit Lauron, vieux manoir clos de murs et traversé par le lit d'un petit ruisseau, à sec l'été mais abondamment pourvu l'hiver, parce qu'il sert de dégorgeoir à une fontaine qui ne donne que pendant la saison pluviale.

Des quatre tours qui le gardaient jadis, dit-on, une seule demeure, et encore a-t-elle été remaniée.

Ce logis, dont plusieurs bâtiments ont disparu, était autrefois une seigneurie consistant en « logis noble, bâtiments pour le bordier, granges, tour, jardin, fuye, servitude, borderie composée de terres labourables, prés, bois et tous les domaines composant ladite borderie, dont la majeure partie est tenue en roture mouvante des seigneurs de l'Evêché et du Grand Lauron... (1) ».

Ce fief était bien une dépendance du Grand Lauron car son propriétaire « a reconnu, reconnaît et avoue être sujet et vassal de Messire Bernardeau de la Briandière, seigneur direct et féodal de la terre et seigneurie du Grand Lauron, tenir et posséder noblement de lui en plein fief et hommage-lige d'une paire de gands blancs amiablement apprêtiés dix sols, son fief et seigneurie du Petit Lauron, situé paroisse de Montpellier... (1) ».

Disons enfin que « ledit bien du Petit Lauron est mouvant, et relève, à foy et hommage-lige, y compris les domaines roturiers sujets aux droits ordinaires des fiefs,

(1) Papiers de la famille BREJON LAMARTINIÈRE.

savoir : pour cinq sixièmes de la terre et seigneurie du Grand Lauron, et un sixième pour celle de l'Evêché, en conséquence d'un jugement rendu au sénéchal de Saintes, le 23 août 1708, entre illustrissime et révérendissime de Saint-Mauris, seigneur évêque de Saintes et lesdits seigneurs du Grand Lauron (1) ».

Ce fief a été acquis de messire Claude Moré, seigneur du Rail et de dame Suzanne Forestier, son épouse, à la date du 20 février 1769, par acte passé par devant M^e Thirion, notaire royal en Saintonge, par Messire Samuel Alexandre Brejon de Lamartinière, conseiller du roy et son premier avocat au sénéchal et siège présidial de Saintes.

Actuellement le noyau du Petit Lauron appartient encore aux descendants de Samuel-Alexandre Brejon-Lamartinière.

La seigneurie du Petit Lauron avait un banc et un pupitre dans le chœur de l'Eglise de Montpellier. (Lettre du curé Bertry, contrôlée à Pisany le 2 avril 1776) (1).

Brejon-Lamartinière

Samuel-Alexandre Brejon-Lamartinière appartenait à une ancienne famille saintongaise, originaire des Epaux, commune de Meursac, où, dès 1540, un Brejon était notaire. Samuel-Alexandre, dont il est ici question, appartenait à la branche cadette et, à un moment donné, pour se distinguer les uns des autres, les membres de cette branche ont ajouté au nom patronymique le surnom de *Lamartinière*, nom emprunté probablement à une pièce de terre, située près des Brandes et leur appartenant. Il est né à Saintes le 15 novembre 1751, du mariage de Samuel-Alexandre Brejon-Lamartinière, seigneur du Petit Lauron, conseiller du roi et son premier avocat au siège présidial de Saintes, et de Marie-Anne Brejon.

Elu assesseur du juge de paix du canton de Saintes (extra-muros) Brejon Lamartinière fils fut nommé sup-

(1) Papiers de la famille BREJON LAMARTINIÈRE.

pléant du canton de Saintes, arrondissement du nord, et ensuite juge de paix titulaire dudit canton, par arrêté de Bonaparte, premier consul, en date du 3 ventôse an XII. Il n'occupa ce siège que peu de temps, car il mourut à sa campagne au lieu de la Maisonneuve, commune de Chaniers, le 14 fructidor an XII (1^{er} septembre 1805) à l'âge de 54 ans.

Il laissait une veuve, Marie-Anne-Adélaïde-Grégoireau, de laquelle il paraît ne pas avoir eu d'enfants.

★★

Son père, Samuel-Alexandre Brejon-Lamartinière (1), était le fils de Samuel, avocat au Parlement de Bordeaux et de Jeanne Ardouin. Il fut baptisé à Saintes, paroisse Saint-Pierre, le 25 janvier 1723. Après de sérieuses études en droit civil et canonique, il acheta, suivant acte de Senné, notaire à Saintes du 25 août 1750, l'office de « conseiller du roy et son premier avocat au Présidial de Saintes » pour la somme de 8.000 livres qu'il paya à la veuve et à la fille de Pierre Guenon, écuyer, seigneur de Brives, titulaire de l'office, aux termes d'une quittance, reçue par le même notaire le 31 juillet 1759.

Quand le décret des 16-24 août 1790 eut créé une nouvelle organisation judiciaire en France, Brejon-Lamartinière fut, par lettres patentes du 1^{er} octobre 1790, nommé par Louis XVI commissaire du roy près le tribunal du district de Saintes et prononça, en cette qualité, le 6 décembre 1790, lors de l'installation des juges, composant ce tribunal, un discours que l'on eut « bien de la peine à entendre à cause de la faiblesse de son organe », dit un gazetier contemporain.

Il cessa de remplir cette fonction, dont il s'acquittait très dignement, à la suite de l'incident suivant : Le 31 août 1792, il refusa de se présenter à l'audience pour requérir l'enregistrement de lois récentes, votées par l'Assemblée législative, parmi lesquelles se trouvait le décret

(1) Voir Documents, VII.

du 10 du même mois, édictant « la suspension du pouvoir exécutif », c'est-à-dire proclamant la déchéance de Louis XVI, et ce, malgré l'invitation réitérée de Briault, qui présidait provisoirement, en l'absence du président, Bernard des Jeuzines, retenu à Paris par son mandat de législateur. Le tribunal, après en avoir délibéré sur le champ, « considérant que ce refus ne pouvait être envisagé que comme une démission volontaire de sa place, ou comme une répugnance à faire respecter les mêmes lois », décida que Joseph Dubois, l'un de ses membres, remplirait, provisoirement, les fonctions de commissaire du gouvernement.

Le tribunal ayant envoyé une copie de sa délibération au ministre de la justice (Danton), Brejon-Lamartinière fut dénoncé pour le fait y relaté, à l'Assemblée législative, dans sa séance du 6 septembre 1792, par Bernard (de Saintes), qui l'accusa, en outre, d'avoir fait émigrer ses enfants. Sur la motion de ce représentant, l'Assemblée rendit aussitôt un décret ordonnant que Brejon, « commissaire du roi », serait traduit à la barre, dans le plus court délai possible, pour rendre compte de sa conduite. Ce décret fut-il exécuté ? L'absence de documents sur ce point ne nous a pas permis de savoir la suite qui lui fut donnée. Toutefois, Brejon-Lamartinière ne semble pas avoir été trop inquiété, car il resta comme homme de loi près le tribunal de Saintes, et même, si l'on s'en rapporte au récit de l'un de ses contemporains, il aurait protesté, avec la plus grande énergie, lors de la condamnation de Louis XVI. On lit, en effet, dans les *Mémoires* manuscrits du comte Pierre de Brémond d'Ars, député de la noblesse de Saintonge aux Etats-Généraux de 1789, que « Brejon-Lamartinière, avocat du roi à Saintes, malade et septuagénaire, se fit porter au palais et là s'éleva publiquement contre l'acte de la Convention ».

Qu'y a-t-il de vrai dans ce récit, reproduit plusieurs fois depuis ? Nous n'en savons rien, mais il nous semble pourtant étrange que cette manifestation courageuse n'ait pas attiré immédiatement les foudres révolutionnaires sur la tête de son auteur. Il est, cependant, indéniable

que l'ex-commissaire du roi était véhémentement suspect et qu'il fut, à un moment donné, l'objet de mesures rigoureuses de la part du Comité de Salut Public, qui s'était formé à Saintes, quelques jours après la défection de Dumouriez, le 11 avril 1793. Dans sa séance du 2 mai suivant, en effet, « après avoir entendu la lecture des lettres, interceptées à la poste, faisant violemment soupçonner le sieur Brejon, dit Lamartinière, d'envoyer des fonds à l'un de ses fils, émigré », cette assemblée considérant « qu'indépendamment des motifs de suspicion qui existent contre ce particulier, la seule qualité de père d'émigré le met dans le cas d'être mis dans la maison de réclusion ; considérant aussi que la raison pour laquelle on s'est borné, jusqu'ici, à le laisser chez lui, sous la garde de deux citoyens de la garde nationale, placés journellement auprès de lui par la municipalité, est insuffisante puisque l'espèce de maladie dont il est atteint peut également être traitée dans la maison de réclusion », décida qu'il y serait enfermé. Quelle fut la durée de son incarcération ? Il ne nous est pas possible, vu le défaut de documents, de donner une réponse à cette question.

Les biens de Brejon-Lamartinière, après le départ pour l'émigration de son fils François (1), ex-garde de corps du roi, compagnie de Noailles, avaient été sequestrés par la Nation, conformément à la loi ; mais, plus tard, grâce à l'intervention du conventionnel Garnier (de Saintes), il obtint la mainlevée de ce sequestre (2).

Brejon-Lamartinière mourut à Saintes, le 6 nivôse an VIII (27 décembre 1799). Il avait épousé d'abord Ma-

(1) Rentré en France, François Brejon-Lamartinière se maria, une première fois, avec Marguerite Brejon, veuve de Charles de Bureau du Bourdet, et une seconde fois avec Jeanne-Eustelle Bergerat. Il fut maire de Soullignottes, où il mourut le 11 mai 1818. Le 16 mai 1816, il obtint, comme capitaine de cavalerie, une solde de retraite de 750 francs et sa veuve obtint, le 28 janvier 1828, une indemnité de 42.528 francs. (Eschassériaux, *Documents d'étude sur la ville de Saintes*).

(2) Comme les biens et droits de Catherine-Rose Garnier, la seconde épouse de Brejon-Lamartinière, se trouvaient placés sous le sequestre frappant ceux de son mari, elle eut recours au tribunal de famille pour

rienne Brejon, fille de Paul Brejon, sieur des Brandes, et de Catherine Moré, du bourg de Rétaud (contrat de mariage devant Senné fils, du 3 juillet 1748).

De cette union étaient nés :

1° Marie-Anne-Ursule, née à Saintes, le 26 août 1749, décédée au même lieu, le 21 juin 1785, mariée, le 12 février 1776, en l'église Saint-Michel, avec Louis-Nicolas Lemercier, avocat au Parlement ;

2° Samuel-Alexandre, qui précède ;

3° Pierre-Alexandre, dit des Brandes, né à Saintes, le 9 décembre 1752, et décédé, célibataire, à Saintes, le 11 juillet 1806 ;

4° Louis, né à Saintes, le 9 février 1754, lieutenant-colonel, puis propriétaire et maire, à Rétaud, de l'an X au mois de septembre 1806, et où il est décédé le 6 octobre 1815 ;

5° François, né à Saintes, le 21 octobre 1758, qui émigra, et dont il a été parlé ;

6° Anne (*alias* Marie-Anne), née à Saintes, le 3 février 1761, et qui, le 7 août 1787, épousa Léonard-Joseph Queyroulet de La Combe, « docteur ès-lois », avocat au parlement de Bordeaux.

Après le décès de Marianne Brejon, décédée à Saintes, le 11 février 1761, Brejon-Lamartinière convola en secondes noces, le 31 mars 1762, avec Catherine-Rose Garnier, qui mourut à Saintes, le 6 mai 1813, à 70 ans.

De cette seconde union, plusieurs enfants sont nés, mais deux seulement survécurent à leur mère :

1° Jeanne-Rosalie, née à Saintes, le 21 avril 1763, épousa Jean-Baptiste de Jossey-Dubreuil, proviseur au lycée d'Angers ;

obtenir sa séparation de biens, qui lui fut accordée par une sentence du 24 fructidor an II (10 septembre 1794). Un jugement du tribunal civil de Saintes, intervenu ultérieurement, à la date du 14 thermidor an IV (1^{er} août 1796), condamna ledit Brejon-Lamartinière à rembourser à sa femme le montant de sa dot, plus diverses autres sommes qu'elle lui avait avancées, notamment celle de 16.000 livres employée à l'acquisition, faite par lui, en 1774, du domaine du Petit-Lauron (*Archives du greffe civil*).

2° Daniel-Alexandre, né à Saintes, le 5 mars 1767, décédé à Montpellier, le 8 octobre 1843. Il avait épousé Marie-Anne-Esther Jaulin Du Seutre, de laquelle il avait eu plusieurs enfants (1).

★★

Enquête sommairement faite par devant Jean Pierre Cazalez, conseiller du roy et secrétaire en la cour du parlement de Bordeaux, de sa vie et mœurs religion catholique, apostolique romaine, de la personne de M^e Samuel Alexandre Brejon de la Martinière, licencié ès-loix, pour être reçu à prêter le serment d'avocat en ladite cour, et pour attester, nous a produit M^{es} Pierre André Reynal et Michel Piedepère du Dezest avocat en ladite cour et MM. Fabien Fourcade et Charles Dégrange procureur en icelle, lesquels nous ont attesté, moyennant serment, que le dit sieur Brejon de la Martinière est homme de bien et d'honneur, de la religion catholique, apostolique romaine, et qu'ils n'ont jamais su qu'il est esté atteint d'aucun cas digne de reproche ; en foy de quoy requy ont signé avec nous.

Fait dans notre logis le 9 du mois de février 1742.

Signé : CAZALEZ ; FOURCADE, attestant ; REYNAL, attestant ; DÉGRANGE, attestant ; PIEDEPÈRE DU DEZEST, attestant (2).

Calcul et herrantement d'une prize en les Durand qui doit de sence et connoissance un boisseau froment mesure de Saintes par chacun an à la seigneurie du petit Loron.

Premièrement

M^e Dupéroux tient, en trois articles, deux journaux soixante et quinze carreaux et doit deux picottins et les trois quarts d'un autre, froment mesure de Saintes.

(1) E.-J. GUÉRIN, *Les Justices de paix de Saintes* (Revue de Saintonge et d'Aunis, février 1911).

(2) Papiers de la famille Brejon-Lamartinière.

M^e de Lamartinière, conseiller, avocat du roy au siège prézidial de Saintes, tient au lieu de Pierre Chappeau deux journaux et soixante et six carreaux et doit deux picottins et les trois quarts d'un, froment à la dite mesure.

Pierre Boisson dit **La Piquette**, au lieu de Jean Birot, tient soixante-trois carreaux et doit les deux tiers d'un picottin froment à la dite mesure.

Pour la fabrique ou ceux qui sont fermiers y tiennent un journal trente-trois carreaux et doit un picottin et le tiers d'un, froment à la dite mesure.

Jean Tramblier y tient un journal trente trois carreaux et doit un picottin et le tiers d'un, froment à la dite mesure.

Jean Michaud-Cest, **André Fabre** et **Jean Tramblier** y tiennent trente-trois carreaux et doivent le tiers d'un picottin froment à la dite mesure (1).

(1) Document incomplet, communiqué par Sauvignon Emile.

XIII

DOCUMENTS

I. — Un testament

Le testament de Louis de Bassompierre, évêque de Saintes (1648-1666), contient ce qui suit :

« Je donne aux pauvres des paroisses des Gons, de La-
« jard, Berneuil, Montpellier, Fontcouverte, Brossac,
« Santon et Tesson, lesquelles appartiennent à mon éves-
« ché, ou dans lesquelles il ya des dixmes, scavoir : cent
« livres auxdits pauvres et autant à chacune des dictes
« églises... » (1).

II. — Déclaration des biens de main-morte

Minutes de GASQUET,

Étude de M^e Laferrière, notaire à Saintes (2)

Aujourd'hui, troisième de juin mil six cent quatre-vingt-douze, avant midy, par devant le notaire royal et greffier des convansions à Xaintes, soussigné, et en présence des témoins bas-nommés, a comparu en sa personne messire

(1) *Histoire de l'Eglise Santone*, tome II, page 416, Cité dans le *Recueil de la Commission des Arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure*, tome I, 1886.

(2) Publié dans les *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, tome XXXV.

George des Granges, prestre, curé de la parroisse de Montpellier au présent diocèse, y demeurant, lequel pour satisfaire à l'édit du roy du mois de décembre mil six cent quatre-vingt-onze et arrêts de son Conseil donné en conséquence le dix-huit mars dernier au sujet des biens de main-morte déclare qu'il jouit et poccède les biens et domaynes qui sensuivent.

Premièrement le sieur curé desclare jouir et poccéder la maison curialle dudit lieu qui conciste en chambres, grenier, cellier, ecurye et une petite grange, un jardin par le derrière joignant la maison, avec une petite basse-cour, confrontant le tout, d'un costé au cymetière de laditte Eglise, d'autre costé au jardrin de Pierre Bellai, d'un bout aux terres d'Izac Cadoreau, et d'un autre bout aux dits domaynes de Hillairret.

Item, desclare jouir de six vingt carreaux de terre labourable ou environ, au lieu apelé la Pinellerye (1) qui a esté donné à la cure par le dernier curé dudit lieu ; deux petits lopins de pré contenant les deux environ un journal, apelés la Brande et Grand-Fons, en laditte parroisse chargé de rante seigneurialle. Le revenu de la terre et pré n'estan que de la valleur de sept livres, de quoy il jouist par ses mains, à la charge par les curez du lieu de dire annuellement quarante-huict messes de *Requiem* pour le repos de l'asme du deffunct.

Item, jouit du tiers au total de toutes les dixmes qui ce percoyvent dans la parroisse, les autres deux tiers estan perceus par monseigneur l'évesque, lesquelles dixmes le sieur curé desclare avoir affermé pour trois années à Martin Perret et Pierre Hillairret de la paroisse de Montpellier, par contract receu Benestrais, notaire audit Montpellier pour la somme de trois cents livres et six pochées de mesture et la dixme d'aigneaux, qui peut aller tant le grain que aigneaux à la somme de trante livres. Lequel revenu ledit sieur curé desclare ne jouir franc et quitte de toutes charges, les décimes estans unis à celles que doibt monseigneur l'évesque.

(1) Probablement la Pérotterie.

Et au regard de la fabrique le sieur curé desclare qu'il a seulement une petite maison, un apan, un petit jardrin avec deux journeaux de mauvaise terre, scitué au bourg et parroisse de Monpeslier; lesquels d'homaines ont été arrantez depuis un an et demy par les abitans de la parroisse au nommé Jean Valteau pour la somme de quatre livres, par contract passé par le sieur Benestrais.

Qui est tout le revenu que ledit sieur curé a déclaré et affirmé la présente desclaration être véritable comme celle-là signée, sous la protestation qu'il ne pourra luy nuire ny préjudicier; de quoy il y a requis acte à moy le notaire qui luy ay octroyé pour lui valloir et servir ce que de raison le fut.

Fait et passé audit Xaintes en mon estude, en présence de messire Jean Bachelot, prestre, curé de Mareuil, et Louis Garreau, aussi prestre de Baignezeau, y demeurant, témoins requis qui ont signé :

DESGRANGES, curé de Montpellier; GARREAU, curé de Baignezeau; J. BACHELOT, prestre, curé de Mareuil; GASQUET.

III. — Arrantement et calcul a esté fait de la prize et baillette appelée la grande prize des Hyllairets situées en la parroisse de Monpeslier étant en sept pièces séparées les unes des autres.

La première desquelles consiste partie en bâtimens du bourg dudit Monpeslier, jardins, ruages et terres labourables y joignant appellés les champs de la Grange, qui se confrontent du levant à un sentier qui va et vient d'Orainne à l'église de Monpeslier et du midy aux agrières du curé dudit Monpeslier traversant les dits champs de la Grange comme porte une borne qui est dans le dit sentier, qui descendant dans le chemin qui conduit de Saint-André à la croix hosannière dudit Monpeslier, et retournant à la droite comme porte le jardin de Jean Nambrard et conduist tout le long du chemin appelé le chemin bas, jusqu'au canton dudit Monpeslier.

Deuxième pièce appelée la Phelipottrie qui confronte du midy aux cimetières dudit Monpeslier au jardin de la veuve Cadoreau aujourd'huy du sieur Pasquier et de celui du sieur curé, et du levant aux terres appelées les Perches, fossé et palice entre deux et du nord aux agrières du seigneur évêque de Sainte et du couchant à la terre de Jean Guérin.

Troisième pièce appelée la motte de la Fontaine qui se confronte d'une part au chemin qui conduist du bourg de Monpeslier à Loron, d'autre part aux terres appelées La Métiverie étant la dite pièce renfermée de muraille.

Quatrième pièce appelée les mottes des Vignes qui se confrontent d'une part aux mottes, d'un bout au fossé appelé le Lavoir et de l'autre bout aux terres des sieurs Saint-Fleur et autres.

Cinquième pièce appelé le pré Phelipot qui est partie pré et motte, qui se confronte du nord au bois de Métivier et petite Chantiasce des Moisnards, du levant aux terres en arrière du seigneur évêque de Sainte, et du couchant au cours d'eau qui conduist à Brandier et du midy au pré de Jean Cadoreau fossé entre deux.

Sixième pièce appelée les Rivrasses qui se confronte du nord aux terres en arrière de ladite seigneurie et pré de Tramblier, du midy à autre pré appelé aussi les Rivrasses, du couchant aux terres de Guillocheau, Pierre Hyllairet et autres, du levant au pré de Jacques Roudier et autres.

Septième et dernière pièce appelée Grand Fond qui se confronte du nord au pré des Hillairets, du couchant au cours d'eau qui conduit de Grand Fond à Brandier, du midy aux mottes et jardin du Moulin-Neuf et du levant aux terres de sieur Pierre Brejon, plus une pièce de pré de l'autre dudit ruisseau appartenant aux demoiselles Reuthin, qui joint du levant audit ruisseau qui conduist de Grand Fond à Brandier, du mydi et couchant aux terres appelées les Merseaux et du nord au pré de...

Laquelle susditte prize doit de rante noble, directe, foncière et seigneurialle à laditte seigneurie de l'évesché de Sainte, le nombre de vingt-deux boisseau avoinne mesure de Sainte, quatres chapons et trente sols en argent ; le tout a esté liquidé sur un chacun des parprenants de ladite prize comme sensui.

Premièrement

Maistre Pierre Viaud, notaire roial, tient au lieu de Grand Fond, deux pièces de mottes, la première contient un journal et demy, l'autre deux journeaux quinze carreaux, plus en bastiment, jardins et ruages neuf carreaux, plus en la pièce appelée la Phelipottrie en terres labourables vingt-six carreaux qui joingt du couchant à Pierre Mercier, plus en la pièce du pré Phelipot six carreaux et demy, revenant le tout à quatres journeaux six carreaux et demy pour lesquels il doit de laditte rante vingt-trois picottins et les trois carts d'un, moins la sixième partie d'un picottin en avoinne, mesure de Sainte et pour les chapons et argant douzes sols.

Sieur Pierre Hillairet tient en bastiments, jardin, terres labourables, le tout se joignant un journal quatres vingts dix-sept carreaux pour lesquels il doit onzes picottins avoinne mesure de Sainte et pour argant et chapons cinq sols neufs deniers. Plus en bastiments dud; lieu je tient un journal six carreaux et je paye pour le tout dix-sept picotins et huit sols neuf deniers (1).

Sieur Louis Hyllairet tient en bastiments, jardin, aires et ruages cinquantes huit carreaux, plus un journal cinquantes six carreaux, appelés les champs de la Grange, plus au lieu de la Phelipottrie en terres labourables trente-cinq carreaux, plus au pré Phelippot en mottes, trente-neuf carreaux, plus au même lieu en prè quatres vingt-huit carreaux, plus au lieu des Rivrasses cinquante-sept carreaux, revenant le tout à quatres journeaux trente-

(1) Ecrit par une autre main.

deux carreaux et demy pour lesquels il doit vingt-cinq picottins et la cinquième partie d'un picottin avoine mesure de Sainte, pour les chapons et argant douzes sols et neufs deniers.

Le sieur **Pasquier Boismou** tient, au lieu de la Phelipottrie, cinquante-deux carreaux, plus au lieu de Grand Fond en pré quatre-vingt-six carreaux, plus au lieu du pré Phelipot en mottes quatorzes carreaux et demy, revenant à un journal cinquante-deux carreaux et demy pour lesquels il doit neuf picottins moins la dixième partie d'un picottin avoine, mesure de Sainte et pour les chapons et argant quatres sols six deniers.

Guillaume Neau tient au lieu des Rivrasses cinquante-sept carreaux, pour lesquels il doit trois picottins et le tiers d'un picottin avoine mesure de Sainte, pour les chapons et argant un sol huit deniers.

Le sieur **Saint-Fleur** tient tant en bastiments, jardins, aires, ruages, trentes-sept carreaux, plus au lieu de Grand Fond en pré, un journal vingt-neuf carreaux, plus au lieu des Rivrasses cinquantes deux carreaux, revenant le tout à deux journeaux dix huit carreaux pour lesquels il doit treizes picottins, moins la huitième partie d'un picottin avoine, mesure de Sainte et pour les chapons et argants six sols quatre deniers.

Jean Cadoreau tient en bastiments, jardin et ruages cinquantes-trois carreaux, plus au lieu de la Phelipottrie quarante cinq carreaux, plus au champ de la Grange cinquante-deux carreaux un quart, plus au lieu de la Fontaine en motte sept carreau, plus au lieu de Grand Fond cinquante-six carreaux, plus au lieu du pré Phelippot soixante et seizes carreaux, revenant le tout à deux journaux quatre-vingt-neuf carreaux un quart pour lesquels il doit dix-sept picottins moins la huitième partie d'un picottin avoine mesure de Sainte et pour les chapons et argant huit sols sept deniers.

Jacob Rouffineau tient au lieu des Rivrasses soixante et dix carreau pour lesquels il doit quatre picottins et la

douzième partie d'un picottin avoine mesure de Sainte, pour les chapons et argant deux sols.

Jacques Labbé tient en bastiment, jardin, aire, ruages douzes carreaux, plus cinquante-deux carreaux un quart au lieu appelé les champs de la Grange, plus au lieu de Grand Fond soixante-sept carreau en pré, plus au lieu de la Fontaine en motte trois carreaux un neuvième revenant à un journal trente-quatre carreaux un tiers pour lesquels il doit huit picottins moins la sixième partie d'un picottin mesure de Sainte et pour les chapons et argant quatres sols.

Jean Perret tient au lieu du pré Phelippot vingt-deux carreaux, plus au lieu de Grand-Fond vingt-trois carreaux et demy, plus au lieu de la Fontaine cinq carreaux en motte, revenant le tout à cinquante carreaux et demy pour lesquels il doit trois picottins moins la seizième partie d'un picottin avoine mesure de Sainte, pour les chapons et argant un sol six deniers.

Margueritte Julliot tient en bastiments et ruages deux carreaux et les deux tiers d'un pour lesquels elle doit la sixième partie d'un picottin avoine mesure de Sainte, pour les chapons et argant un denier.

Louis Moissnard tient au lieu du pré Phelippot quarante-deux carreaux pour lesquels il doit deux picottins et demy moins la vingtième partie d'un picottin mesure de Sainte, pour les chapons et argant deux sols et neuf deniers.

Pierre Hyllairet tient au lieu de la Phelipottrie deux journaux cinquante huit carreau, plus au lieu appelé les champs de la Grange un journal six carreau, plus au lieu des mottes, quinze carreaux en motte, revenant à trois journaux soixante et dix-neuf carreau pour lesquels il doit vingt-deux picottins et la dixième partie d'un picottin mesure de Sainte et pour les chapons et argant onzes sols.

Jean et François Bessard tiennent trente-quatre carreaux pour lesquels ils doivent deux picottins avoine mesure de Sainte et pour les chapons et argant un sol.

Abraham Favre tient sept carreaux un sixte pour lesquels il doit un demy picottin moins la douzième partie d'un picottin avoine mesure de Sainte, pour les chapons et argant trois deniers.

Jacque Hervé tient trente-trois carreaux et demy pour lesquels il doit deux picottins moins la vingtième partie d'un picottin avoine, pour les chapons et argant un sol.

La veufve **Brisar** tient quinze carreaux pour lesquels elle doit un picottin moins la dixième partie d'un picottin avoine mesure de Sainte, pour les chapons et argant six deniers.

Antoinne Garnier tient trente-sept carreaux deux tiers pour lesquels il doit deux picottins et la cinquième partie d'un picottin avoine et pour les chapons et argant un sol deux deniers ; l'avoine mesure de Sainte.

François Tramblier tient cinq carreaux un tiers pour lesquelles il doit le quart et la vingtième partie d'un picottin mesure de Sainte, avoine, pour les chapons et argant trois deniers.

Monsieur de Loron tient deux journeaux au lieu des Rivrasses pour lesquels il doit douzes picottins, moins la cinquième partie d'un picottin avoine, pour les chapons et argants six sols.

Madame de Thin tient un journal soixante et quinze carreaux pour lesquels elle doit dix picottins un quart mesure de Sainte, pour les chapons et argent cinq sols et trois deniers.

Les héritiers de **Louis Decous** tiennent au lieu de la Phelipottrie quarante sept carreaux, plus au lieu de La Fontaine deux carreaux de mottes, revenant à quarante-neuf carreaux pour lesquels ils doivent trois picottins moins la huitième partie d'un picotin avoine mesure de Sainte, pour les chapons et argant deux sols onzes deniers.

Jacque Labbé dit le **Grand Bonnet** tient trente-trois carreaux et demy pour lesquels il doit deux picottins, moins la vingtième partie d'un picottin avoine mesure de Sainte et pour les chapons et argant un sol.

Pierre Labbé tient trois carreaux deux tiers pour lesquels il doit la cinquième partie d'un picottin avoine, mesure de Sainte, pour les chapons et argant deux deniers.

Josias Berteaud tient trois carreaux pour lesquels il doit la sixième partie d'un picottin avoine et pour les chapons et argant deux deniers.

Michel Alliot tient trois carreaux pour lesquels il doit la sixième partie d'un picottin avoine mesure de Sainte, pour les chapons et argant deux deniers.

Pierre Mercier tient tant en bastiments, jardins, ruages, vingt-six carreaux, plus au lieu de la Phelipotterie sept carreau un quart, plus au lieu des Mottes un carreau trois quart, plus au lieu du pré Phelippot en motte vingt-deux carreaux et demy, revenant à cinquante-sept carreaux et demy, pour lesquels il doit trois picottins, le quart et dixième partie d'un picottin avoine, mesure de Sainte, pour les chapons et argant deux sols.

Jean Renouveau tient huit carreaux deux tiers pour lesquels il doit un demy picottin avoine mesure de Sainte, pour les chapons et argant quatre deniers.

Jean Roudier tient six carreaux et demy pour lesquels il doit le quart et la douzième partie d'un picottin avoine mesure de Sainte, pour les chapons et argant trois deniers.

Jean Nambrard tient en bastiment, jardin et ruages dix-sept carreaux, plus au lieu de la Phelipottrie trente-cinq carreaux, plus au lieu du pré Phelippot huit carreaux. revenant à soixante carreaux pour lesquels il paiera trois picottins et la vingt-quatrième partie d'un picottin avoine, mesure de Sainte, et pour les chapons et argant vingt-un deniers.

Pierre Favre tient cinq carreaux un tiers pour lesquels il doit le quart et vingtième partie d'un picottin avoine mesure de Sainte, pour les chapons et argant trois deniers.

La veufve **Diet** tient six carreaux et demy pour lesquels

elle doit le quart et huitième partie d'un picottin avoinne mesure de Sainte, et pour les chapons et argant trois deniers.

Charle Roudier tient au lieu de La Fontaine quatres carreaux un tiers de mottes, plus au lieu appelé les mottes, neuf carreaux de motte, revenant à treizes carreaux un tiers pour lesquels il doit les trois carts et quarantième partie d'un picottin avoinne mesure de Sainte, pour les chapons et argant cinq deniers.

Fait et arrêté le présent calcul et arrantement en présence et du consentement de M^e Pierre Viaud, notaire roial, sieur Louis Hyllairet, Pierre Mercier, Charle Roudier et autres qui sont tant pour eux que pour leurs consorts, qui ont assisté audit arrantement, le cinq et sixième may mil sept cent quarante-six (1).

IV. — Transaction entre le sieur Bertry curé de Montpellier et Jean Cadoreau portant obligation de neuf livres.

Minutes de HILLAIRET

Etude de M^e Morice, notaire à Gémozac.

Aujourd'huy dixième jour du mois de décembre mil sept cent quarante-six, par devant le notaire royal résident en la parroisse de Montpellier en Saintonge, soussigné et en présence des témoins cy après nommés ont comparu Pierre Bertry prestre et curé de la parroisse de Montpellier d'une part, et Jean Cadoreau laboureur à bœufs habitant du même bourg d'autre part; lesquelles parties a été dit que le sieur Cadoreau avait fait vendanger la présente année une pièce de vigne à lui appartenant, située dans le fief appelé Grand Fond et dépendant de la seigneurie de Monseigneur l'Evesque de Saintes, le jour avant le fief indiqué à la porte de l'Eglise, sans avoir fait avertir le dit sieur curé ou les ayants cause, et fait jeter le droit de dixme de la vendange de la pièce de vigne au pied du cep. Comme cette entreprise

(1) Document fourni par Caillé Théodore.

et voie de fait est contraire aux arrêtés et règlement, le dit sieur Bertry aurait rendu assigné le dit Cadoreau devant le sénéchal de Saintes, pour se voir condamner à lui payer le droit de dixme de la vendange qu'il a recueilli la présente année dans la susdite pièce de vigne à dire d'estimation d'expert avec dommage intérêt, et pour se voir faire prohibition et défense d'user à l'avenir de pareilles voies de faits et se voir condamner à l'amende et aux dépens ; et étant amené de faire suite de la dite assignation, le dit Cadoreau reconnaissant être dans son tort et qu'il est par l'avis de mauvais conseils qu'il a agi, désirant finir à l'amiable ainsi qu'il a été conseillé par ses amis, il a fait prier le dit sieur Bertry de vouloir traiter, transigner et finir à l'amiable à ladite contestation, à quoy adhérant, les parties sont convenues et demeurées d'accord, il fut dit que le sieur Cadoreau sera tenu de payer au dit sieur Bertry la somme de neuf livres pour lui tenir lieu tant de son droit de dixme que pour tous dépens et dommages-intérêts par lui prétendus ; laquelle dite somme de neuf livres le dit Cadoreau promet et s'oblige de bailler et payer aux fêtes de Noël prochain et de se conformer à l'avenir aux arrêtés et règlements touchant la perception de la dixme.....

Signé: CADOREAU, BERTRY, curé de Montpellier, RENAUD, HILLAIRET, notaire royal.

V. — Un délit de chasse

Sur la requestre faite par le procureur fiscal de la terre et seigneurie du Grand-Loron, disant qu'au préjudice des déclaration du roy et au mépris des défances faite par Monseigneur de la présante seigneurie à toute sorte de personnes d'y chasser, le sieur Bertry depuis qu'il est prestre curé de la présante parroisse de Montpellier, ne saisse dy chasser journellement avec son fusy, un chien couchand et tue nombre de gibier de toute sorte despèces, nonobstant les défances quy luy ont souvante fois esté réitérée ; mesme par de rizée jusqu'à attachés des paux de lièvre au portal de la cour et heur-

taux de la maison où il fait sa demeure, jeta des pieds et ailles de perdrix dans le ban que ledit seigneur a en l'église dudit lieu, de cela il y a quelque année ; lequel luy ayant remontré que toute ses entreprize ne lui plaizaient pas et qu'il allait en donner plainte, pour lors il promit de ne plus chasser dans l'étendue de ladite seigneurie. Cependant, au lieu par ledit sieur Bertry d'exécuter sa promesse, il chassa également journellement et notamment le jour de vendredy dix du présent mois que ledit seigneur le rencontra qu'il traversait le fief appelé les Terres Froides, dépendant de la présente seigneurie, batant les buissons avec son fusy, ayant un chien couchant ; et lorsque mondit seigneur voulut luy remontrer qu'il ne luy convenait pas de chasser, et surtout un homme revêtu de son caractère, mais au lieu par ledit sieur Bertry de s'excuser, au contraire, il dit plusieurs parolles déplacées et soutient avoir droit de chasser sy bien que mondit seigneur, en y ajoutant que s'il le suivait et allait plus au devant de luy, qu'il ferait bien retourner ledit seigneur sur ses pas, et qu'il luy empêcherait à luy-même de chasser ; de sorte que toute ses menasses et entreprizes sont contraire au déclaration de sa majesté et ne peuvent par conséquent estre tolléré plus lon tant ; ce quy fait que ledit procureur pour le deu de sa charge et aux fins de la conservation des droits de la présente juridiction dézire en informer ; pour cella il nous donne la présente plainte.

A ces cauzes requiers ledit procureur qu'il nous plaize luy donner acte de la présente plainte, lui prometre d'informer des faits y contenus, circonstances et dépendances contre le sieur Bertry et estre contre luy pourveu de tel décret qu'il apartiendra, offrant d'administrer témoins nécessaires sans préjudice de prendre par la suite par ledit procureur telle autre concluzion qu'il avizera et feres bien.

BOTTON.

Nous avons octroyé au requérant de la présente plainte ; en conséquence luy avons permy d'informer des faits y contenus, circonstances et dépendances contre ledit sieur

Bertrit, et pour l'information faite estre pourveu tel décret qu'il apartiendra.

Fait par Nous Pierre Guichard, notaire roial, comme l'un des plus ancien procureur postulan de la terre et seigneurie du Grand-Lauron, faizant les faits de Juge, pour l'absence de M. Le Juge dudit lieu, estan au lieu ordinaire des expéditions, le vingt-six janvier mil sept cent quarante-neuf, donnant et mandant.

GUICHARD, taxé seize sols.

★★

L'information eut lieu devant Pierre Guichard, notaire royal, le 28 janvier 1749.

Plusieurs témoins furent entendus :

Pierre Viaud, notaire royal, vint confirmer le délit de chasse et déclara « que ledit sieur Bertry luy a dit en plusieurs occasions qu'il avait mis dans le bans dudit sieur « de Livenne, dans l'église dudit Montpellier, des zelles et « pieds de perdrits, même un écriteau à la barrière de la « cour de sa maison, où il avait mis ses mots : *si gist trois* « *gros et grand lièvres, savoir : la mère, le fils et le père ;* « et cella pour se rire du seigneur de la cour de céans, et « le faire fumer. »

Les autres témoins qui ont déposé sont :

Louise Hyllairet, Louis Hyllairet, Jean Touzeau, Claude Georget, Pierre Bouilleaud, Pierre Bouilleaud fils, François Coudin, Anthoine Chauvin, Jean Pellisson, Jean Viaud, Pierre Paslin fils, Jean Alleron, Anthoinne Guérinneau, Jean Bessard qui tous, viennent affirmer qu'ils ont vu le curé Bertry chasser sur les terres de la seigneurie du Grand Loron ; quelques témoins cependant, atténuent le fait en déclarant qu'ils ne l'ont pas vu tirer.

★★

L'an mil sept cent quarante-neuf, le troizième febvrier, à la requette de messire Pierre Bertry, prestre curé de la paroisse de Monpaillier et conseigneur de ladite paroisse de Monpaillier, demeurant au bourg dudit Monpaillier où

il élit domicile, jay, sergent royal soussigné, reçu et immatriculé au siège présidial de Saintes, demeurant en la paroisse de Meursac, ay dit et desclaré à M^e Louis Botton, notaire royal, demeurant au bourg de Pizanny et procureur fiscal de la terre et seigneurie du Grand Lorrion, que ledit sieur Bertry est appellant, comme de fait il appelle par sest prézantes, d'une information faitte à la requeste dudit sieur procureur fiscal de ladite seigneurie du Grand Lorrion contre ledit sieur Bertry, et décret portant qu'il y en ait de tout ce qui s'en est ensuivi et pouvait s'ensuivre pour les torts et griefs qu'il desduira en temps et lieu devant juges compétants et à quy la connaissance en apartiendra, prétextant que sy au préjudice du présent acte d'appel, il était passé outre et fait suite de ladite information contre ledit sieur requérant d'attentat, nullité et d'opposition de tout ce quy s'en est ensuivi et pouvait s'ensuivre de prize à partie et de tous dépens, dhomages intérêts, faisant en outre ledit sieur Bertry toutes et telles autres protestations que de droit.

Dont acte.

Fait et délaissé la présante coppie au domicile dudit sieur Botton en parlant à sa personne par moy (1).

BERTRY, curé de Monpeslier, et conseigneur audit Monpeslier.

GEOFFROY, sergent royal.

Nous ignorons la suite donnée à cette affaire.

VI. — A propos d'une dîme

Aujourd'hui 23 avril 1752, assemblée des habitants de la paroisse de Montpellier, ayant Pierre Avrillaud pour syndic, devant la porte de l'Eglise, à l'issue de la messe de paroisse, pour délibérer s'ils entendent accorder ou contester la demande du dit sieur Bertry, curé de Montpellier, concernant la dixme des ails, échalottes et petites febves dont et tout il sera dressé procès-verbal.

Deux groupes se sont formés : l'un composé de

(1) Archives départementales, Le Grand Loron.

soixante-trois habitants et bien tenants « lesquels nous ont dit et rapporté qu'ils n'ont point et n'ont jamais entendu accorder audit sieur Berty, curé de Monpeslier sa demande tendant au paiement de la dixme des ails, échalottes et petites febves » ; l'autre groupe composé de quatre-vingt-sept habitants et bien tenants « lesquels nous ont rapporté chacun en particulier, qu'ils n'ont jamais entendu ny n'entendent contester audit sieur Bertry, prestre, curé de la paroisse de Monpeslier, la demande par lui formée pour le paiement de la dixme des ails, échalottes et petites febves, lorsqu'ils en feront et qu'ils entendent payer la dixme comme à l'ordinaire.
. et ne veulent point de procès
. » (1).

VII. — Insultes à un magistrat

Le 12 décembre 1759, Samuel-Alexandre Brejon de la Martinière, conseiller du roy au siège présidial de Saintes, dépose une plainte contre Ancelin de Savigné « des insultes et injures les plus attentatoires à sa réputation » ; dans sa propre maison il été traité « de voleur et de fripon » et dans le magasin du sieur Arnaud, marchand drapier à Saintes « il a été traité d'aventurier, de fripon, de maros, voleur » ; Ancelin a mis la main sur la poignée de son épée pour le frapper et a lancé à plusieurs fois sa canne sur lui
. (2).

VIII. — Transaction sur procès entre Monsieur Pierre Bertry, curé de Montpellier, et Monseigneur l'Evêque de Saintes.

Minutes de SENNÉ, étude de M^e Laferrière, notaire à Saintes.

Aujourd'huy sixiesme jour du mois de juin mil sept cent soixante douze avant midy, pardevant nous notaire

(1) Archives départementales B. 807.

(2) Archives départementales, B. 972, pièce 141.

royal à Saintes soussigné et présens les témoins bas nommés, ont été présens et personnellement établis endroict comme en vray jugement, M^e Pierre Bertry prestre et curé de la parroisse de Montpellier et de présent en cette ville d'une part ; et M. Joseph Henry Deshons de Favols prestre, docteur en théologie et vicaire général dudit présent diocèse, faisant et agissant pour et au nom d'illustissime révérendissime seigneur Monseigneur Germain de Chasteignier de la Chastaigneraye, comte de Lion, seigneur, évêque dudit Saintes, abbé commenditaire de l'abbaye royale de Saint-Pierre de Bourgueil, conseiller du roy en tous ses conseils ; en conséquence de sa procuration représentée en brevet par ledit sieur Deshons, dattée du vingt mars dernier, reçue Lambert et Dupré son confrère, notaires au Chastelet de Paris et scellée ledit jour quy dudit sieur Deshons, contresignée à la marge *ne varietur* demeurera annexée aux présentes pour y recourir le cas y échéant, demeurant ledit sieur Deshons en cette dite ville et pallais épiscopal de mondit seigneur évêque ; d'autre part disant les parties que le sieur Faure receveur des décimes dudit présent diocèse ayant, en vertu d'une contrainte décernée contre le sieur Bertry à déaut du payement d'une somme de quatre cents onze livres sept sols pour les impositions ordinaire et extraordinaire faites sur ledit bénéfice cure de Montpellier dans les années mil sept cent soixante-trois jusques et y compris celle de mil sept cent soixante-onze, fait saisir par l'exploit du vingt six juin dernier les fruits et revenus de ladite cure par le ministère de Veilhon et Mesnard huissiers, et étably pour commissaires les nommés Labbé et Blanc ; ceux cy réfléchirent (?) le vingt-huit du même mois leur commission audit sieur Bertry et ce dernier à mondit seigneur évêque le cinquiesme de juillet par le ministère de Cherpentier huissier, avec assignation au sénéchal de cette ville pour se voir condamner de garantir, porter et relever indemne ledit sieur Bertry de la demande à lui faite par ledit sieur receveur des décimes avec despens ; à quoy mondit seigneur Evêque aurait excepté n'estre pas sufisant audit sieur Bertry de se croire

en droit d'exercer ladite garentie sans rapporter la preuve pouvant l'y autoriser ; que n'estant point en règle à cet égard relativement à l'ordonnance, il devait y estre déclaré non-recevable, mondit seigneur Evesque n'ayant aucunes conaissance que la demande du receveur vis à vis dudit sieur Bertry dut tomber à la charge de sa Grandeur en sa qualité d'Evesque, de décimateur pour les deux tiers des fruits naissants et croissants sur l'étendue de ladite paroisse de Montpellier ; mais ledit sieur Bertry ayant dans la suite raporté tout un acte de déclaration fournie le trois juin mil sept cent quatre vingt-douze (1) devant Gasquet notaire royal par M^e George Degrange lors curé de la même paroisse de Montpellier, pour satisfaire à l'édit du roy du mois de décembre mil six cent nonante-un dans lequel il y est expressément mentionné que ledit sieur Desgrange jouissait du tiers au total de toutes les dixmes se persevant sur ladite paroisse, franc et quitte de toutes charges, les décimes étant unies à celles que devait mondit seigneur Evesque jouissant des deux autres tiers ; et justifié d'ailleurs que s'étant mû en l'année mil sept cent trente, vue contestation entre ledit sieur Bonneau lors aussy curé dudit Montpellier et monseigneur l'Evesque de ce temps là, elle avait amiablement été terminée de l'avis tant de M^e Lamotte avocat au parlement de Bordeaux que de celluy de maîtres Perreau et de la Martinière également avocats suivant le barreau au sénéchal et présidial de cette ville ; et la prétention du curé dudit Montpellier décidée en sa faveur et le payement desdites décimes renvoyé à la charge dudit seigneur Evesque quy en conséquence les fit acquitter et que d'ailleurs enfin y ayant plus de quarante ans et même de soixante ans que les curés dudit Montpellier n'ont nullement contribué à l'acquittement des impositions faites sur ladite cure, la prescription estoie plus qu'acquise en leur faveur et les affranchissait de toutes demandes et contraintes ce concernant ; sur quoy mondit seigneur Evesque et ledit

(1) Il y a ici une erreur. L'acte dont il s'agit date du 3 juin 1692.

sieur Bertry de l'avis de leur conseil et de leur bonne volonté, pour faire cesser la suite desdites contestations et les gros frais qu'elles entraîneraient pour les faire décider en rigueur, ont amiablement traité et accordé ce qui suit : scavoir est que les impositions desdites décimes sur ladite cure de Montpellier tant pour le passé que pour l'avenir seront et demeureront à la charge dudit Evesché de Saintes jouissant des deux tiers des fruits décimaux de la même paroisse et que le sieur curé et ses successeurs curés en demeureront affranchis ainsy qu'il l'a été du passé ; reconnaissant ledit sieur Bertry que mondit seigneur Deshons en vertu de sa dite procuration luy a présentement comptant à vue de nous dit notaire et témoins remboursé ladite somme de quatre cents onze livres sept sols par luy payée comme forcé et contraint audit sieur Faure pour les causes de la susdite saisie d'une part ; celle de trente deux livres deux sols pour les frais et salaires desdits Labbé et Blanc commissaire d'autre part ; et encore celle de cent trente une livres dix sols trois deniers pour les frais faits jusqu'à ce jour de la part dudit sieur Bertry dans l'instance pendante audit sénéchal, formant le tout joint ensemble la somme de cinq cent soixante-quatorze livres dix-neuf sols trois deniers qui a, par ledit sieur Bertry esté prise, comptée, embourcée et déclare s'en contenter, avec promesses de n'en faire ny souffrir estre fait à l'avenir aucune pétition ny demande à mondit seigneur Evesque, à la charge duquel sera le coût du présent concordat dont il sera fourny sans fraix une expédition en forme audit sieur Bertry ; moyennant quoy ladite instance qui estait pendante entre les parties audit siège sénéchal de la présente ville demeure éteinte et assouvie dans toute ses circonstances et dépendances exprimées ou à exprimer généralement quelconques sans aucuns autres plus amples despens, dommages et intérêts, à quoy il est par exprès respectivement renoncé de la part desdites parties, tout ce que dessus a été par elles ainsy voulu, stipulé et accepté et pour son entretien et exécution aux peines de tous dépens, dommages et intérêt obligent scavoir ledit sieur Bertry ses biens présens et

avenir et mondit seigneur Deshons en vertu de sa dite procuration les biens et revenus temporels présents et futurs de mondit seigneur Evesque en ce qu'y touche sondit évesché qu'ils ont fournis et renonçant et jugés et condamnés.

Fait et passé en ladite ville de Saintes dans notre étude en présence de Pierre Cosme Godet et de Jacques-Elie Servant, clercs, y demeurant dans la paroisse de Sainte-Colombe, témoins connus et requis.

Signé : BERTRY, curé de Montpellier, DESHONS, vicaire général, SERVANT, GODET, SENNÉ, notaire royal.

Contrôlé à Saintes le douze juin mil sept cent soixante-douze. Reçu quatre livres quatre sols y compris vingt-quatre sols pour les huit sols par livre.

Signé : DES ANDRÉ.

Des registres paroissiaux nous extrayons ce qui suit :

Note d'une transaction sur procès pour le fait des décimes retenue par le sieur Senné notaire roial et procureur d'office de l'Evesché.

Le sixième de juin mil sept cent soixante et douze, il a esté réglé, décidé, par transaction sur procès, que la cure de Monpeslier de Médilian est franche, quitte de toutes charges, voire même des décimes pour lesquelles monseigneur Germain de Châteignier de la Châtaigneraie, comte de Lion, seigneur Evesque de Sainte m'avait intenté procès. La transaction et les pièces sont dans un sac avec l'étiquette par dessus, couzue de fil noir.

La transaction a esté retenue par le sieur Senné notaire roial et procureur d'office de l'Evesché.

Le 15 julliet 1772.

BERTRY, curé de Monpeslier de Médilian.

IX. — En 1787.

Article premier. — M. Baron, curé de cette paroisse, ne possède que partie des grosses dixmes dont il jouit par luy-même, quelque peu de novalles, le tout estimé, année commune, au revenu de 1.600 livres.

Plus possède la maison curiale et un jardin de valeur annuelle de 200 livres.

Art. 2. — Monseigneur l'Evesque de Saintes est seigneur en partie de cette paroisse et possède le restant des grosses dixmes qui ont été afferméés au sieur Hyllairet par acte du 23 avril 1782, moyennant 2.900 livres (1).

L'étendue de la propriété foncière de la cure était de 6 hectares, 59 ares, 19 centiares (2).

X. — Acquisition de biens nationaux

Le 27 novembre 1790, le sieur Jean Cadoreau, laboureur au bourg de Montpellier, déclare vouloir acquérir les biens nationaux dont la désignation suit :

1° Une maison et une pièce de pré situés au Pérat d'une contenance de trois journaux ;

2° Une pièce de terre à la Grande Versenne contenant soixante carreaux ;

3° Une pièce de terre de quarante carreaux au même lieu ;

4° Une pièce de terre de un journal, située aux Fosses ;

5° Une pièce de terre de quatre journaux, située à la Gâtine ;

6° Une pièce de terre de trente carreaux, située aux Fosses ;

7° Une pièce de terre de quarante carreaux, située au bois de Durand ;

8° Une pièce de terre de vingt carreaux, située au même lieu ;

9° Une pièce de terre de soixante carreaux, située à la Clertrie ;

10° Une pièce de terre de vingt carreaux, située aux Tonnelles ;

11° Une pièce de terre de un demi-journal, située au même lieu ;

(1) *Archives départementales*, C. 129.

(2) LEMONNIER, *Revue d'Aunis et de Saintonge*, 1906, page 169.

12° Une pièce de terre de quarante carreaux, située à Grand Fond ;

13° Une pièce de terre de quinze carreaux, située à La Bouloie ;

14° Une pièce de terre de trente carreaux, située à La Pommeraye ;

15° Un pré de un demi-journal, situé chez Bâty ;

16° Un pré de trente carreaux, situé au même lieu :

17° Un bois taillis de dix carreaux, situé au Piblard ;

18° Un bois taillis de dix carreaux, situé aux Bois Noirs ;

Tous lesquels domaines cy dessus sont une dépendance de l'Evesché de Saintes et ont été sous affermés verbalement par le sieur Hyllairet fermier général de la seigneurie de Montpellier, au nommé Labbé de ladite paroisse, moyennant cent neuf livres par an.

En conséquence je me soumets et je nomme pour mon expert Jean Métivier, laboureur, du bourg de Montpellier.

Fait à Saintes le 27 novembre 1790.

Signé : JEAN CADOREAU (1).

Ces biens venaient de Monseigneur Larochefoucaud, évêque de Saintes. L'estimation, faite le 16 décembre 1790, a été portée à 18.121 livres 5 sols.

XI. — Un prêtre réfractaire.

Le curé Baron Duclos (Simon) exerça son ministère à Montpellier, de 1782 à 1793.

« Le 16 mars 1789, à l'assemblée du clergé, à Saintes,
« pour l'élection des députés aux États-Généraux, Baron
« Duclos fut représenté par Etourneau, curé de Thézac.

« Plus tard, il fut élu maire, refusa le serment et émigra en Espagne, à la fin de 1793, à l'arrivée dans le dé-

(1) Archives départementales. *Registres des soumissions pour l'acquisition des domaines nationaux.*

« partement de Laignelot et Lequinio, qui organisèrent
« les comités de surveillance révolutionnaire, pourvoyeurs
« du tribunal révolutionnaire de Rochefort.

« Baron Duclos rentra en France avant la Pentecôte de
« l'an 1797 » (1).

XII. — Estimation des biens ayant appartenu à la fabrique de Montpellier.

Le 2 octobre 1793, Jean Millon et Jean-Baptiste Rivalant, l'un et l'autre commissaires nommés par le district de Saintes, se sont transportés au bourg de Montpellier, en la chambre de la commune ; et là, le maire et les officiers municipaux leur ont déclaré comme appartenant à la fabrique et qui peuvent être vendus :

1° Une chambre au Pérat ; 2° un autre petit bâtiment, situé au même lieu ; 3° neuf carreaux de jardin, au même lieu ; 4° une pièce de terre, située aux Fosses, contenant vingt carreaux ; 5° une pièce de terre appelée Nouvelin, contenant cinquante carreaux ; 6° une pièce de terre au Court-Sillon, contenant cinquante carreaux ; 7° à La Boulois, dix carreaux de terre en friches ; 8° une pièce de vigne au Piblard, contenant soixante carreaux ; 9° une pièce de vigne au Court-Sillon, contenant quinze carreaux ; lesquels susdits fonds ont été estimés, par les susdits commissaires, à la somme de six cents livres (2).

XIII. — Un maire accusé de concussion.

En 1807, le maire, Tremblier, est accusé, par le conseil de fabrique, d'avoir joui, pendant la Révolution, du jardin du presbytère, loué vingt-quatre francs par an, et de n'en avoir jamais acquitté le prix. Il aurait aussi joui du presbytère, qu'il aurait loué à plusieurs particuliers, sans rendre aucun compte des sommes qu'il a reçues. Enfin, il

(1) L'ABBÉ LEMONNIER (*Lettre particulière*).

(2) Archives départementales, série Q.

aurait, pendant un an, perçu les quêtes faites dans l'église, et il n'a pas rendu compte de l'emploi de son argent.

De plus, en 1803, la voûte du sanctuaire s'étant écroulée, on répartit, entre tous les contribuables de la commune, une somme de trois mille francs, pour subvenir aux réparations de cette voûte. L'adjudication eut lieu pour deux mille deux cent trente francs. Le maire a reçu la plus grande partie des sommes imposées et n'en a rendu aucun compte.

La même plainte signale aussi la conduite du notaire Bauré, qui engage « les habitants de la paroisse à ne pas « payer leurs bancs dans l'église. » Chose que les habitants font, ce qui prive la fabrique des revenus dont elle a besoin.

Par lettre du mois de juillet 1807 à M. le préfet, le maire, Tremblier, se défend de toutes les accusations portées contre lui et donne un état détaillé des sommes reçues et de leur emploi.

Et à une demande du curé Bouyer d'avoir à rendre ses comptes, le Maire répondit par la lettre suivante :

« Je suis surpris, Monsieur, de ce que vous vous occu-
« pez. Calmez-vous s'il vous plaît. Le tout a été terminé
« avec votre prédécesseur. Quant à la recette qui eut lieu
« de la part des propriétaires pour la réédification du
« sanctuaire, cela a été employé jusqu'à ce jour et ne
« vous regarde pas. Vous seriez mieux de vous occuper
« de vos sermons et de faire disparaître les toiles d'arai-
« gnées qui remplissent la chaire, que de tourmenter
« ceux qui ont fait jusqu'à ce jour plus qu'ils n'auraient
« dû pour pourvoir à vos besoins. Je suis dans l'attente
« que vous voudrez bien agir prudemment à l'avenir.
« Songez à prier Dieu et non d'affaires qui vous sont
« étrangères, et de dater vos lettres de l'année courante
« et non de celle antérieure ».

Signé : TREMBLIER.

Pour terminer, signalons que la plainte en concussion contre le maire, devait être signée des sieurs Martin-

Beurrier et Jean Avrillaud. Mais au dernier moment ils se sont ravisés et ont refusé de signer.

D'où une nouvelle lettre du desservant Bouyer à M. le Préfet, à la date du 19 juin 1809, relatant ces faits et en incriminant le notaire Bauré qui aurait, dit-il, fait des menaces à Martin-Beurrier et à Jean Avrillaud s'ils signaient (1).

XIV. — Un garde champêtre pour deux communes.

En conformité des lois des 20 messidor an III, 3 brumaire an IV et 11 frimaire an VII, portant établissement de gardes champêtres dans chaque commune rurale ou dans un arrondissement de communes d'une étendue suffisante pour être surveillée par un seul garde,

Le Préfet du département de la Charente-Inférieure, sur la proposition qui nous est faite par les maires des communes de Rioux et Montpellier, arrondissement communal de Saintes,

Arrête :

Article 1^{er}. — Le nommé Bouquet Jean, demeurant à Rioux, est nommé garde champêtre des communes de Montpellier et de Rioux, arrondissement communal de Saintes.

Art. 2. — Il lui est alloué à dater de ce jour un traitement annuel de la somme de deux cents francs payable d'après un certificat justificatif de son exactitude à remplir ses fonctions, par ordonnance délivrée par les maires de Montpellier et Rioux.

Art. 3. — En vertu de la présente commission dont enregistrement sera fait, tant à la sous-préfecture de l'arrondissement communal de Saintes qu'aux mairies de Montpellier et Rioux, et aux moyens de laquelle toute autre antérieure demeure annulée, ledit Bouquet Jean est autorisé à exercer, conformément aux lois ci-

(1) *Archives départementales*, série O.

dessus rappelées, les fonctions de garde champêtre dans les susdites communes, à la charge par lui de prêter le serment au cas requis par devant le juge de paix du canton de Gémozac et de se présenter dans les huit jours de sa nomination devant l'officier ou sous-officier de gendarmerie de son canton et de se conformer aux dispositions de notre arrêté du 5 novembre 1806 sur le port d'armes.

Fait à Saintes le 29 avril 1807.

Signé : RICHARD.

Pour copie :

Signé : GAUTRET, maire (1).

XV. — Au sujet d'un banc.

En 1808, une longue discussion s'engagea entre le maire Armand de Jossey, Picard, maire de Thenac, agissant au nom de sa belle-sœur, M^{me} Hillairet, et le curé Bouyer, au sujet d'une concession de banc dans l'Eglise. Le différend dura trois ans. Le Préfet et l'Evêque intervinrent.

La chose ne mériterait même pas d'être citée si ce n'était des lettres que s'échangèrent les parties.

Voici les faits :

Le banc en question, qui appartenait à M^{me} Hillairet avait été mis à l'adjudication et adjugé le 20 juillet 1806 à Bauré, notaire, pour la somme de trente-six francs plus trois francs de rente. Quelque temps après l'adjudication, l'emplacement de ce banc fut réduit aux deux tiers par le curé Bouyer. D'où mécontentement de l'adjudicataire Bauré. Les choses cependant en restèrent là lorsqu'en 1808, le desservant réveilla les haines en refusant de donner la sépulture à un nommé Chapeau, habitant la commune. Dès lors l'administration municipale se ligua contre le curé, les vieilles rancunes se

(1) *Archives communales de Rioux.*

ranimèrent et des lettres qui furent échangées nous détachons :

Du 27 novembre 1808.

Lettre du curé Bouyer à l'Evêque où il est dit : « que
« le sieur Bauré, notaire, recommande aux femmes d'ap-
« porter leurs chaises le Dimanche, afin qu'on leur de-
« mande rien », puis parlant du
Maire : « Tel est monseigneur, l'homme que j'ai fait maire,
« j'en suis au repentir il a défendu
« à ses dames de venir chez moi ».

Du 17 mars 1809.

Lettre du Maire Armand de Jossey à l'Evêque :

« Un galant homme n'est pas à l'abri du fer des assassins
« et de la langue des calomniateurs. Lorsque ces derniers
« cependant ne sont pas plus habiles que celui à qui j'ai
« affaire, rien de plus facile à les confondre. Depuis le
« mois de juillet 1808 que M. Bouyer fit refus de donner
« la sépulture à un individu de la commune, refus dont
« je vous rendis compte parce que mon devoir me le
« prescrivait, j'ai été le plastron continuel de ses men-
« songes, de ses calomnies et de ses grossièretés. . . . ».

Du 8 avril 1809.

L'Evêque renvoie au Préfet deux lettres du Maire et il
ajoute : « le maire et l'adjoint
« (Bauré) sont très opposés au desservant
« alors, il est difficile que le desservant de Montpellier
« fasse beaucoup de bien dans cette commune
« je vais luy écrire et commencerai à luy faire entendre
« qu'il est impossible qu'il fasse du bien où il est et que
« je m'occupe du soin de le placer ailleurs » (1)

XVI. — Un maire qui émigra

Armand de Jossey, qui fut maire de 1808 à 1810, était
un ancien émigré, ainsi qu'en témoigne le document ci-
après :

(1) Archives départementales, série O.

Régiment de Vexin

ARMÉE
ROYALE

Nous colonel du régiment de Vexin, attestons que M. de Jossey-Dubreuil, ayant refusé le serment civique, contraire à ses devoirs et à l'honneur, a émigré de Monaco, avec le corps, le 14 août 1791, qu'il a fait la campagne de 1792 dans le grade de capitaine qu'il a constamment donné des preuves du plus grand dévouement à la cause sacrée de la religion et du trône et qu'il ne se sépara du régiment que forcé par les ordres précis de leurs altesses royales **Monsieur et Monseigneur comte d'Artois**, frères du roy, pour le licentiaement de leur armée, emportant l'estime et l'amitié de ses chefs et camarades ; en foi de quoi, autorisé à cet effet par leurs altesses royales, nous lui avons délivré la présente attestation pour lui servir de passeport et nous y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Noorbelke, le 25 novembre 1792.

Signé : LE CHEVALIER DE DAMAS (1).

(1) Papiers de la famille Brejon-Lamartinière.

XIV

DIVERS

Jean-Pierre Viaud

Jean-Pierre Viaud, homme de lois, né à Montpellier vers 1722 ou 1723 (1) décédé à Saintes le 10 floréal an IX (30 avril 1801) à 71 ans, était fils de Pierre Viaud, notaire royal, juge de la baronnie et châtellenie de Cozes et de Marie-Magdeleine Cadoreau. Il avait épousé le 15 juin 1761, à Saint-Vivien lès Saintes, Marie-Anne Aubruchet, et était le beau-frère de Nicolas Guillau de Sersé.

Viaud, qui était un homme spirituel et original, disait, paraît-il assez volontiers, en montrant les mascarons décorant la façade de la maison, bâtie par lui, rue du Palais, à Saintes (n° 4 actuel) qu'elle était construite *avec des têtes de sots*, faisant ainsi allusion à la naïveté des plaideurs. Son portrait en pied est dans un verre à boire que possède M. Jules Goulard, arrière-neveu et héritier de M^{me} Viaud (2).

Nicolas Guillau de Sersé

Nicolas Guillau de Sersé faisait partie des assemblées électorales, sous la Convention, comme électeur du canton de Cozes.

(1) Il a probablement été enregistré Alexandre-Eutrope né le 11 mai 1724. Les registres ne mentionnent pas de Jean-Pierre.

(2) *Revue d'Aunis et de Saintonge*, tome III, page 313.

Il est né à Thaims et s'est marié à Montpellier le 24 août 1756 avec Mademoiselle Marie-Thérèse Viaud, du village de La Sauveté.

Il est mort à Montpellier le 16 février 1806, âgé de 75 ans environ.

Son père Charles Guillau de Sersé était greffier en chef de l'élection de Saintes.

De Laporte de Lissac.

Cette famille est originaire du Limousin. Un de ses membres, Edouard Jean-Baptiste, vécut à La Sauveté de 1862 à 1875, dans la propriété de sa femme née De Sersé, Victorine-Thérèse-Marie.

Comme soldat, il fit la plus grande partie de son service en Afrique.

Bien que retraité, la guerre de 1870-71 vint réveiller son ardeur militaire et il voulut reprendre l'uniforme. Les infirmités qu'il avait contractées en Afrique ne lui permirent pas la réalisation de ce rêve.

Il naquit à Brives-la-Gaillarde (Corrèze) en 1808 et mourut à Montpellier en 1875.

Notaires.

Hillairet fils à Orennes, 1777-1793.

Hillairet père à Montpellier, 1746-an VIII.

(Interruption), an VIII à an X.

Bauré à Montpellier, an X-1857.

L'étude de Montpellier a été supprimée en 1857.

Société de chasse.

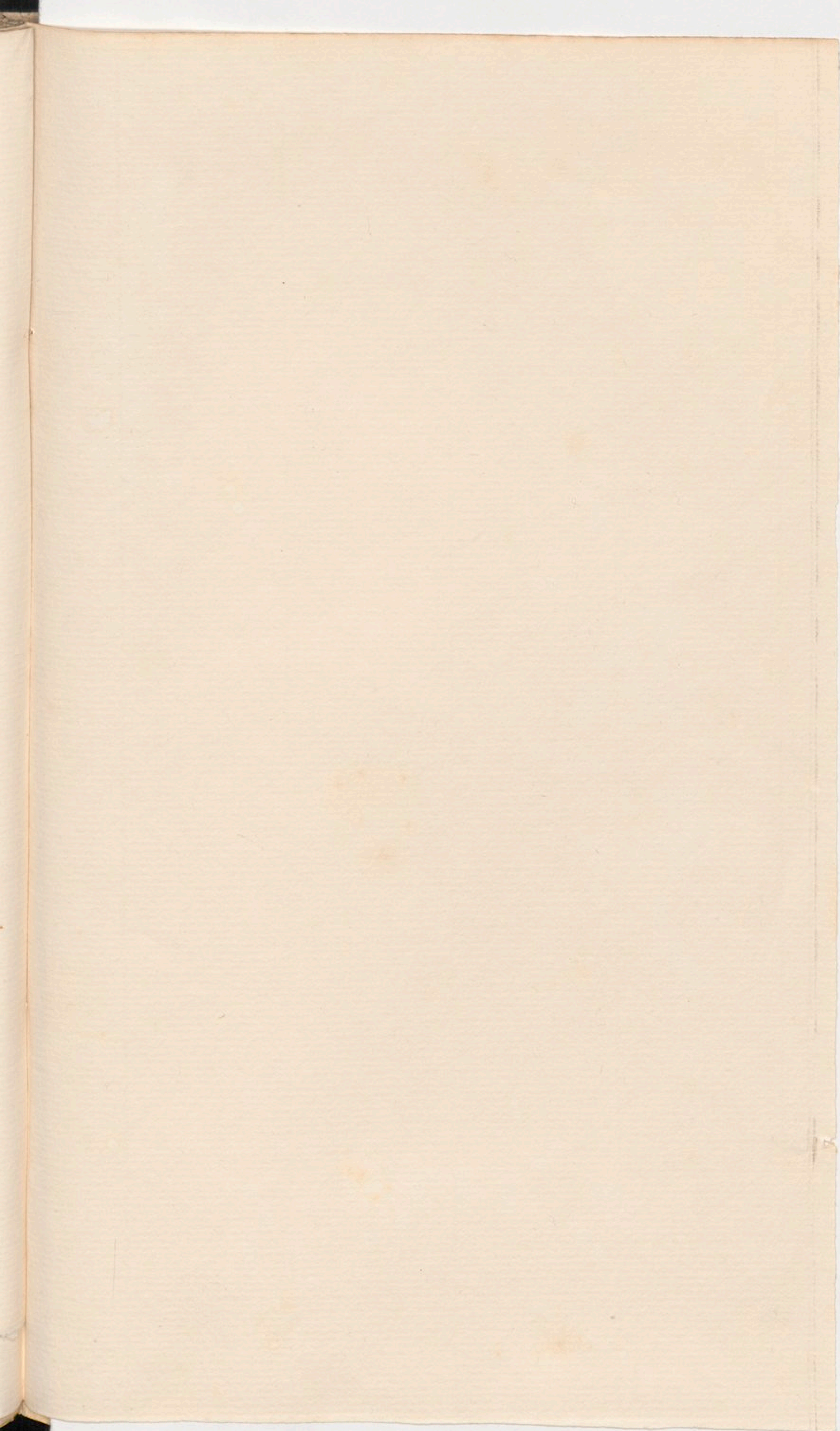
Une société de chasse *La Fraternelle* ayant pour objet la répression du braconnage et le repeuplement du gibier s'est constituée en 1910.

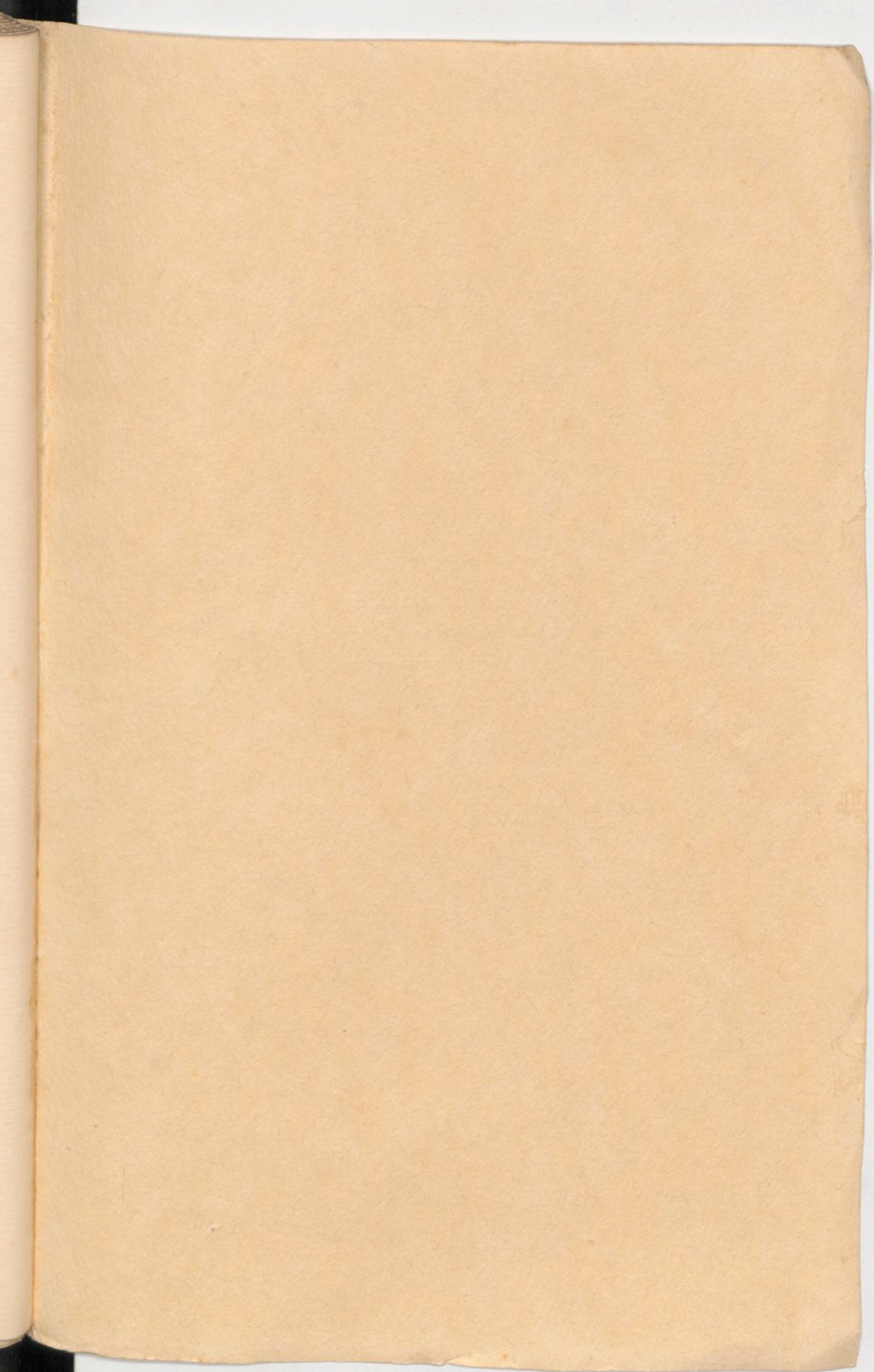
TABLE DES MATIERES

	Pages
Le Pays	5
La population	23
Les mœurs	30
Le langage. L'instruction	41
Produits — Industrie — Commerce	44
Voies de communication	47
Les mouvements politiques	49
Histoire économique	62
Histoires locales et croyances	68
Les registres paroissiaux	77
Le Grand Lauron	89
Le Petit Lauron	96
Documents	104
Divers	131

38.422







LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOËL TEXIER.
